



Études économiques de l'OCDE SUÈDE

JUILLET 2021 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Suède

Études économiques de l'OCDE : Suède 2021 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2021), *Études économiques de l'OCDE : Suède 2021 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris,
<https://doi.org/10.1787/c5e736db-fr>.

ISBN 978-92-64-91327-1 (pdf)

Études économiques de l'OCDE

ISSN 0304-3363 (imprimé)

ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Suède

ISSN 1995-3399 (imprimé)

ISSN 1999-0456 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Pommy.Anyani/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2021

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Table des matières

Résumé	8
1 Principaux éclairages sur l'action publique	15
Le COVID-19 a porté un coup dur à l'économie	15
Les vaccins laissent espérer un retour progressif à la normalité	17
La croissance repart à la hausse mais l'incertitude reste vive	19
L'ampleur des mesures de soutien a atténué l'impact de la crise	21
Les finances publiques sont solides, mais la dette va augmenter avec le vieillissement de la population	24
Les politiques monétaire et financière ont renforcé le système financier	26
Des fragilités financières subsistent	30
L'insuffisance des contrôles contre le blanchiment d'argent constitue un problème pour les filiales étrangères de certaines banques	33
La facilitation de la réaffectation des ressources est essentielle pour la reprise économique	36
Les mesures relatives à la politique de l'éducation commencent à porter leurs fruits, mais des défis restent à relever	40
Les réformes structurelles pourraient stimuler la croissance à long terme	41
Une diffusion plus large de la transformation numérique stimulerait la productivité	48
L'économie verte est synonyme de nouvelles opportunités de croissance	53
Principales recommandations concernant les éclairages sur l'action publique	57
Références	59

GRAPHIQUES

Graphique 1. Tendances de la mobilité et indice de restriction en Suède	9
Graphique 2. Le PIB se redresse après une chute brutale	9
Graphique 3. La politique budgétaire est expansionniste.	10
Graphique 1.1. La contraction du PIB a été moins forte que dans de nombreux autres pays de l'OCDE	15
Graphique 1.2. L'activité reste très faible dans certains secteurs	16
Graphique 1.3. Ce n'est que récemment que le nombre de nouvelles contaminations a baissé	17
Graphique 1.4. La mobilité a fortement régressé au cours de la deuxième vague	18
Graphique 1.5. Exportations de marchandises par produit et par marché	21
Graphique 1.6. Les aides de l'État ont principalement visé les secteurs les plus vulnérables	22
Graphique 1.7. Le déficit et la dette des administrations publiques restent modestes	25
Graphique 1.8. En l'absence de réformes, le vieillissement de la population fera augmenter la dette publique au fil du temps	26
Graphique 1.9. Aux taux directeurs nuls s'ajoutent d'importants achats d'obligations	27
Graphique 1.10. Des conditions financières sont redevenues favorables, mais la couronne s'est appréciée	28
Graphique 1.11. L'inflation et les anticipations d'inflation sont orientées à la hausse	28
Graphique 1.12. Le système bancaire est solide mais présente quelques fragilités	31
Graphique 1.13. Le prix des logements a connu une augmentation rapide	32

Graphique 1.14. Le ratio prix des logements/revenus est proche de la moyenne de l'OCDE, mais le taux d'endettement des ménages est élevé	33
Graphique 1.15. Les niveaux de corruption sont très faibles	35
Graphique 1.16. La transparence fiscale est élevée et les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent sont relativement efficaces	36
Graphique 1.17. Le cadre d'insolvabilité est perfectible	37
Graphique 1.18. Le chômage a fortement augmenté	38
Graphique 1.19. Les jeunes femmes ont subi le plus durablement le recul de l'emploi	39
Graphique 1.20. Les résultats scolaires ont commencé à s'améliorer	40
Graphique 1.21. La protection de l'emploi des travailleurs permanents est relativement forte	43
Graphique 1.22. Le coin fiscal est élevé	44
Graphique 1.23. Le contrôle des loyers est très strict	47
Graphique 1.24. La réglementation en matière de loyers entraîne de longues files d'attente	47
Graphique 1.25. Un ralentissement des gains de productivité	49
Graphique 1.26. L'écart numérique entre les petites et les grandes entreprises est important	50
Graphique 1.27. Les compétences en matière de TIC doivent être renforcées	51
Graphique 1.28. La Suède affiche l'écart le plus important entre hommes et femmes spécialistes des TIC	52
Graphique 1.29. La proportion de femmes poursuivant des études dans les TIC demeure faible	52
Graphique 1.30. Les émissions de dioxyde de carbone par habitant sont en baisse constante	54
Graphique 1.31. Le transport routier, l'industrie et l'agriculture sont les plus gros émetteurs de GES	55

TABLEAUX

Tableau 1. L'économie rebondit	10
Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	20
Tableau 1.2. Événements susceptibles d'entraîner des changements majeurs dans les perspectives	21
Tableau 1.3. Coût des mesures budgétaires liées à la crise, 2020 et 2021	24
Tableau 1.4. Garanties, mesures de liquidité et injections de capital liées à la crise	24
Tableau 1.5. Principales mesures prises par la Riksbank en lien avec la pandémie	29
Tableau 1.6. Recommandations antérieures concernant la politique de l'éducation et mesures prises	41
Tableau 1.7. Recommandations antérieures concernant la politique du marché du travail et mesures prises	44
Tableau 1.8. Impact estimé des principales recommandations (en %, sauf indication contraire)	45
Tableau 1.9. Recommandations antérieures concernant la politique du logement et mesures prises	48
Tableau 1.10. Recommandations antérieures sur les réglementations commerciales et les politiques de concurrence	53
Tableau 1.11. Recommandations antérieures concernant la politique environnementale et mesures prises	56

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdlibrary>



<http://www.oecd.org/oecdirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

La présente Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDR) de l'OCDE, qui est chargé d'examiner la situation économique des pays membres.

La situation économique et les politiques de la Suède ont été évaluées par le Comité le 10 Mai 2021. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et approuvé de manière définitive en tant que rapport adopté par l'ensemble du Comité le 10 juin 2021.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Christophe André, Jinwoan Beom et Mathilde Pak, sous la direction de Vincent Koen. Natia Mosiashvili et Axel Purwin ont fournis leur assistance en matière de recherche, tandis que Sisse Nielsen a apporté son concours pour la mise en forme du document.

L'édition précédente de l'Étude économique de la Suède a été publiée en Mars 2019.

Des informations sur la dernière Étude et les précédentes, ainsi que sur la préparation des Études économiques, sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/economie/etudes

STATISTIQUES DE BASE DE LA SUEDE, 2019*

(Les nombres entre parenthèses correspondent à la moyenne de l'OCDE)**

PAYS, POPULATION ET CYCLE ÉLECTORAL				
Population (millions)	10.3		Densité de population par km ² (2018)	25.0 (38.1)
Moins de 15 ans (%)	17.6	(17.9)	Espérance de vie à la naissance (années, 2018)	82.6 (80.1)
Plus de 65 ans (%)	20.2	(17.1)	Hommes (2018)	80.9 (77.5)
Ensemble des migrants internationaux (% de la population)	20.0	(13.3)	Femmes (2018)	84.3 (82.8)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	1.2	(0.6)	Élection générale la plus récente	Septembre-2018
ÉCONOMIE				
Produit intérieur brut (PIB)			Ventilation de la valeur ajoutée (%)	
À prix courants (milliards USD)	532.0		Secteur primaire	1.6 (2.6)
En prix courants (milliards SEK)	5 028.7		Industrie y compris construction	25.0 (26.8)
Croissance moyenne réelle des 5 der. années (%)	2.5	(2.2)	Services	73.4 (70.6)
Par habitant (000 USD PPA)	55.1	(48.3)		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en pourcentage du PIB)				
Dépenses	49.3	(40.6)	Dette financière brute (OCDE : 2018)	46.5 (107.6)
Recettes	49.9	(37.5)	Dette financière nette (OCDE : 2018)	-37.7 (67.8)
COMPTES EXTÉRIEURS				
Taux de change (SEK/USD)	9.45		Principales exportations (% du total des exp. de marchandises)	
Taux de change à PPA (USD = 1)	8.88		Machines et matériel de transport	38.8
En pourcentage du PIB			Articles manufacturés	16.7
Exportations de biens et services	47.7	(54.2)	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	12.8
Importations de biens et services	43.6	(50.6)	Principales importations (% du total des imp. de marchandises)	
Solde de la balance courante	5.1	(0.3)	Machines et matériel de transport	37.1
Position extérieure globale nette	18.5		Articles manufacturés	12.6
			Articles manufacturés divers	11.6
MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION				
Taux d'emploi (15-64 ans, %)	77.1	(68.8)	Taux de chômage, Enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	6.8 (5.4)
Hommes	78.8	(76.3)	Chômage des jeunes (15-24 ans, %)	20.1 (11.7)
Femmes	75.4	(61.4)	Chômeurs de longue durée (1 an ou plus, %)	0.7 (1.4)
Taux d'activité (15-64 ans, %)	82.9	(72.8)	Taux de diplômés de l'enseignement supérieur chez les 25-64 ans (%)	44.0 (38.0)
Nombre moyen d'heures travaillées par an	1,452	(1 726)	Dépenses intérieures brutes en R-D (% du PIB, 2018)	3.3 (2.6)
ENVIRONNEMENT				
Offre d'énergie primaire par habitant (tep)	4.6	(3.9)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes)	3.2 (8.3)
Énergies renouvelables (%)	40.8	(10.8)	Prélèvements d'eau par habitant (milliers de m ³ , 2015)	0.2
Exposition à la pollution atmosphérique (% de la population exposé à une concentration en PM _{2.5} > 10 µg/m ³ , 2017)	1.6	(61.7)	Déchets municipaux par habitant (tonnes)	0.5 (0.5)
SOCIÉTÉ				
Inégalités de revenu (coefficient de Gini, 2018, OCDE : 2016)	0.275	(0.310)	Résultats de l'éducation (score PISA, 2018)	
Taux de pauvreté relative (% , 2018 ; OCDE : 2016)	8.9	(11.4)	Compréhension de l'écrit	506 (487)
Revenu disponible médian des ménages, à PPA (milliers USD, 2018, OCDE : 2016)	31.7	(24.4)	Culture mathématique	502 (489)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Culture scientifique	499 (489)
Santé	10.9	(8.8)	Part des femmes au parlement (en %)	47.3 (30.7)
Retraites (2017)	9.4	(8.6)	Apports nets d'aide publique au développement (% du RNB, 2017)	1.0 (0.4)
Enseignement (% du RNB, 2018)	7.3	(4.5)		

* L'année est indiquée entre parenthèses lorsqu'elle diffère de celle qui figure dans le titre du présent tableau.

** Lorsque l'agrégat OCDE n'est pas disponible dans la base de données utilisée comme source, une moyenne simple des dernières données disponibles pour les pays de l'OCDE est calculée, lorsqu'elles existent pour au moins 80 % des pays membres.

Source : Calculs effectués à partir d'informations extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE), Organisation internationale du travail (OIT), Fonds monétaire international (FMI), Organisation des Nations unies (ONU) et Banque mondiale.

Résumé

La pandémie a prélevé un lourd tribut

La pandémie de COVID-19 a plongé le pays dans une grave récession, malgré l'action résolue engagée par les pouvoirs publics pour protéger les ménages et les entreprises. La vaccination favorisera la reprise, mais des risques subsistent.

Les taux de contamination ont été élevés. Bien que les mesures de distanciation sociale aient été plus souples en Suède que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, la pandémie a entravé l'activité économique, notamment dans les secteurs où les interactions directes sont indispensables (Graphique 1). La dernière vague de contaminations est en voie d'être maîtrisée, mais le processus est lent malgré l'instauration de mesures de distanciation plus strictes.

Graphique 1. Tendances de la mobilité et indice de restriction en Suède

Écart en % par rapport au scénario de référence, moyenne mobile sur 7 jours



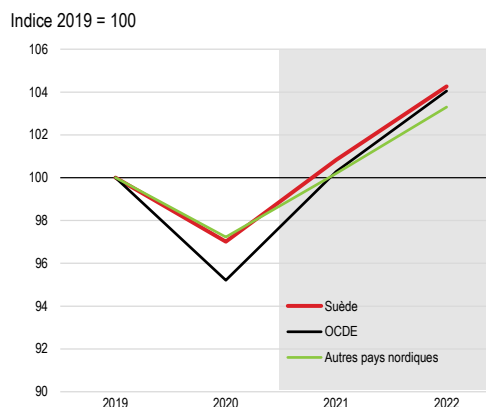
Note : Mobilité liée au commerce et aux loisirs. Comparaison avec une journée de référence antérieure à l'apparition de la pandémie. Chaque jour de référence représente la valeur médiane pour ce jour de la semaine sur la période de cinq semaines du 3 janvier au 6 février 2020.

Source : Rapport tiré de Google sur la mobilité des populations pendant la période du COVID-19, [Google COVID-19 Community Mobility Reports](https://www.google.com/covid19/mobility/).

StatLink  <https://stat.link/3ahju6>

L'économie a subi une contraction. La production a chuté d'environ 8 % (en glissement trimestriel) au deuxième trimestre 2020, et de 3 % pour l'ensemble de l'année 2020 (Graphique 2), dans la ligne des résultats des autres pays nordiques.

Graphique 2. Le PIB se redresse après une chute brutale



Note : L'agrégat Autres pays nordiques est une moyenne non pondérée du Danemark, de la Finlande et de la Norvège continentale. Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/spfbdj>

Si la production industrielle a rebondi après des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement au printemps 2020, l'activité dans les services reste modérée, car la pandémie perdure, empêchant les interactions directes. Le PIB devrait se redresser progressivement au fur et à mesure de la levée des mesures de distanciation. La consommation privée bénéficiera du niveau élevé de l'épargne, mais sa progression pourrait rester modérée en raison de l'incertitude et du chômage élevé (Tableau 1).

Les vaccins offrent l'espoir d'un retour à une vie normale qui devrait stimuler la croissance, mais l'incertitude demeure élevée. D'éventuels revers pour les campagnes de vaccination et la propagation de nouveaux variants du virus pourraient retarder la reprise. Petite économie ouverte, la Suède est exposée aux tensions commerciales mondiales et, dotée d'un secteur bancaire important fortement dépendant des marchés pour son financement, elle est vulnérable face aux turbulences financières internationales.

Tableau 1. L'économie rebondit

Pourcentage de variation, en volume, sauf indication contraire

	2020	2021	2022
Produit intérieur brut (PIB)	-3.0	3.9	3.4
Consommation privée	-4.7	3.2	4.6
Formation brute de capital fixe	0.3	4.8	4.3
Exportations	-5.6	10.7	4.6
Importations	-6.2	9.3	5.0
Taux de chômage	8.3	8.4	7.5
Inflation (IPC1)	0.5	1.7	1.4
Solde de la balance courante (% du PIB)	5.2	6.4	6.2
Solde budgétaire des administrations publiques (% du PIB)	-3.1	-3.3	-1.6

1. Indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

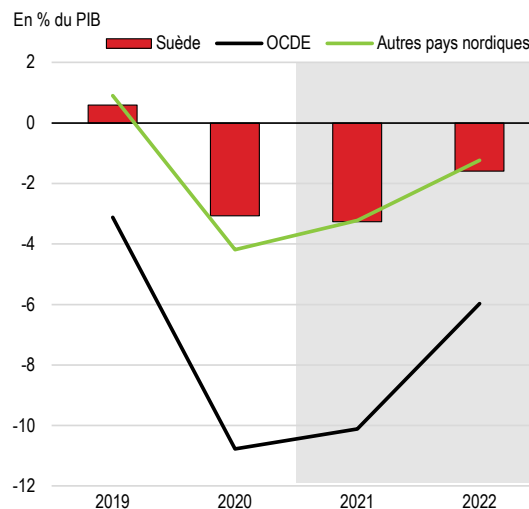
La politique budgétaire a soutenu l'activité économique La marge de manœuvre de la Suède, dont la dette brute des administrations publiques représentait environ 35 % du PIB avant la crise, a été judicieusement utilisée pour amortir la récession. Le solde budgétaire devrait passer d'un léger excédent en 2019 à un déficit de plus de 3 % du PIB en 2020 et 2021, de sorte que l'économie bénéficiera d'un soutien vigoureux, même si ce soutien est relativement modeste par rapport à ce qu'il peut être dans les autres pays de l'OCDE (Graphique 3). La politique budgétaire doit continuer de soutenir les entreprises et les ménages frappés par la pandémie.

La politique monétaire est très expansionniste. La Banque de Suède (Sveriges Riksbank) prévoit que son taux directeur restera à zéro au moins jusqu'à fin 2023 et elle a accéléré son programme d'achats d'obligations en réponse à la pandémie. Elle a en outre mis à disposition d'amples liquidités pour stabiliser les marchés et soutenir l'activité de prêt. Parce que l'inflation devrait être inférieure à l'objectif dans un avenir prévisible, la poursuite d'une orientation accommodante de la politique monétaire est indiquée. La marge de manœuvre pour continuer sur cette voie est restreinte du fait que les taux directeurs négatifs pourraient n'entraîner qu'une baisse marginale des taux


bancaires, que la taille du marché des obligations d'État est limitée et que les prêts hypothécaires et les achats d'obligations d'entreprises pourraient conduire à des prises de risques excessives, notamment sur les marchés de l'immobilier.

Graphique 3. La politique budgétaire est expansionniste.

Solde financier des administrations publiques



Note : La moyenne des autres pays nordiques est une moyenne non pondérée du Danemark, de la Finlande et de la Norvège continentale. Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/2sxxk54>

Certains facteurs de vulnérabilité financière subsistent. Le système bancaire suédois est solide bien que les interconnexions et la dépendance par rapport aux financements de marché soient sources de fragilités. L'endettement des ménages est élevé et les prix des logements augmentent rapidement. Face à cette situation, une nouvelle obligation en matière d'amortissement des emprunts immobiliers, levée durant la pandémie, sera rétablie en septembre 2021. Si les prix des logements continuent d'augmenter rapidement, il faudrait resserrer la politique macroprudentielle. Le système bancaire est également exposé à des pertes potentielles sur l'immobilier commercial dans un climat d'incertitude accrue sous l'effet de la pandémie.

L'action publique doit viser à poser les fondations d'une reprise durable

Les ajustements sur le marché du travail exigent des réformes. L'amélioration en cours du cadre régissant les faillites facilitera les restructurations d'entreprises. La Suède devrait capitaliser sur les atouts dont elle dispose dans les domaines du numérique et des politiques environnementales pour stimuler la productivité et promouvoir la croissance verte.

Le chômage était sur une pente ascendante même avant la pandémie. La Suède était confrontée à des problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail expliquant que des postes n'étaient pas pourvus malgré un chômage élevé parmi les travailleurs peu qualifiés et les immigrés. La pandémie a amplifié le problème, en particulier pour les travailleurs sous contrat temporaire et atypiques car beaucoup de travailleurs vulnérables occupent généralement des emplois exigeant des interactions directes. Le chômage a continué d'augmenter malgré la mise en place d'un dispositif de chômage partiel généreux.

Il est plus important que jamais d'investir dans les compétences. Face à la crise, le gouvernement a accordé des fonds supplémentaires pour accroître le nombre de places dans les structures éducatives. Les mesures prises ces dernières années pour améliorer les résultats scolaires commencent à porter leurs fruits. Néanmoins, l'enseignement et la formation professionnels sont toujours considérés comme moins attrayants par les futurs étudiants, et ils répondent moins bien aux besoins des employeurs en Suède que dans les pays de l'OCDE affichant les meilleures performances, d'où la nécessité d'un renforcement de la coordination entre les administrations, les établissements d'enseignement et les entreprises. Le renforcement de la coopération avec les partenaires sociaux faciliterait aussi la satisfaction des besoins en termes de recyclage et d'amélioration des compétences que la pandémie a amplifiés en raison de la transformation numérique et des mutations structurelles.

Les améliorations apportées au cadre régissant les faillites pourraient faciliter une restructuration sans heurts des entreprises. La transposition de la directive européenne relative aux cadres de restructuration préventifs, approuvée par le Conseil de l'UE en juin 2019, dans la législation suédoise devrait faciliter les restructurations à un stade précoce.

Des réformes du marché du travail de grande ampleur permettront d'accroître la flexibilité et la sécurité. Les partenaires sociaux sont tombés d'accord sur un ensemble de réformes visant à renforcer la flexibilité, l'adaptabilité et la sécurité ; le gouvernement prévoit de les mettre en œuvre d'ici au milieu de 2022. La réforme réduira l'écart entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires dans la législation sur la protection de l'emploi, élargira les possibilités de reconversion et de formation et consolidera l'assurance chômage.

L'assouplissement de l'encadrement des loyers pour les logements neufs est inscrit au programme du gouvernement. Avec le temps, la réforme permettra d'accroître le stock de logements, d'abaisser les prix des logements et de faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, notamment des ménages modestes.

La transformation numérique ouvre des perspectives de dynamisation de la productivité. La pandémie a précipité l'essor des activités en ligne pour lesquelles la Suède occupait déjà les avant-postes. Les pouvoirs publics intensifient l'investissement afin d'étendre aux zones rurales la couverture du haut débit. Cependant, la proportion des diplômés du supérieur dans les filières des TIC et de l'analyse des données est plutôt faible, ce qui contribue à freiner la diffusion de l'analyse de données massives et à limiter l'innovation numérique et l'innovation fondée sur les données dans les entreprises. Si les dépenses de R-D des entreprises suédoises figurent parmi les plus élevées de la zone OCDE, rapportées au PIB, les TIC n'en représentent qu'une part relativement faible. Des failles trop fréquentes dans la sécurité entament la confiance dans les outils, au risque d'en ralentir l'adoption.

La Suède est depuis longtemps à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. Les émissions de carbone par habitant n'ont cessé de

baisser depuis les années 70 et la Suède s'est fixé l'objectif ambitieux de zéro émissions nettes de carbone d'ici à 2045. Un conseil de politique climatique indépendant assure le suivi de l'adéquation des politiques aux objectifs climatiques.

Les résultats les plus faciles à atteindre en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ayant été engrangés, les progrès seront désormais plus difficiles à obtenir.

Les transports routiers, l'industrie et l'agriculture sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Le taux de la taxe carbone des secteurs qui rejettent le plus d'émissions de GES non couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE est désormais aligné sur le taux général. Les pouvoirs publics appuient des projets ambitieux et risqués de décarbonisation de l'industrie, par exemple au moyen de garanties de prêts verts. Cependant, ils n'ont pas défini de feuille de route claire pour l'obtention, dans des conditions offrant un bon rapport coût-efficacité, d'une réduction des émissions de CO₂ imputables au transport routier et d'une réduction des émissions imputables à l'agriculture.

Les disparités régionales s'accroissent

Les inégalités géographiques se sont accentuées et cette situation appelle des ajustements des politiques.

Les inégalités régionales sont peu marquées au regard de ce qu'on peut observer dans la zone

OCDE, mais elles se sont accentuées ces dernières décennies, nourrissant le mécontentement des habitants de certaines régions du pays qui se sentent laissés pour compte. Les grandes villes attirent une part croissante de la population jeune et bénéficient d'une progression plus forte de la productivité tandis que la fourniture de services publics adéquats à une population vieillissante se révèle de plus en plus problématique dans les zones rurales.

Les subventions de l'administration centrale et la péréquation budgétaire favorisent l'égalité d'accès aux services dans tout le pays.

Le système de péréquation budgétaire et la conception des subventions de l'État pourraient toutefois être améliorés. En outre, la transformation numérique pourrait être mieux mise à profit pour améliorer l'acheminement des services publics, y compris grâce au développement de l'infrastructure publique de partage des données et de l'information.

La croissance régionale pourrait être davantage encouragée, en particulier par le renforcement du rôle des universités au sein des réseaux régionaux de connaissances et d'innovation et par le développement de l'interconnectivité entre les zones urbaines et rurales. On pourrait ainsi ouvrir davantage de perspectives économiques au développement local et régional et favoriser le bien-être et la cohésion sociale.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Consolider les sources de revenu et la demande	
De nombreux secteurs d'activité, en particulier ceux nécessitant des interactions directes entre individus, et les travailleurs de ces secteurs pâtissent encore de la crise du COVID-19.	Maintenir les mesures de soutien telles que le chômage partiel et l'indemnisation au titre du manque à gagner jusqu'à ce que les effets de la pandémie de COVID-19 se dissipent.
La politique budgétaire accompagne la reprise. Parce que la reprise sera progressive et exigera un redéploiement des ressources, la poursuite de la relance budgétaire s'imposera pour garantir une solide reprise.	Continuer d'apporter un solide appui en matière de politique budgétaire jusqu'à ce que la reprise soit bien établie et revenir ensuite progressivement vers l'objectif d'excédent budgétaire à moyen terme.
La politique de taux d'intérêt à zéro et les mesures destinées à apporter des liquidités et à faciliter l'activité de prêt ont stabilisé le système financier et favorisé la reprise.	Maintenir une politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que l'inflation se rapproche durablement de l'objectif, avec l'activité qui devrait accélérer à un rythme solide.
Les prix des logements et la dette des ménages augmentent rapidement. L'obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires a été levée au début de la pandémie, mais sera remise en place à compter de septembre 2021.	Si la dette des ménages continue d'augmenter rapidement, durcir la politique macroprudentielle.
Engager des réformes pour stimuler la croissance et l'emploi	
Les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur de vastes réformes du marché du travail, qui doivent être mises en œuvre d'ici la mi-2022 et qui prévoient d'augmenter la flexibilité et la sécurité du travail.	Mettre en œuvre les réformes du marché du travail approuvées par les partenaires sociaux.
Le coin fiscal sur le travail demeure élevé malgré un certain accroissement du poids de la fiscalité environnementale. Les actuelles dispositions concernant la fiscalité immobilière sont régressives et ont pour effet de faire monter les prix des logements.	Continuer de déplacer le poids de la charge fiscale du travail vers la fiscalité environnementale et des impôts permanents sur l'immobilier, y compris en supprimant progressivement la déductibilité des intérêts des prêts hypothécaires.
Le vieillissement entraînera une hausse des dépenses publiques et réduira l'offre de main-d'œuvre au fil du temps en l'absence de réformes.	Mettre en œuvre la réforme des retraites qui prévoit un relèvement de l'âge maximal auquel on peut continuer d'occuper un emploi et de l'âge minimum pour bénéficier des prestations de retraite publiques et de la retraite de base, en fonction de l'évolution de l'espérance de vie.
La réglementation stricte des loyers tend à faire obstacle à la mobilité de la population, notamment pour les ménages modestes, et pourrait être un facteur de ségrégation spatiale.	Assouplir la réglementation des loyers de façon à encourager l'offre d'immobilier locatif, tout en continuant de protéger les propriétaires contre les abus.
L'inefficience du système d'urbanisme et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager les constructions contribuent aux pénuries de logements, ce qui réduit l'accessibilité financière de l'immobilier d'habitation et la mobilité de la main-d'œuvre, malgré les récentes mesures bienvenues destinées à accroître l'offre de terrains constructibles et à accélérer les procédures d'urbanisme.	Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer en temps utile les zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.
L'inadéquation des compétences génère du chômage, en particulier pour les personnes peu qualifiées et nées à l'étranger, dont la situation est encore affaiblie par la crise du COVID-19.	Améliorer l'adaptation de l'enseignement et de la formation professionnels aux besoins du marché du travail en renforçant les structures de coordination régionales.
Promouvoir l'égalité hommes-femmes	
Le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger est très inférieur à celui des femmes nées en Suède.	Faire bénéficier systématiquement les femmes nées à l'étranger du programme-pilote pour l'égalité d'établissement.
Promouvoir la croissance verte	
Les transports routiers représentent environ un tiers du total des émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement a pris diverses mesures pour réduire les émissions dans ce secteur, mais n'a pas encore défini de stratégie globale claire.	Élaborer une feuille de route pour une décarbonisation économiquement rationnelle et technologiquement neutre du transport routier.
Les carburants utilisés dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche sont à l'origine d'importantes émissions de CO ₂ et bénéficient de taux réduits sur la taxe carbone et sur l'imposition des produits énergétiques.	Supprimer progressivement les réductions de taux sur la taxe carbone et l'imposition des carburants utilisés dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.
Combattre les disparités régionales	
La part des dotations entre niveaux de gouvernement a augmenté ces dernières années. Ces dotations sont dans certains cas très étroitement ciblées et à court terme, ce qui rend leur utilisation délicate.	Réserver l'utilisation de ces dotations aux secteurs stratégiques. Éviter les dotations trop ciblées et de courte durée.
Le système de péréquation budgétaire est complexe et perçu d'une manière générale comme insuffisamment transparent. Une commission passe en revue le système tous les cinq ou six ans, mais le suivi et les discussions entre ces examens sont limités.	Simplifier le système de péréquation budgétaire et/ou le rendre plus transparent. Mettre en place un suivi régulier pour faciliter les ajustements.
Les outils numériques ouvrent des possibilités d'amélioration des services et de l'efficacité. La demande des utilisateurs semble forte, notamment dans les	Poursuivre le développement de l'offre de services publics numériques. Améliorer les infrastructures publiques de partage des données et de l'information.

domaines de la santé et de l'éducation. Les capacités numériques varient considérablement d'une administration locale à l'autre.	
Les universités contribuent à des degrés divers au développement régional parce qu'elles encouragent le développement des talents au niveau local et contribuent à leur maintien sur place, et parce qu'elles concourent au renforcement de la compétitivité et du dynamisme entrepreneurial du fait qu'elles participent aux réseaux locaux de recherche et d'innovation.	Renforcer les incitations et les aides afin d'accroître la contribution des universités au développement des connaissances et à l'innovation au niveau régional.
Les plans stratégiques d'occupation des sols et la coordination entre les organismes publics et avec d'autres parties prenantes ne sont pas suffisamment développés. L'élaboration de plans de développement cohérents pourrait élargir les perspectives d'emploi et les débouchés commerciaux dans certains bassins d'emploi.	Renforcer la gouvernance pluri-niveaux, y compris la coordination des politiques sectorielles et la coopération entre les organismes publics et d'autres parties prenantes, de façon à resserrer la coopération stratégique au service du développement régional.

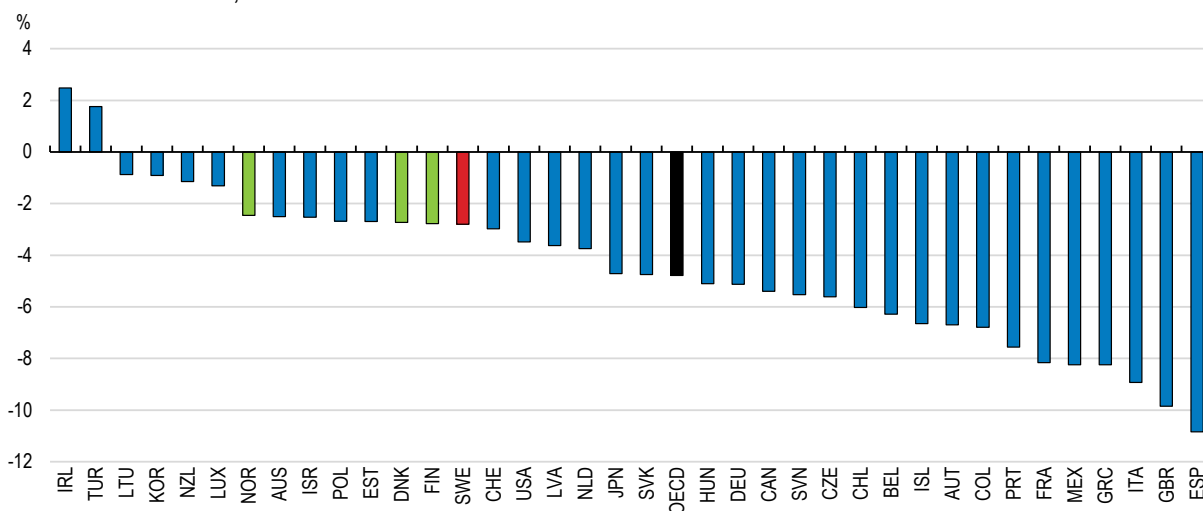
1 Principaux éclairages sur l'action publique

Le COVID-19 a porté un coup dur à l'économie

Le PIB se redresse progressivement après un net repli d'environ 8 % au deuxième trimestre 2020 dû aux mesures de distanciation et à la réduction de la mobilité liées à la pandémie, ainsi qu'aux fermetures d'usines. L'industrie automobile a particulièrement souffert de la crise sanitaire, en raison notamment des perturbations des chaînes de valeur mondiales, surtout causées par la pénurie d'intrants en provenance de Chine. Malgré des mesures de distanciation plus souples, surtout lors de la première vague de COVID-19, la Suède a connu en 2020 une contraction de la production globalement similaire à celle de ses voisins nordiques, quoique légèrement moins marquée que celle de la plupart des pays européens (Graphique 1.1). Le PIB a rebondi de 6.4 % au troisième trimestre, à la faveur d'une forte reprise de la production industrielle tirée par la hausse des exportations, tandis que l'activité des services est restée faible. La deuxième vague de COVID-19 survenue en automne a eu un impact mineur sur l'industrie, mais les services ont à nouveau pâti du renforcement des restrictions d'activité.

Graphique 1.1. La contraction du PIB a été moins forte que dans de nombreux autres pays de l'OCDE

Croissance du PIB réel, 2020



Note : PIB continental pour la Norvège.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

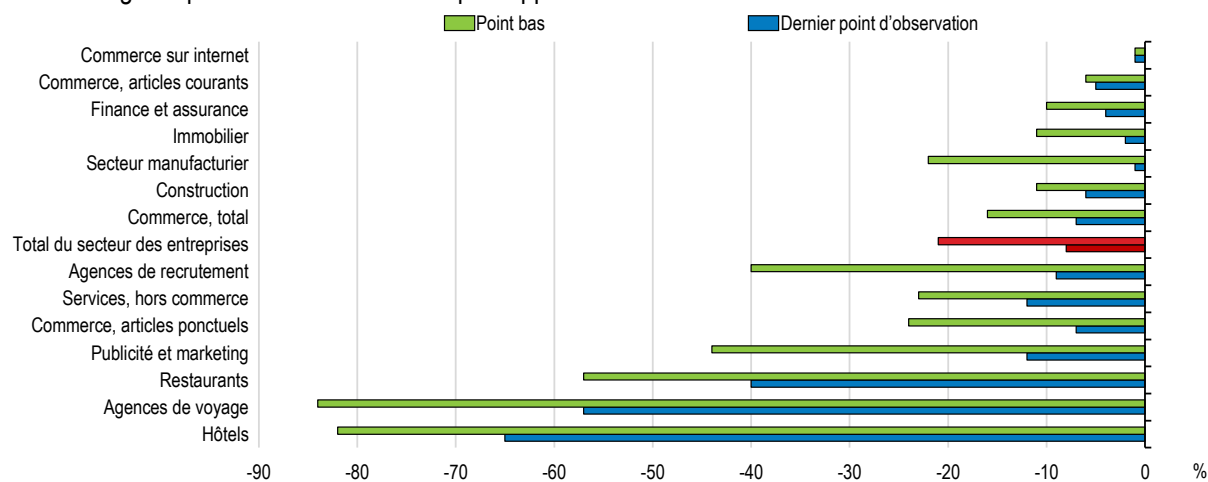
StatLink  <https://stat.link/yhn1lr>

La forte expansion budgétaire et monétaire a été décisive pour protéger les ménages et maintenir les entreprises à flot. Plusieurs mesures d'aide ont été prolongées sur l'année 2021 et complétées par d'autres dispositions visant à atténuer les effets à long terme de la pandémie. Toutefois, le chômage s'est amplifié, malgré le recours massif au chômage partiel, et l'activité reste bien inférieure aux niveaux normaux, en particulier dans les secteurs nécessitant des interactions physiques entre personnes (Graphique 1.2). Le retour à une activité normale sera lent dans la mesure où la pandémie perdure. Qui plus est, cette dernière a particulièrement nui aux plus vulnérables, notamment aux personnes occupant des emplois temporaires, et a accéléré la restructuration économique, essentiellement au profit des activités en ligne. Si la transformation numérique et la transition vers une économie plus verte ouvrent d'excellentes perspectives pour ce qui est de stimuler la productivité, elles nécessiteront des efforts d'adaptation et des investissements dans l'éducation et les infrastructures, ainsi que leur soutien par les pouvoirs publics. Les inégalités régionales, bien que peu marquées comparativement aux autres pays de l'OCDE, se sont accentuées au cours des dernières décennies, raison pour laquelle il est important d'améliorer le cadre budgétaire des administrations infranationales, de renforcer l'efficacité des services publics et de poursuivre les efforts en faveur de la convergence régionale. Dans ce contexte, les principaux messages de cette Étude sont les suivants :

- Continuer à aider, de manière ciblée, les personnes et les entreprises gravement touchées par la pandémie de COVID-19 jusqu'à ce que celle-ci soit enrayerée.
- Mettre en œuvre les réformes du marché du travail approuvées par les partenaires sociaux pour soutenir l'emploi.
- Poser les bases nécessaires à une reprise durable dans l'ensemble du pays en favorisant les progrès sur les plans numérique et écologique, à la fois par des investissements publics directs et par des conditions plus favorables à l'investissement privé. Renforcer la gouvernance pluriniveaux et la coopération stratégique entre les organismes publics tout en consolidant le rôle des universités en tant que pôles de connaissances, afin d'étayer le développement régional.

Graphique 1.2. L'activité reste très faible dans certains secteurs

Pourcentage de perte de chiffre d'affaires par rapport à la normale



Note : Les valeurs les plus récentes datent du 10-12 mai 2021. Les valeurs de creux correspondent aux valeurs minimales issues des études bimestrielles depuis le 11-13 mai 2020.

Le pourcentage de perte de chiffre d'affaires a été calculé d'après la médiane des options de réponse : réduction de 1 à 25, de 26 à 50, etc.

Source : Institut national de la recherche économique.

StatLink  <https://stat.link/d1xwue>

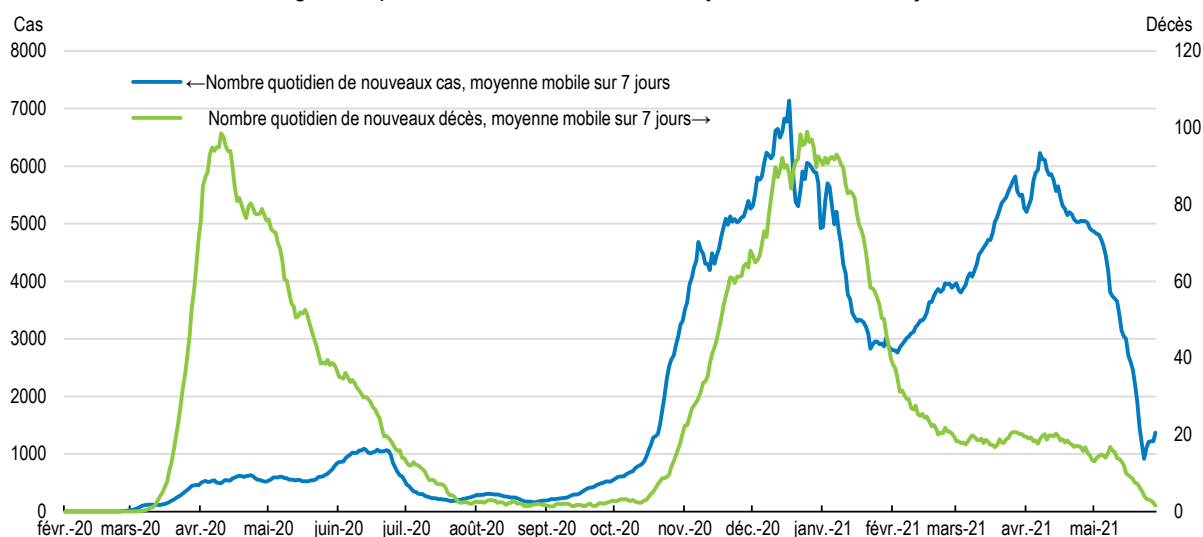
Les vaccins laissent espérer un retour progressif à la normalité

En Suède, le premier cas d'infection au COVID-19 a été signalé le 4 février 2020 et le nombre de contaminations a augmenté jusqu'en juillet, surtout dans la région de la capitale et dans d'autres villes densément peuplées, avec un bilan particulièrement lourd dans les maisons de repos (Swedish Government, 2020b). La première vague de la pandémie a été maîtrisée sans qu'il soit nécessaire d'imposer un confinement. Les taux de mortalité liés au COVID-19 ont légèrement dépassé la moyenne de l'UE et ont été nettement supérieurs à ceux des autres pays nordiques. Le pic du nombre de décès au cours de la deuxième vague a été à peu près semblable à celui de la première. La surmortalité observée en 2020 par rapport à la moyenne sur la période 2016-19 a été inférieure à la moyenne de l'UE, mais plus élevée que dans les autres pays nordiques (Eurostat, 2021). Pour faire face à la deuxième vague, le pays a adopté des mesures de distanciation plus strictes. La vaccination, qui a débuté en fin d'année 2020, apporte l'espoir d'un retour progressif à une conjoncture économique normale.

Au cours du premier semestre 2020, la Suède a souhaité que des pans de la société plus importants que dans d'autres pays européens restent ouverts pour endiguer la diffusion du COVID-19 de manière durable, compte tenu des fortes incertitudes quant à la durée de la pandémie. L'objectif primordial des autorités était de préserver les vies et la santé en réduisant la propagation du virus et en aplanissant la courbe de contamination, plutôt que de parvenir à l'immunité collective (Swedish Government, 2020a). Leur stratégie s'appuyait à la fois sur des recommandations (préconisant notamment le télétravail et l'enseignement en ligne pour les étudiants de plus de 16 ans) et sur des mesures juridiquement contraignantes (telles que l'interdiction des rassemblements de plus de 500 personnes et, par la suite, de 50 personnes, ainsi que des visites dans les résidences pour personnes âgées, ou encore la distanciation dans les restaurants, les magasins et les transports publics). La plupart des écoles, collèges et crèches sont restés ouverts, tandis que les lycées (élèves de plus de 16 ans) et les universités sont passés aux cours en ligne. Tandis que la population a été encouragée à opter pour le télétravail et à respecter les règles de distanciation, la plupart des commerces, dont les magasins, les bars, les restaurants et les salles de sport, sont restés ouverts, avec toutefois certaines restrictions. Les autorités n'ont pas imposé le port du masque en public. La première vague d'infections a été maîtrisée au cours de l'été 2020, si bien que le nombre de contaminations quotidiennes est passé sous la barre des 100 en août 2020 (Graphique 1.3).

Graphique 1.3. Ce n'est que récemment que le nombre de nouvelles contaminations a baissé

Nouveaux cas et décès enregistrés quotidiennement en Suède, moyenne mobile sur 7 jours

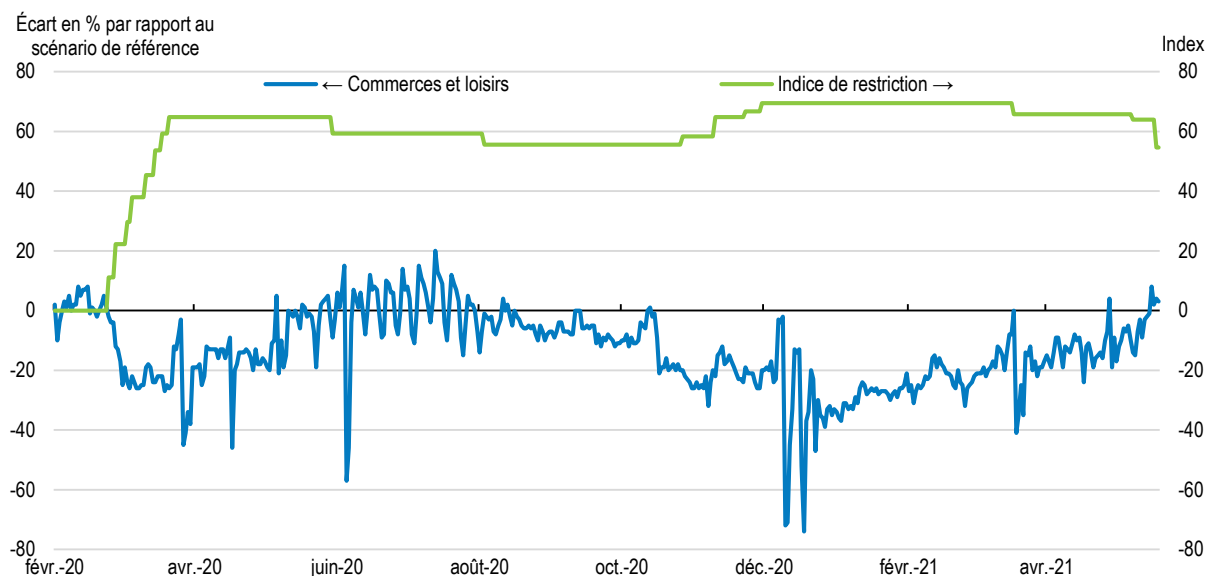


Source : [Public Health Agency in Sweden](https://www.sve.hj.se/).

StatLink  <https://stat.link/pwvkeo>

À partir de la fin du mois d'octobre 2020, les infections au COVID-19 se sont à nouveau multipliées et le nombre de cas enregistrés a rapidement dépassé celui de la première vague, cette hausse étant toutefois en grande partie attribuable à la multiplication des tests. En outre, le chiffre des décès quotidiens a rejoint celui de la première vague. Au vu de la pression accrue exercée sur les unités de soins intensifs des hôpitaux, des restrictions plus rigoureuses ont été imposées. Le 18 décembre, la vente d'alcool après 20 heures dans les restaurants et les bars a été interdite. À partir du 7 janvier 2021, les citoyens ont été exhortés à porter le masque dans les transports publics aux heures de pointe et à rester en quarantaine à domicile dès lors qu'un membre de leur famille était infecté. Bien que la Suède ait résisté à la tentation du confinement, ce durcissement des restrictions a fortement réduit l'activité commerciale. En ce qui concerne le commerce de détail et les espaces de loisirs, tels que les restaurants, les cafés, les magasins et les musées, les tendances de la mobilité ont affiché un repli de près de 30 % par rapport à leur niveau de février 2020 (Graphique 1.4). En janvier 2021, le parlement suédois a adopté une nouvelle « loi pandémique » et ainsi doté les autorités sanitaires du pays de certains pouvoirs leur permettant d'imposer des mesures plus strictes au public afin de lutter contre la propagation du virus. Celles-ci concernent, entre autres, la réduction des heures d'ouverture, la limitation du nombre de personnes présentes dans les magasins et autres lieux publics, ou encore la fermeture des activités commerciales.

Graphique 1.4. La mobilité a fortement régressé au cours de la deuxième vague



Note : L'indice de rigueur des réponses des autorités publiques face au Covid-19 mis au point par l'université d'Oxford mesure la rigueur des stratégies de type « confinement » impliquant principalement des restrictions sur le comportement de la population. Il s'agit d'une mesure composite basée sur neuf indicateurs de réponses, dont les fermetures d'écoles, les fermetures de lieux de travail et les interdictions de déplacement, rééchelonnés sur une valeur de 0 à 100 (100 correspondant aux mesures le plus rigoureuses). L'évolution de la mobilité correspond à une variation par rapport à un jour de référence donné avant le début de la pandémie. Chaque jour de référence représente la valeur médiane pour ce jour de la semaine sur la période de cinq semaines du 3 janvier au 6 février 2020.

Source : Google LLC, [Rapports Google sur la mobilité de la communauté – COVID-19](#) ; Hale, T. et al. (2020), Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government.

StatLink  <https://stat.link/qbsli0>

La vaccination a débuté fin décembre 2020, et les autorités ont pour objectif de vacciner, d'ici août 2021, tous les adultes et tous les enfants de moins de 18 ans considérés comme fortement à risque de développer une forme grave de la maladie (Public Health Agency of Sweden, 2020a). L'État prend en charge les coûts des vaccins. Ces derniers sont administrés en priorité aux personnes considérées comme présentant un risque élevé d'affection grave ou de décès. Sont notamment concernés les résidents des établissements de soins pour personnes âgées, les personnes bénéficiant de soins à domicile de même

que leurs contacts familiaux proches, ainsi que les personnels de santé (Public Health Agency of Sweden, 2020b). Il semble que la vaccination des personnes les plus vulnérables ait fortement contribué à faire baisser la mortalité depuis le début de 2021. Pour autant que la situation épidémiologique permette d'assouplir les mesures de distanciation, il y aura un retour à la vie normale et l'économie se redressera, même si les secteurs et les citoyens les plus touchés garderont probablement des stigmates de la pandémie. Le 27 mai 2020, les autorités ont annoncé une levée progressive des mesures de distanciation à partir de juin, la plupart des restrictions étant censées disparaître d'ici septembre au plus tard.

La croissance repart à la hausse mais l'incertitude reste vive

L'économie va se redresser une fois l'épidémie de COVID-19 maîtrisée et les restrictions assouplies (Tableau 1.1). Si les plans de vaccination se déroulent comme prévu, la situation pourrait se normaliser progressivement après l'été. Les politiques budgétaire et monétaire devraient néanmoins continuer à soutenir l'économie. Avec la levée des mesures de distanciation, le redémarrage de la demande jusqu'alors réprimée et les niveaux d'épargne élevés vont tirer la consommation privée vers le haut. En outre, les salaires, en grande partie gelés en 2020 en raison du report des négociations salariales du printemps à l'automne dans le contexte de la pandémie, repartiront à la hausse, à un rythme relativement modeste toutefois. À cet égard, la convention collective conclue en octobre 2020 fixe une augmentation de référence des salaires de 5.4 % sur 29 mois, soit une hausse de 1.8 % par an sur la période de trois ans devant s'achever en mars 2023. Cela dit, l'ampleur du chômage et les incertitudes persistantes pourraient bien freiner le rebond de la consommation. Dans le domaine de l'emploi, la progression sera lente également, car les employeurs augmenteront les heures de travail de leurs actuels salariés avant d'embaucher du personnel. Certains secteurs, en particulier ceux liés aux voyages internationaux, mettront probablement du temps à se redresser. Les exportations de marchandises se sont largement normalisées et devraient grimper à mesure que la demande émanant de pays voisins augmentera. Toutefois, le niveau limité des activités de voyage et de transport international freinera encore pendant un certain temps les exportations de services.

Les principaux risques pesant sur les perspectives économiques, tant à la hausse qu'à la baisse, sont liés à l'évolution de la pandémie, qui demeure très incertaine. Une vaccination plus rapide en Suède et à l'étranger permettrait une reprise de l'activité normale plus tôt que prévu. À l'inverse, les difficultés rencontrées par les campagnes de vaccination ajoutées à la propagation de nouvelles variantes du virus risquent de retarder la reprise. Le cours de la pandémie influera également sur le commerce mondial, qui, dans une économie orientée vers les exportations comme la Suède, a un impact majeur sur la croissance, et ce même si la diversification des produits atténue les risques de recul (Graphique 1.5, partie A). Bien que l'incidence du Brexit sur les exportations suédoises ait été modeste jusqu'à présent, malgré un certain affaiblissement des exportations de services, on ne peut exclure qu'elle se révèle plus forte à moyen terme, car l'économie suédoise est relativement vulnérable aux obstacles au commerce avec le Royaume-Uni (Bisciari, 2019). Les perturbations des chaînes d'approvisionnement constituent une autre source de risques, comme en témoigne la récente pénurie mondiale de semi-conducteurs, qui a particulièrement éprouvé l'industrie automobile. La rapidité de la reprise dans la région nordique, qui représente plus d'un quart des exportations suédoises, est particulièrement importante (partie B). La Suède peut être exposée à d'autres chocs et risques imprévisibles, dont ceux qui découlent d'une intensification des tensions commerciales mondiales, des effets induits par l'instabilité financière mondiale ou d'un effondrement du marché immobilier (Tableau 1.2).

Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Pourcentage de variation annuelle, en volume, sauf indication contraire¹

	2018	2019	2020	2021	2022
Produit intérieur brut (PIB)	2.1	1.4	-3.0	3.9	3.4
Consommation privée	1.9	1.2	-4.7	3.2	4.6
Consommation publique	1.1	0.3	-0.9	2.1	0.8
Formation brute de capital fixe	1.4	-3.0	0.3	4.8	4.3
Logement	-6.5	-8.0	2.2	1.4	2.4
Entreprises	3.0	-2.6	-1.6	6.0	5.9
Secteur public	6.2	1.3	4.7	4.5	1.4
Demande intérieure finale	1.5	-0.1	-2.4	3.3	3.5
Constitution de stocks ²	0.3	-0.1	-0.8	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1.8	-0.3	-3.1	3.0	3.5
Exportations de biens et de services	4.5	4.9	-5.6	10.7	4.6
Importations de biens et de services	4.0	1.4	-6.2	9.3	5.0
Exportations nettes ²	0.3	1.7	0.0	1.0	0.1
Autres indicateurs					
PIB potentiel	1.9	1.8	1.7	1.7	1.7
Écart de production ³	0.9	0.5	-4.2	-2.0	-0.4
Emploi ⁴	1.5	0.6	-1.3	0.9	1.9
Taux de chômage ^{4,5}	6.3	6.8	8.3	8.4	7.5
Déflateur du PIB	2.4	2.7	1.5	1.5	1.0
IPC	2.0	1.8	0.5	1.7	1.4
IPCC ⁶	2.1	1.7	0.5	1.7	1.4
Taux d'épargne des ménages, net ⁷	13.4	16.1	17.9	15.1	13.3
Solde de la balance courante ⁸	2.6	5.1	5.2	6.4	6.2
Solde budgétaire des administrations publiques ⁸	0.8	0.6	-3.1	-3.3	-1.6
Prêts nets sous-jacents des administrations publiques ³	0.3	0.3	-0.2	-2.0	-1.4
Solde primaire sous-jacent des administrations publiques ³	0.2	0.2	-0.3	-2.1	-1.6
Dette publique brute (Maastricht) ⁸	38.9	35.0	39.9	39.9	39.4
Dette nette des administrations publiques ⁸	-33.0	-37.9	-37.4	-32.2	-29.2
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	-0.4	0.0	0.1	0.0	0.0
Rendement des obligations d'État à dix ans, moyenne	0.7	0.1	0.0	0.0	0.0

1. Les données annuelles sont calculées à partir de chiffres corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrés.

2. Contributions aux variations du PIB réel.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

4. La rupture dans les séries chronologiques résultant de l'adaptation des enquêtes sur la population active (LFS) de Suède au nouveau règlement-cadre de l'UE à partir de 2021 n'a pas été prise en compte dans les projections (en d'autres termes, les chiffres de 2021-22 sont tels qu'ils auraient été sans le changement de méthodologie).

5. En pourcentage de la population active.

6. Indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

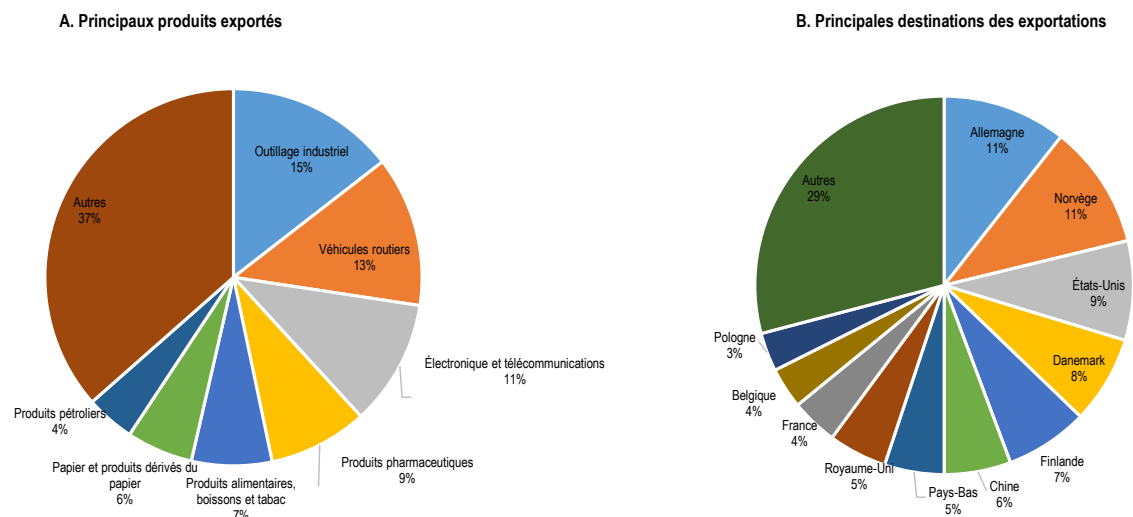
7. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

8. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

Graphique 1.5. Exportations de marchandises par produit et par marché

Part des exportations totales de marchandises, 2020



Source : Statistics Sweden.

StatLink  <https://stat.link/h2lztz>

Tableau 1.2. Événements susceptibles d'entraîner des changements majeurs dans les perspectives

Choc potentiel	Conséquences éventuelles
Incapacité à maîtriser la pandémie en Suède et au niveau mondial	Plus longtemps il faudra maintenir les mesures de distanciation, plus le nombre de faillites risque d'être élevé et plus les séquelles seront importantes pour les personnes en marge du marché du travail.
Tensions commerciales internationales	En tant que petite économie ouverte, la Suède est vulnérable à la faiblesse du commerce mondial, se traduisant par une baisse des exportations et de la production.
Contagion d'une crise financière régionale ou régionale	Le système financier suédois est dominé par quelques grandes banques, qui dépendent des marchés pour leur financement. Une crise de la liquidité déclenchée par des événements extérieurs à la Suède pourrait entraîner des difficultés dans le secteur bancaire, avec pour conséquence une raréfaction du crédit, ce qui aboutirait à une profonde récession. Une chute des prix des actifs aggraverait la situation.
Effondrement du marché immobilier	Les prix des logements ont continué à augmenter pendant la pandémie, comme dans de nombreux pays de l'OCDE. Un effondrement de ces prix, qui sont élevés par rapport aux normes historiques, pourrait déclencher une forte baisse de la consommation, laquelle pourrait à son tour aboutir à une détresse économique et financière dans l'économie au sens large. Les perspectives de l'immobilier commercial, notamment pour les bureaux et les magasins de détail, sont devenues plus incertaines avec l'arrivée de la crise du COVID-19. Une forte chute des prix et une multiplication des bâtiments vacants pourraient occasionner d'importantes pertes de crédit aux banques et aux détenteurs d'obligations d'entreprise.

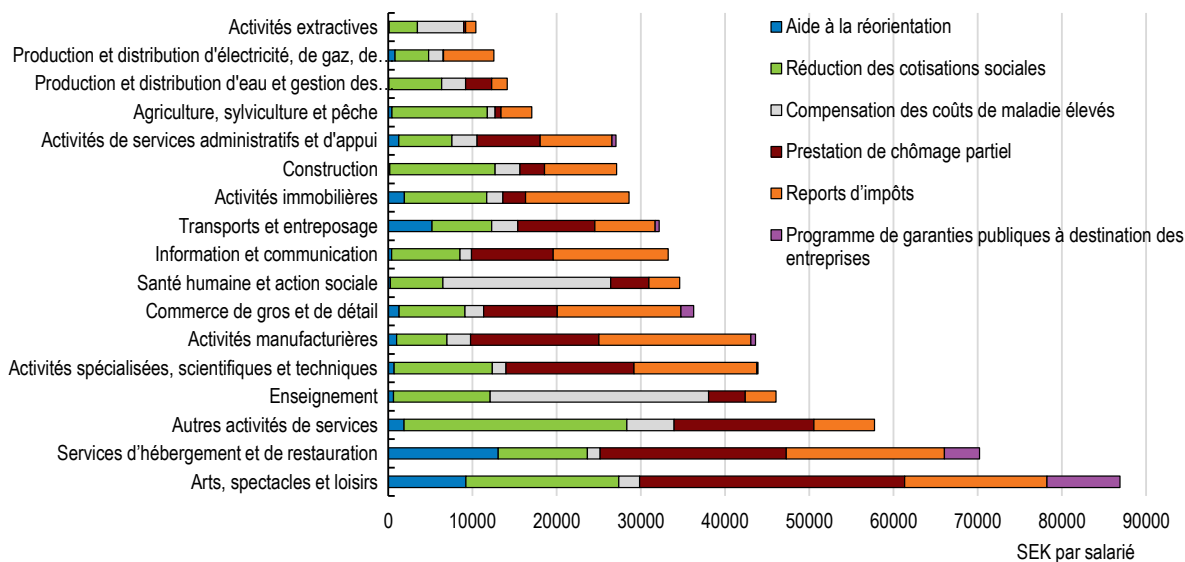
L'ampleur des mesures de soutien a atténué l'impact de la crise

Pour limiter autant que possible les effets de la crise du COVID-19, les pouvoirs publics ont pris un large éventail de mesures, représentant au total près de 29 % du PIB annuel, prêts et garanties compris, 8.5 % du PIB ayant été alloués à des mesures budgétaires sur la période 2020-2021. Le chômage partiel joue

un rôle essentiel dans le maintien des emplois, même si les dépenses consenties pour ce dispositif en 2020 n'ont atteint que la moitié environ des montants prévus. Depuis janvier 2021, les employeurs peuvent bénéficier d'une aide financière pour investir dans les compétences de leurs salariés travaillant à horaire réduit. Ce soutien permettra de renforcer le savoir-faire des salariés et des entreprises tout en augmentant l'offre de compétences à l'échelle nationale, ce qui facilitera la réaffectation de la main-d'œuvre et améliorera la compétitivité. L'aide à la réorientation – dispositif qui couvre une grande partie des frais fixes des entreprises ayant perdu une part importante de leur chiffre d'affaires – ainsi que la réduction des cotisations sociales patronales et les reports d'impôt contribuent à maintenir les entreprises à flot (Encadré 1.1). Seul un quart environ des pays de l'OCDE accorde aux entreprises des subventions générales couvrant les frais fixes comme celles mises en place en Suède : c'est notamment le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, d'Israël, des Pays-Bas et de certains pays nordiques et d'Europe de l'Est. En effet, la grande majorité des pays de l'OCDE leur consentent des subventions mais, dans la plupart des cas, celles-ci ne sont pas directement liées à des dépenses spécifiques. Toutefois, plusieurs pays, dont le Canada, le Japon, la Turquie et certains pays d'Europe de l'Est, octroient aux entreprises des aides financières pour leurs loyers. En Suède, les secteurs les plus touchés par la pandémie ont bénéficié des montants les plus élevés par salarié. Le chômage partiel, les reports d'impôt et la réduction des cotisations sociales ont été d'un grand secours pour la plupart des secteurs, mais ce sont ceux de la santé et de l'éducation qui ont profité le plus du dédommagement des importants coûts des indemnités de maladie. Les aides à la réorientation ont principalement été attribuées au secteur des arts, spectacles et loisirs, à celui de l'hébergement et de la restauration et, dans une moindre mesure, aux activités de transport et d'entreposage (Graphique 1.6).

Graphique 1.6. Les aides de l'État ont principalement visé les secteurs les plus vulnérables

Janvier 2021



Source : Ministère des Finances (25 janvier 2021).

StatLink  <https://stat.link/9n76vm>

Encadré 1.1. Principales mesures budgétaires prises pendant la pandémie

La Suède a adopté une série de mesures en 2020 et en 2021. Les plus importantes sont exposées ci-dessous :

- Un nouveau **régime de chômage partiel** donnant droit à des subventions plus élevées que le régime précédemment en vigueur a été introduit le 7 avril 2020 ; il s'applique avec effet rétroactif au 16 mars. L'aide de l'État, à hauteur de 33 % habituellement, a été fixée à 75 % pour l'année 2020 et le premier trimestre 2021 et à 50 % pour le deuxième trimestre 2021. La réduction maximale des heures de travail, normalement de 60 %, a été portée à 80 % durant les périodes de mai à juillet 2020 et de janvier à septembre 2021. Selon que l'horaire de travail est réduit de 60 % ou 80 %, les employés reçoivent 92.5 % ou 88 % de leur salaire et les coûts salariaux de l'employeur sont allégés de 53% ou 88 % respectivement. Depuis janvier 2021, les employeurs peuvent bénéficier d'une aide financière couvrant 60 % du coût des initiatives visant à développer ou à valider les compétences des salariés à horaire de travail réduit.
- **L'aide à la réorientation** : entre mars 2020 et janvier 2021, les entreprises ayant perdu une part considérable de leur chiffre d'affaires (entre 30 et 50 % selon la période de l'année) ont pu bénéficier du remboursement d'une partie de leurs frais fixes, jusqu'à 70 % (sauf exceptions) et dans la limite de certains plafonds. Le 20 janvier 2021, l'État a annoncé que, pendant la période de fermeture qui leur est imposée par la « loi sur la pandémie » (entrée en vigueur le 10 janvier 2021), les entreprises peuvent prétendre à une compensation allant jusqu'à 100 % de leurs frais fixes, pour un montant maximal de 75 millions SEK (7.4 millions EUR) par entreprise et par mois.
- Les **cotisations sociales patronales** ont été réduites de mars à juin 2020, l'employeur ne devant plus verser que les cotisations pour pensions de vieillesse ; cette réduction s'applique à un maximum de 30 personnes par entreprise et à un salaire mensuel plafonné à 25 000 SEK (2 470 EUR), ce qui représente un allègement mensuel allant jusqu'à 5 300 SEK (525 EUR) par salarié.
- Les **dépenses de santé** ont été considérablement accrues, d'une part, pour aider les hôpitaux et autres établissements médicaux à faire face à la charge imposée par le COVID-19 et, d'autre part, pour améliorer le dépistage, la vaccination et la prévention. Le financement des soins aux personnes âgées a également augmenté de manière significative.
- Les **mesures en faveur de l'éducation et du marché du travail** concernent notamment l'augmentation du nombre de places dans l'éducation et la formation, le financement de cours d'été plus nombreux dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur (22 000 places au total), une éducation et une formation ciblées pour les groupes vulnérables sur le marché du travail, ainsi que l'élargissement de l'offre d'emplois d'initiation et de services de mise en relation.
- **De nouvelles subventions octroyées aux communes les aident à faire face aux coûts liés au COVID-19.**
- L'État a également instauré des **mesures de liquidité**, principalement sous la forme de reports d'impôt, d'**augmentation des garanties** et d'**injection de capitaux** dans les entreprises publiques.

Tableau 1.3. Coût des mesures budgétaires liées à la crise, 2020 et 2021

	2020	2021 ¹	Total ²	% du PIB en 2020
Total²	161	259	420	8.5
Régime de chômage partiel	35	24	59	1.2
Indemnisation de la perte de chiffre d'affaires	6	48	54	1.1
Réduction des cotisations sociales pour les employeurs et les indépendants	33	..	33	0.7
Couverture des congés de maladie et autres indemnités de coûts pour les entreprises	16	18	34	0.7
Dépenses de santé ³	26	51	76	1.5
Marché du travail et formation	13	49	61	1.2
Subventions générales aux communes	21	23	44	0.9
Autres mesures budgétaires	12	47	59	1.2

1. Comprend le budget de 2021, ainsi que le collectif budgétaire et le budget du printemps de cette même année.
 2. Les chiffres peuvent ne pas correspondre exactement aux totaux en raison des arrondis.
 3. Comprend les surcoûts de santé, de dépistage, de vaccination et de prévention, ainsi que les fonds supplémentaires pour les soins aux personnes âgées.
- Source : Ministère des Finances (15 avril 2021).

Tableau 1.4. Garanties, mesures de liquidité et injections de capital liées à la crise

	Milliards SEK	% du PIB en 2020
Mesures de liquidité	689	13.9
report d'imposition	669	13.5
Autres questions	20	0.4
Augmentation des garanties	300	6.1
Aide d'urgence pour les entreprises	150	3.0
Crédit à l'exportation	125	2.5
Banque européenne d'investissement, SURE	20	0.4
Compagnies aériennes	5	0.1
Injections de capitaux dans les entreprises publiques	10	0.2

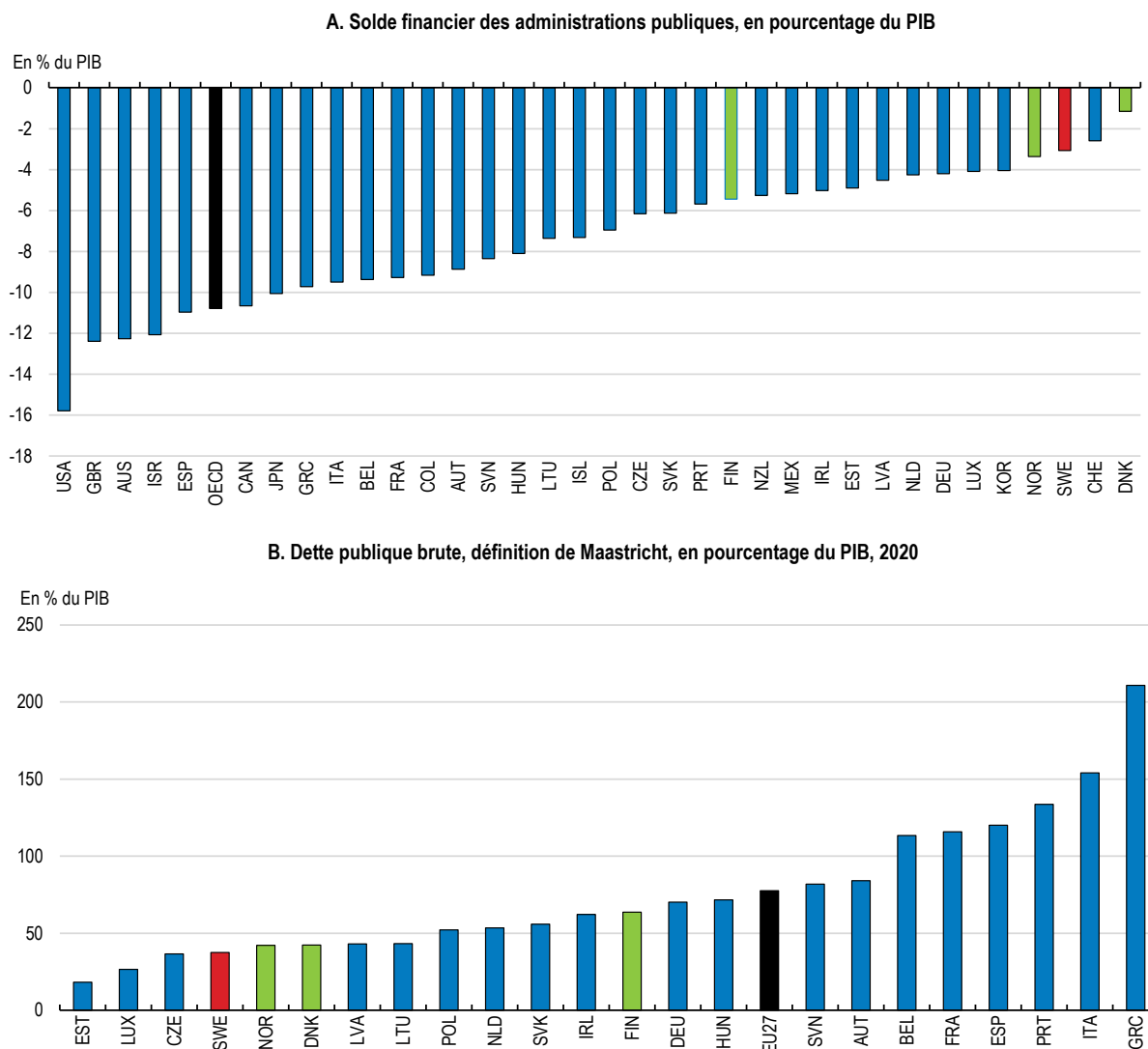
Source : Ministère des Finances (15 avril 2021).

Les finances publiques sont solides, mais la dette va augmenter avec le vieillissement de la population

À l'aube de la crise de COVID-19, la Suède affichait un excédent du budget des administrations publiques représentant 0.6 % du PIB, soit un niveau supérieur à l'objectif d'excédent de 1/3 % du PIB sur le cycle économique. La dette publique brute s'élevait à 35 % du PIB, au niveau de l'ancrage de la dette défini dans le cadre de politique budgétaire entré en vigueur en 2019 (*OECD Economic Survey of Sweden, 2019*). Même après les interventions à grande échelle pour lutter contre la crise, le déficit budgétaire n'est que d'environ 3 % du PIB : c'est l'un des plus faibles parmi les pays de l'OCDE (Graphique 1.7, partie A). Le ratio dette publique brute/PIB a augmenté en 2020 pour la première fois depuis 2014, mais il reste parmi les plus bas d'Europe (partie B). Un soutien budgétaire fort doit être maintenu jusqu'à ce que la reprise soit solidement engagée. Si l'économie se redresse comme prévu, le solde budgétaire devrait se rapprocher de l'objectif d'excédent à moyen terme. Toutefois, si la reprise s'avère plus faible que prévu, une politique budgétaire plus expansionniste serait tout à fait possible,

d'autant que les marges de manœuvre permettant un nouvel assouplissement monétaire sont limitées (voir ci-dessous).

Graphique 1.7. Le déficit et la dette des administrations publiques restent modestes



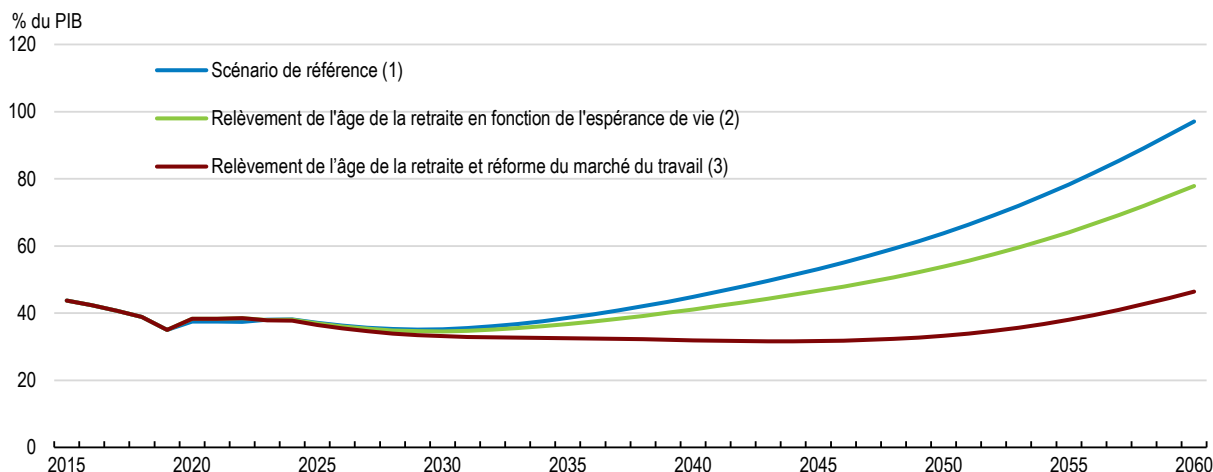
Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/dg7ae4>

Les coûts liés au vieillissement de la population, notamment ceux qui ont trait à la santé et aux soins de longue durée, devraient augmenter au fil du temps (Graphique 1.8). Pour faire face à ces coûts sans passer par des hausses d'impôt, des économies dans d'autres domaines ou des réformes structurelles, il faudrait s'écarter de l'objectif actuel d'excédent de 1/3 % du PIB. Cela ferait grimper la dette. Dans l'hypothèse où les politiques resteraient inchangées et où l'augmentation des dépenses liées au vieillissement serait entièrement financée par la dette, le ratio d'endettement avoisinerait 60 % en 2050 et atteindrait quasiment 100 % en 2060. Toutefois, des réformes structurelles permettraient de contenir cette hausse (voir ci-dessous). Un relèvement de l'âge de la retraite correspondant aux deux tiers de l'augmentation de l'espérance de vie, conformément à la réforme pour 2023 annoncée dans le dernier

projet de loi de finances (voir ci-dessous) ferait baisser le ratio d'endettement d'environ 20 points de pourcentage à l'horizon 2060. Associé aux réformes du marché du travail prévues ou recommandées dans la présente étude, notamment la réduction des coïns fiscaux et une réforme de la protection de l'emploi, l'allongement de la vie active permettrait de maintenir le ratio d'endettement sous la barre des 50 % en 2060.

Graphique 1.8. En l'absence de réformes, le vieillissement de la population fera augmenter la dette publique au fil du temps



Note : (1) En l'absence de changement de politique et d'après les coûts liés à l'âge tels qu'estimés dans le scénario de référence à long terme établi par l'OCDE (Guillemette et al., 2017). (2) L'âge minimum de la retraite augmente des deux tiers de l'augmentation de l'espérance de vie. (3) Un train de réformes du marché du travail est mis en œuvre avant 2030. Les calculs sont basés sur Guillemette et al. (2017) et adaptés conformément aux réformes politiques prévues et aux recommandations fournies dans la présente étude (voir encadré 1.4).

Source : Calculs des auteurs sur la base du modèle de scénario à long terme de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/kl6qyr>

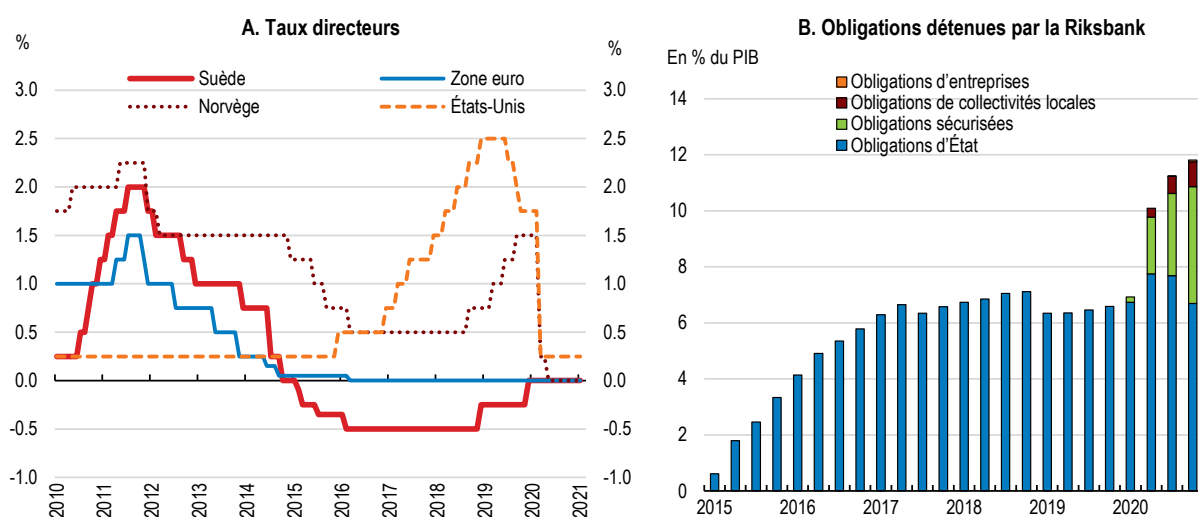
Les politiques monétaire et financière ont renforcé le système financier

La politique monétaire très expansionniste soutient la reprise (Graphique 1.9). Alors que la Banque de Suède (*Riksbank*) avait ramené son taux directeur à zéro peu avant l'apparition de la pandémie pour éviter les potentiels effets néfastes du maintien prolongé de taux négatifs, elle avait également signalé que le taux des prises en pension allait probablement rester à zéro pendant une longue période, qui s'étend désormais jusqu'à fin 2023 au minimum. Le financement par le marché étant difficile au début de la crise du COVID-19, les autorités ont pris un large éventail de mesures pour garantir la disponibilité de liquidités et améliorer l'offre de crédit (encadré 1.2). Les conditions financières se sont progressivement normalisées à partir de l'été et l'orientation prise vers fin 2020 était un peu plus expansionniste qu'avant la crise (Graphique 1.10, partie A). Partant de niveaux faibles, le taux de change s'est également accru, la politique monétaire ayant été assouplie dans d'autres pays (partie B). Au début de l'année 2021, l'inflation globale des prix à la consommation a brièvement dépassé la barre des 2 %, en partie en raison de la hausse des prix de l'énergie et de blocages d'approvisionnement dans certains secteurs, tandis que les prévisions en matière d'inflation ont été revues à la hausse (Graphique 1.11).


La politique monétaire doit rester accommodante jusqu'à ce que l'inflation reste durablement proche de l'objectif, la situation laissant présager une croissance de l'activité à un rythme soutenu. La marge de manœuvre permettant d'envisager un nouvel assouplissement en cas de d'évolution économique

défavorable est limitée. Des taux directeurs négatifs pourraient se traduire par une très légère baisse des taux bancaires et affecteraient probablement le taux de change en premier lieu. La latitude en ce qui concerne l'extension des achats de titres est également limitée, même si certaines interventions supplémentaires sont possibles, notamment en cas de tarissement des liquidités. Le marché des obligations d'État est relativement étroit, la Riksbank détenant près de 45 % de l'encours fin 2020 (Sveriges Riksbank, 2021a). L'achat à grande échelle d'emprunts hypothécaires et d'obligations d'entreprises pourrait alimenter une prise de risque excessive, notamment sur les marchés immobiliers. Les effets distributifs de la politique monétaire sont ambigus, car elle augmente les prix des biens, ce qui profite essentiellement aux ménages aisés, mais également l'activité économique et l'emploi, ce qui est favorable aux ménages aux revenus modestes (Sveriges Riksbank, 2020). En tout état de cause, une politique monétaire accommodante est nécessaire pour soutenir la reprise, et les éventuels effets distributifs indésirables peuvent être traités par d'autres instruments, notamment les impôts et les prestations sociales. Le déclin rapide de l'utilisation de l'argent liquide en Suède a incité la Riksbank à lancer un projet pilote pour l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale, l'« e-couronne » (OECD Economic Survey of Sweden 2019, Sveriges Riksbank, 2021b) : celle-ci pourrait améliorer l'efficacité des paiements, limiter la substitution de la couronne par des cryptomonnaies privées et garantir l'inclusivité des paiements numériques (IMF, 2021).

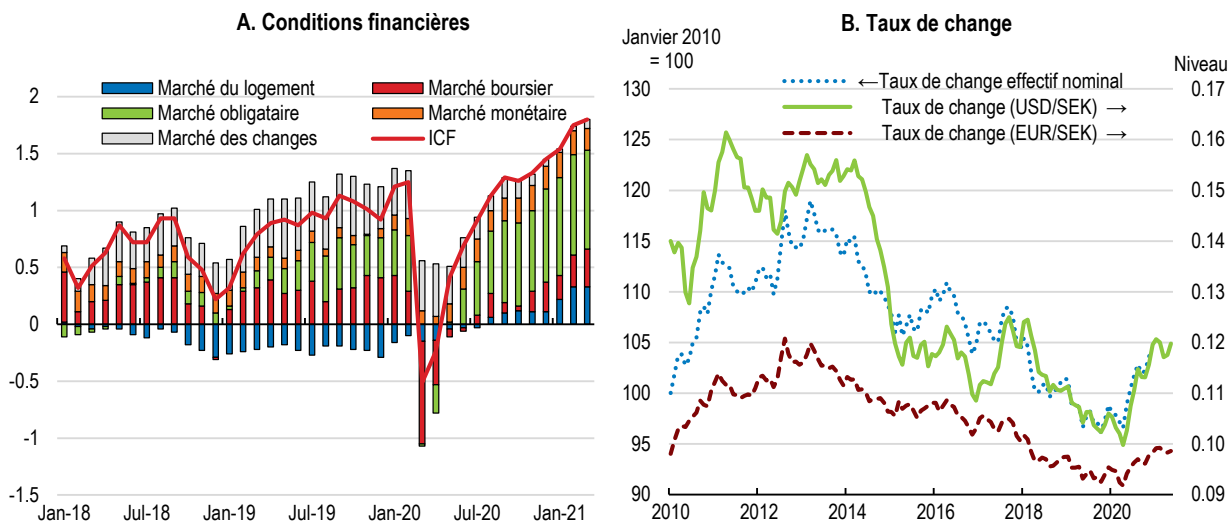
Graphique 1.9. Aux taux directeurs nuls s'ajoutent d'importants achats d'obligations



Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109; et Sveriges Riksbank.

StatLink  <https://stat.link/spdh6r>

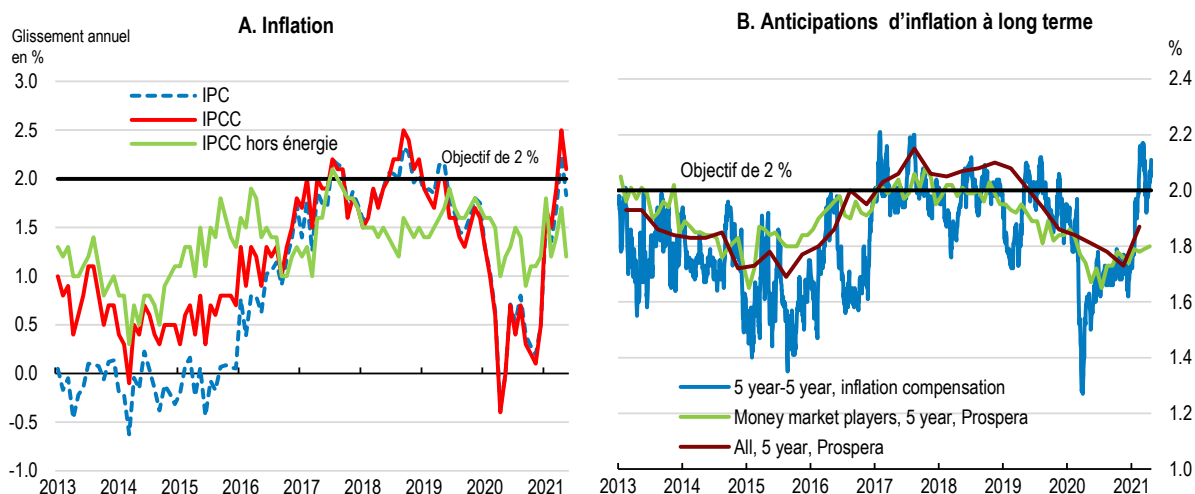
Graphique 1.10. Des conditions financières sont redevenues favorables, mais la couronne s'est appréciée




Note : Les conditions de crédit sont exprimées en écarts types. Plus la valeur est élevée, plus les conditions financières sont expansionnistes.
Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109; et Sveriges Riksbank.

StatLink  <https://stat.link/n09ahb>

Graphique 1.11. L'inflation et les anticipations d'inflation sont orientées à la hausse



Note : L'IPCC est l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt hypothécaire constant.
Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques, n° 109 ; et Sveriges Riksbank.

StatLink  <https://stat.link/7ksf64>

Encadré 1.2. Principales mesures prises par les autorités financières pendant la crise

La banque centrale suédoise (Riksbank)

Programme de prêts aux entreprises via les banques. La Riksbank accorde aux banques des prêts à long terme d'un montant maximal de 500 milliards SEK au taux des prises en pension, sous certaines conditions et contre garanties, afin de stimuler la rétrocession de prêts aux sociétés non financières suédoises.

Extension des achats de titres. Élargi en raison de la pandémie, le programme d'achat de titres de la Riksbank comporte des achats supplémentaires d'obligations d'État, de bons du Trésor, d'obligations sécurisées (obligations hypothécaires), d'obligations municipales et de titres d'entreprises (billets de trésorerie et obligations d'entreprises), pour un montant total pouvant atteindre 700 milliards SEK jusqu'au 31 décembre 2021.

Amélioration de l'accès aux liquidités. La Riksbank offre aux banques la possibilité d'emprunter au taux des prises en pension un montant illimité sur une base hebdomadaire, contre des garanties à trois et six mois. Les exigences en matière de garanties sont assouplies, surtout pour les obligations sécurisées.

Prêts en dollars américains. La Riksbank propose aux banques des prêts en dollars américains contre garanties.

Prolongation temporaire des contreparties de la politique monétaire. Les établissements de crédit suédois soumis au contrôle de l'autorité de surveillance financière (par exemple, les caisses d'épargne) ont eu la possibilité de devenir des contreparties temporaires de la politique monétaire de la Riksbank et de participer au programme de prêts aux sociétés non financières par l'intermédiaire des banques.

Réduction du taux de prêts au jour le jour accordés aux banques. Le taux débiteur au jour le jour consenti aux banques a été ramené de +0.75 % avant la pandémie au taux des prises en pension + 0.10 %.

Tableau 1.5. Principales mesures prises par la Riksbank en lien avec la pandémie

	En milliards SEK, sauf indication contraire	% du PIB en 2020	Montant utilisé au 4 juin 2021	% du PIB en 2020
Programme de prêts aux entreprises via les banques	500	10.1	165	3.3
Extension des achats de titres	700	14.1	520	10.5
Dont :				
Obligations d'État			69	1.4
Bons du Trésor			22	0.4
Obligations sécurisées			328	6.6
Billets de trésorerie			12	0.2
Obligations d'entreprises			9	0.2
Obligations municipales			79	1.6
Amélioration de l'accès aux liquidités	Illimité		32	0.6
Prêts en dollars américains (en milliards USD)	60	10.2	2	0.3

Source : Sveriges Riksbank.

L'autorité suédoise de surveillance financière (Finansinspektionen, FI)

Le volant de fonds propres contracyclique a été ramené de 2.5 % à 0 % en mars 2020. Cette réduction représente 45 milliards SEK et génère une capacité d'octroi de crédits d'environ 900 milliards SEK (environ 18 % du PIB).

Depuis avril 2020, les banques peuvent exempter temporairement de l'obligation d'amortissement les crédits hypothécaires nouveaux et existants.

L'autorité de surveillance financière a recommandé des restrictions sur le versement de dividendes au cours du printemps 2020, suivant la recommandation du Comité européen du risque systémique. Elle a conseillé aux compagnies d'assurance et aux caisses de retraite d'utiliser leurs réserves si nécessaire plutôt que de vendre des actifs, afin d'éviter le déclenchement d'une spirale négative sur les marchés des actifs. Elle a également précisé que la crise constituait le type de situation dans laquelle il était possible de dispenser de l'exigence du ratio de couverture des besoins de liquidité, tant pour une monnaie individuelle que pour toutes les monnaies.

Source : Sveriges Riksbank et Finansinspektionen.

Des fragilités financières subsistent

Le secteur bancaire suédois est étendu et interconnecté. Cela génère des fragilités, notamment en période d'incertitude marquée pesant sur l'économie mondiale. Jusqu'à présent, l'intervention des autorités a permis de stabiliser les marchés financiers et les faillites ont essentiellement touché les entreprises qui présentaient déjà des faiblesses avant la crise. Cependant, plus la pandémie s'inscrit dans la durée, plus le risque de faillites et de difficultés de paiement concernant les ménages endettés est susceptible de s'accroître. Les banques suédoises ont des ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques élevés (Graphique 1.12, partie A). Toutefois, étant donné que les prêts hypothécaires à risques relativement faibles représentent une partie importante du portefeuille de prêts, leur ratio de levier global est plus faible (partie B). Les banques des pays nordiques affichent une base de dépôt limitée (partie C) et sont tributaires des financements de marché, ce qui les expose à des risques en matière de liquidités en période de turbulence sur les marchés.

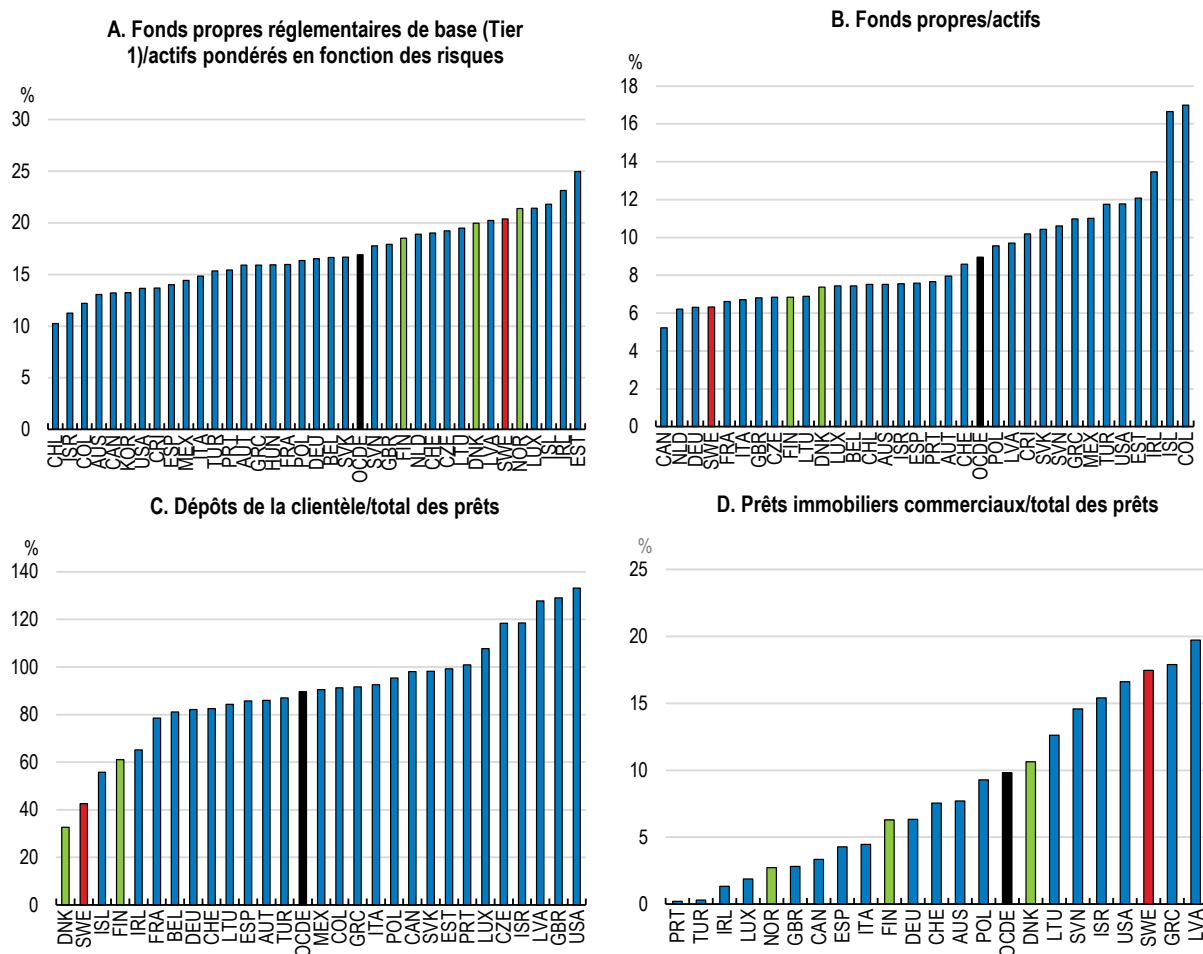
Les banques sont particulièrement exposées au secteur immobilier. Comme dans plusieurs autres pays de l'OCDE, les conditions de financement favorables et l'évolution des préférences ont entraîné une envolée du prix des logements au cours de la pandémie (Graphique 1.13, partie A). En 2020, les maisons ont pris davantage de valeur que les appartements, contrairement à ce qui s'était produit pendant les hausses précédentes. Cela s'explique sans doute par une volonté de disposer d'une surface plus grande, étant donné que les personnes passent davantage de temps à domicile qu'avant la pandémie (partie B). Le prix moyen des logements en fonction des revenus est similaire à la moyenne de l'OCDE, mais plus élevé que dans les autres pays nordiques (Graphique 1.14, partie A). En 2020, les quotités moyennes de valeur et de prêt ont augmenté (FSA, 2021). Historiquement, les défauts de remboursement de prêts hypothécaires en Suède sont faibles, même pendant les crises économiques, et malgré le niveau d'endettement élevé des ménages (Graphique 1.14, partie B), les risques d'impayés sur les prêts hypothécaires demeurent limités à en juger par les tests de résistance, (FSA, 2021). Toutefois, une chute du prix des logements est susceptible de fragiliser la consommation privée et ralentir la croissance économique (Flodén, 2014).

Des instruments macroprudentiels peuvent limiter la multiplication des vulnérabilités financières, en particulier dans les périodes où les faibles taux d'intérêt peuvent se traduire par des niveaux excessifs d'emprunt et de prise de risque. Plusieurs mesures macroprudentielles générales et ciblées ont été prises ces quelque dix dernières d'années. Deux volants de fonds propres ont été mis en place : l'un, applicable


au risque systémique, a été fixé à 5 % en 2011 et un autre, contracyclique, a été établi à 1 % en 2014 et porté progressivement à 2.5% en 2019. Pour contenir l'augmentation de l'endettement des ménages, la quotité de prêt est plafonnée à 85 % depuis 2010. Un plancher de pondération des risques hypothécaires de 15 % a été adopté en 2013 et il a été relevé en 2014 pour passer à 25 %. En 2016, des dotations aux provisions de 2 % et de 1 % par an ont été rendues obligatoires pour les nouveaux emprunts hypothécaires ayant une quotité de financement respectivement supérieure à 70 % et comprise entre 50 % et 70 %. Cette obligation a été durcie en 2018 pour les personnes contractant un emprunt représentant plus de 4.5 fois leur revenu brut ; un provisionnement supplémentaire de 1 % si le rapport entre le montant du prêt et le revenu de l'emprunteur est inférieur à 50 %, de 2 % s'il est compris entre 50 % et 70 % et de 3 % s'il est supérieur à 70 %. Après le début de l'épidémie de COVID-19, le volant de fonds propres contracyclique a été fixé à zéro tandis que l'obligation de provisionnement des emprunts hypothécaires a été levée, mais de manière provisoire puisqu'elle sera de nouveau en vigueur à partir de septembre 2021 afin de freiner la hausse du prix des logements et de l'endettement des ménages. Si la flambée du prix des logements se poursuit, une politique macroprudentielle plus stricte devrait être envisagée.

Graphique 1.12. Le système bancaire est solide mais présente quelques fragilités

2019 ou dernière année disponible



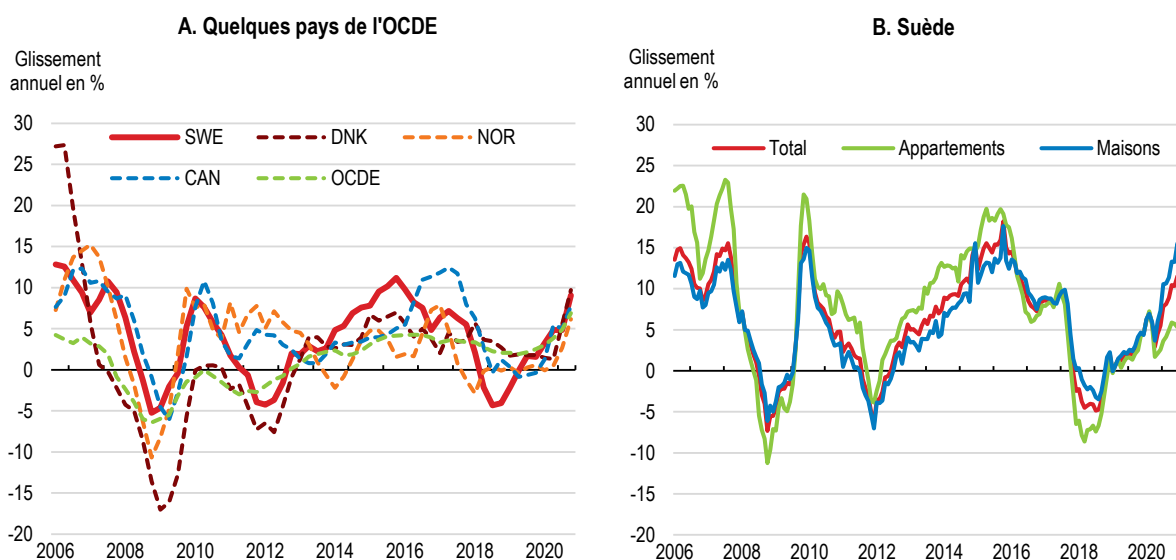
Source : FMI, base de données des Indicateurs de solidité financière.

StatLink  <https://stat.link/0cx9jn>

La part des prêts immobiliers commerciaux, plus risqués que les prêts hypothécaires, dans le total des prêts bancaires en Suède compte parmi les plus élevées de l'OCDE (Graphique 1.12, partie D). Pour maîtriser ces risques, l'Autorité de surveillance financière a relevé les dotations minimum en capital pour les prêts immobiliers commerciaux à compter de janvier 2020. Il se peut que la pandémie ait des répercussions négatives sur l'immobilier commercial, et ce sur le long terme. La demande pour des bureaux spacieux est susceptible de chuter en raison de l'essor du télétravail. De même, le gain de popularité du e-commerce peut entraîner une réduction des espaces de vente au détail. Cela pourrait entraîner une augmentation de la demande en entrepôts.

Le changement climatique présente également des risques pour la stabilité financière. Il est donc nécessaire d'améliorer les rapports concernant les expositions financières liées à l'environnement. La Riksbank et l'autorité de surveillance financière font partie du Network for Greening the Financial System (NGFS). Il s'agit d'un réseau de 89 banques centrales et superviseurs qui se fixent pour objectif le verdissement du système financier. Cette initiative a été lancée en 2017 lors du Sommet de Paris sur le climat (One Planet Summit). Ce réseau a pour but d'améliorer la communication de la part des sociétés financières et non financières et d'intégrer les risques liés au climat à la surveillance de la stabilité financière (Sveriges Riksbank, 2019 ; Thedéen, 2019). Par ailleurs, la FSA est à la tête de la cellule de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) pour la finance durable. En collaboration avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) et d'autres parties prenantes, l'OICV met au point un système complet de communication mondiale afférent aux informations liées au développement durable afin de répondre aux besoins des marchés de capitaux et de servir l'intérêt général. La communication concernant le risque lié au climat, au-delà de l'importance qu'elle revêt pour la stabilité financière, est un outil puissant de lutte contre le changement climatique. En effet, elle permet d'orienter les économies vers les investissements qui contribuent à la transition écologique (OCDE/Banque mondiale/Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2018).

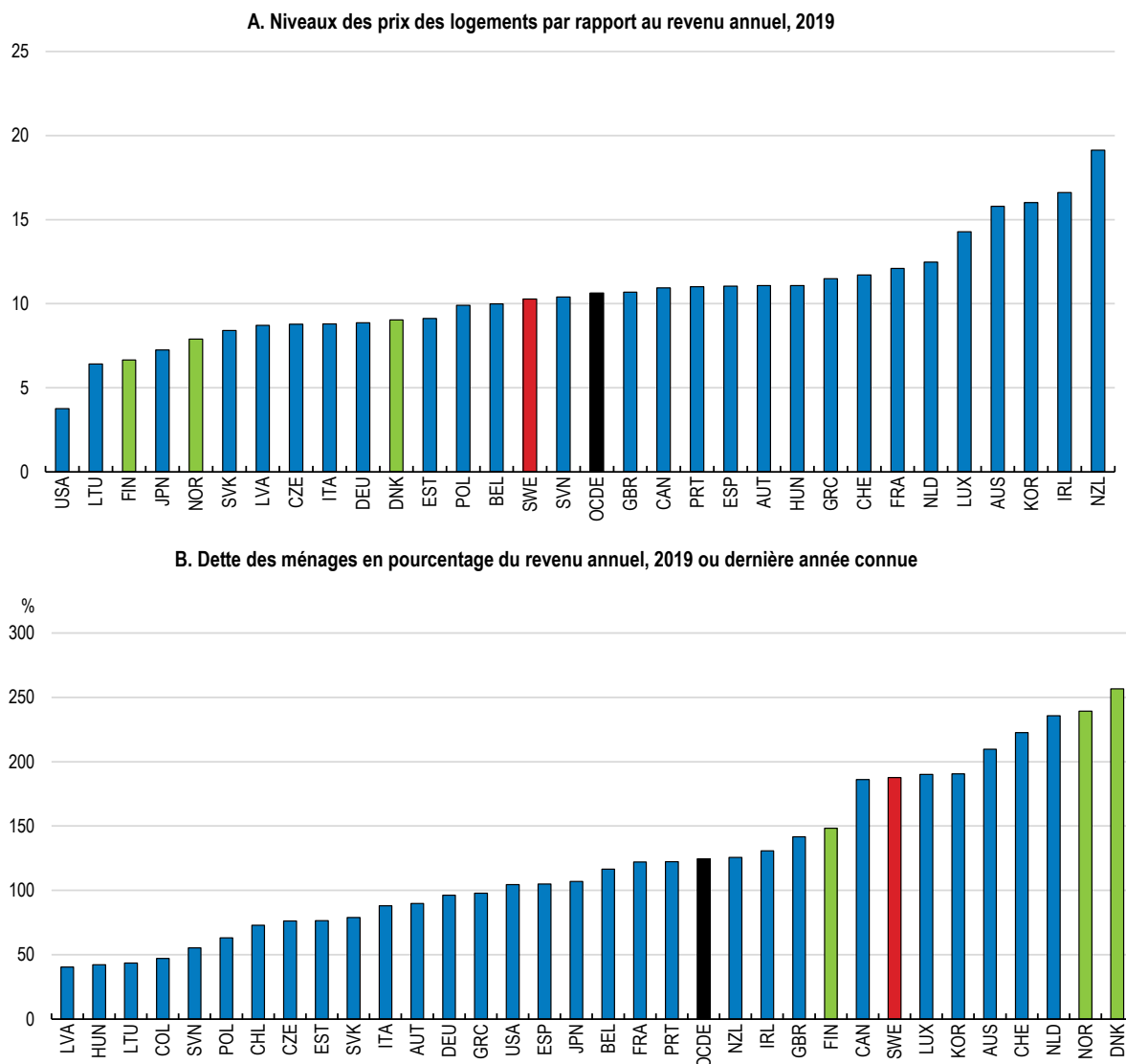
Graphique 1.13. Le prix des logements a connu une augmentation rapide



Note : La partie A présente les données trimestrielles corrigées en fonction de l'inflation à l'aide du déflateur de la consommation privée, jusqu'au quatrième trimestre 2020. La partie B montre les données mensuelles nominales, jusqu'à avril 2021.

Source : OCDE, base de données sur le prix des logements ; et Valueguard.

Graphique 1.14. Le ratio prix des logements/revenus est proche de la moyenne de l'OCDE, mais le taux d'endettement des ménages est élevé



Note : La partie A indique le nombre d'années de revenu disponible brut par habitant nécessaires pour acheter un logement de 100 mètres carrés (pour plus de détails, voir Bricongne et al., 2019). Dans la partie B, les données pour le Chili, la Colombie, les États-Unis, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Pologne concernent l'année 2018. Le revenu désigne le revenu net disponible des ménages. Source : Houselev ; OCDE, base de données sur le prix des logements ; et base de données des comptes nationaux.

StatLink  <https://stat.link/yvjml>

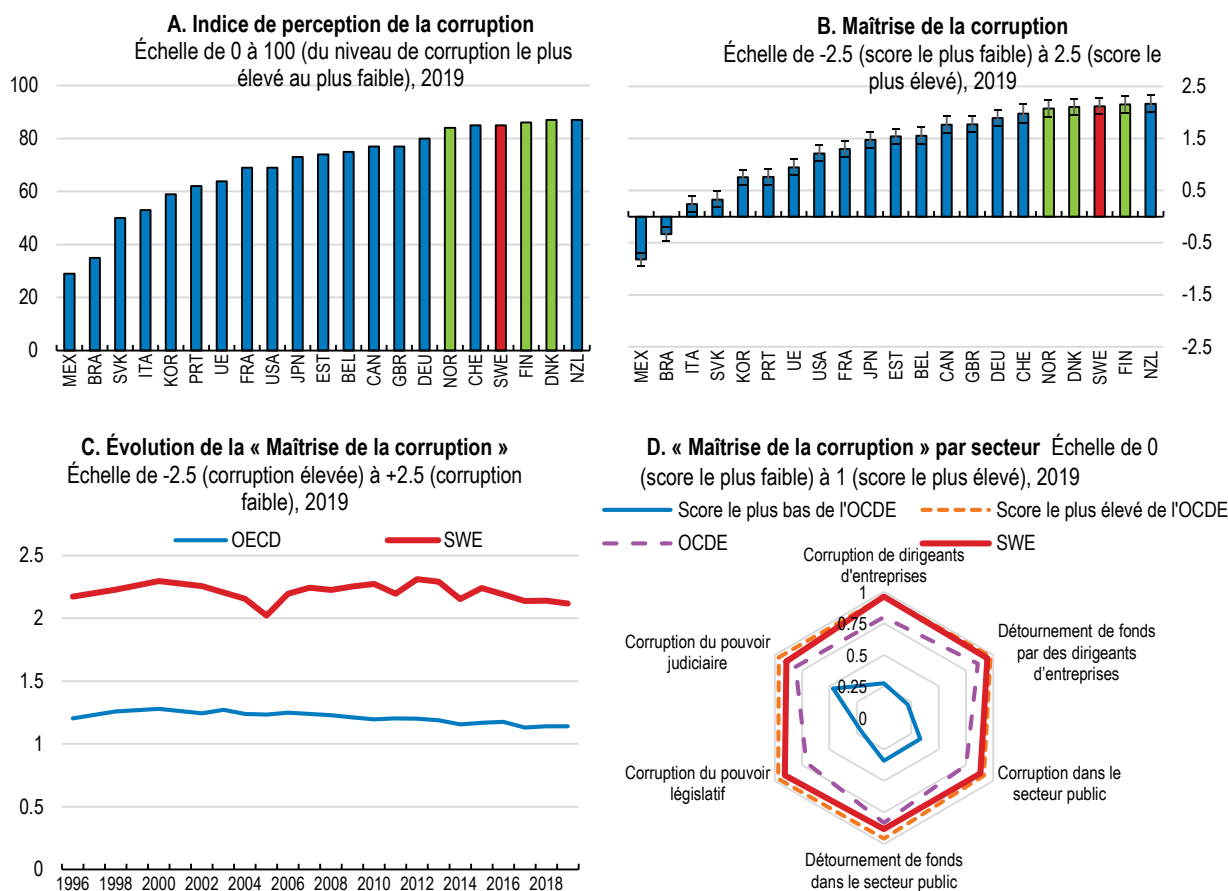
L'insuffisance des contrôles contre le blanchiment d'argent constitue un problème pour les filiales étrangères de certaines banques

Les principales banques suédoises ont fait l'objet d'interventions de la part du superviseur du pays, notamment des sanctions s'élevant à plusieurs centaines de millions d'euros. Ces sanctions ont été prises en raison de défaillances en matière de gouvernance contre le blanchiment d'argent et de contrôle de leurs filiales dans les pays baltes. Cela peut s'expliquer par le fait que la Suède est l'un des 11 pays à s'être vu attribuer une note élevée pour l'efficacité de la part du Groupe d'action financière (GAFI). Les

autorités ont mis en œuvre des stratégies pour renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent (Forsman, 2020). Les modifications législatives de ces dernières années comprennent, entre autres, la réorganisation des lois dans ce domaine, la mise en place de registres des bénéficiaires et des comptes bancaires effectifs, le développement des pouvoirs et des ressources de contrôle et d'inspection de plusieurs autorités de surveillance, le durcissement des exigences de communication entre les sociétés financières et les autorités compétentes ainsi que des retours d'information entre les unités de renseignements financiers et les entités d'informations et la mise en place de réglementations pour lutter contre le blanchiment d'argent en matière de monnaies virtuelles. En outre, plusieurs enquêtes publiques ont récemment proposé ou devraient proposer de nouvelles réformes (autorités publiques suédoises, 2021a). La FSA a renforcé ses opérations de surveillance en débloquant 20 millions SEK par an et affirmé sa coopération stratégique avec les autorités publiques des pays nordiques et baltes (FSA, 2019). L'organisme a par ailleurs organisé et rejoint plusieurs programmes de formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Des fonds supplémentaires ont également été accordés à d'autres agences de lutte contre le blanchiment d'argent. Les autorités nationales et internationales continuent de collaborer pour collecter des informations sur les pratiques frauduleuses, qui sont en constante évolution. Cependant, afin de s'opposer efficacement au blanchiment d'argent, les autorités nationales doivent, elles aussi, faire preuve de vigilance, car ce sont elles qui disposent des pouvoirs d'inspection adéquats.

De manière générale, le niveau de corruption perçue en Suède est très faible. En effet, le pays affiche l'un des niveaux de corruption perçue les plus bas de l'OCDE, avec les autres pays nordiques, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (Graphique 1.15, parties A et B). Le contrôle de la corruption au fil du temps est stable (partiel C) et affiche de bon résultats dans toutes les sous-catégories (partie D). La Suède respecte pleinement les règles relatives aux échanges de renseignements fiscaux (Graphique 1.16, partie A). Selon le GAFI, la plupart des indicateurs de la lutte contre le blanchiment d'argent sont au moins au niveau de la moyenne de l'OCDE, voire lui sont supérieurs.

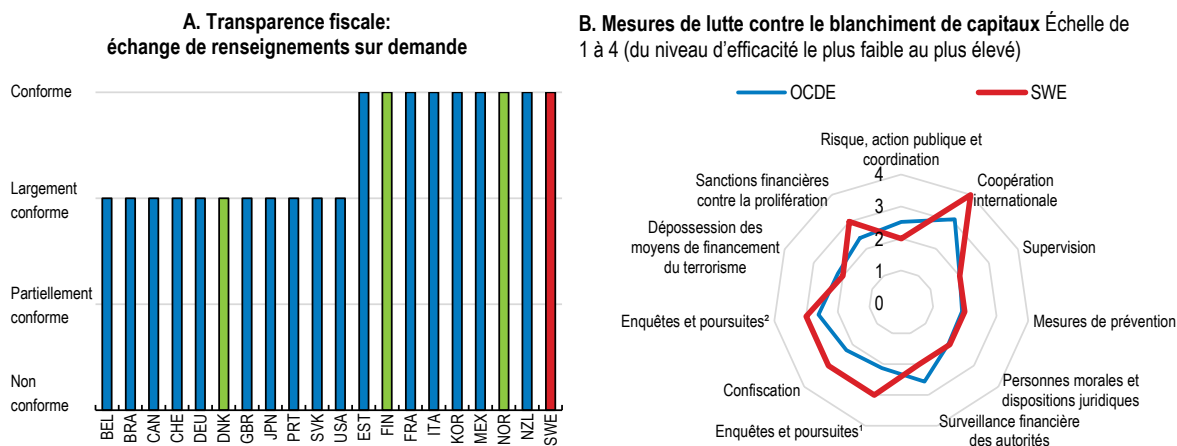
Graphique 1.15. Les niveaux de corruption sont très faibles



Source : Partie A : Transparency International ; parties B et C : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de gouvernance ; partie D : Institut V-Dem ; Université de Göteborg ; et Université de Notre Dame.

StatLink  <https://stat.link/mpj7wa>

Graphique 1.16. La transparence fiscale est élevée et les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent sont relativement efficaces



Note : La partie A résume l'évaluation globale de l'échange d'information dans la pratique à partir d'examen par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Les examens par les pairs ont pour but d'évaluer la capacité des tribunaux compétents à vérifier la transparence de leurs entités et mécanismes juridiques et à coopérer avec les autres unités d'administration fiscale dans le cadre des normes internationales. La partie B fait apparaître les notations issues des évaluations mutuelles de chaque membre du GAFI en vue d'évaluer le degré d'application des Recommandations du GAFI. Les notations indiquent l'efficacité des mesures prises par un pays données face à 11 résultats immédiats. « Enquête et poursuites¹ » se rapporte au blanchiment d'argent. « Enquête et poursuites² » se rapporte au financement du terrorisme.

Source : Calculs du secrétariat de l'OCDE basés sur les informations du forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales et Groupe d'Action Financière (GAFI) de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/465sky>

La facilitation de la réaffectation des ressources est essentielle pour la reprise économique

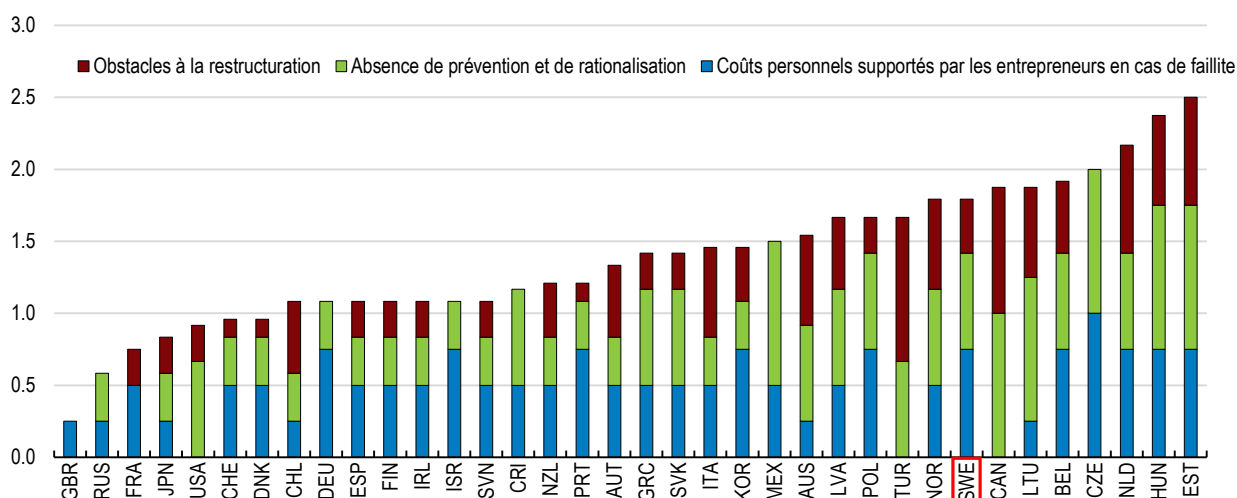
Si la plupart des entreprises survivront à la pandémie, notamment grâce au soutien temporaire des pouvoirs publics, et pourront reprendre leurs activités comme si de rien n'était une fois les mesures de distanciation assouplies, certaines seront confrontées à davantage de difficultés. La pandémie a porté un nouveau coup à des entreprises déjà en difficulté et a accéléré certains changements dans le comportement des consommateurs et les modèles d'entreprise, notamment en ce qui concerne la transformation numérique. La réaffectation a généralement été efficace en Suède ces dernières années, les travailleurs ayant tendance à se diriger principalement vers des entreprises à plus forte productivité (Andrews et Cingano, 2014). En outre, malgré une longue période de taux d'intérêt très bas, la part des entreprises non viables dans l'économie suédoise a constamment diminué entre 2010 et 2016. Le nombre de faillites a augmenté au cours du premier semestre de 2020, mais est resté inférieur à la moyenne historique au second semestre de 2020 et au début de 2021, en partie grâce aux mesures de soutien mises en place par les pouvoirs publics.

Un cadre d'insolvabilité efficace est primordial pour favoriser une restructuration en douceur. Les indicateurs de l'OCDE donnent à penser que le cadre d'insolvabilité suédois est susceptible d'amélioration (Graphique 1.17, Adalet McGowan et al., 2017). L'intégration à la législation suédoise de la directive européenne relative aux cadres de restructuration préventive, approuvée par le Conseil de l'UE en juin 2019, devrait faciliter les restructurations à un stade précoce. Les conclusions d'une enquête visant à formuler des propositions dans ce sens ont été rendues en mars 2021 (Swedish Government, 2021b). La création d'un centre national permanent d'aide d'urgence a été recommandée : placé sous la responsabilité de l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale, il devrait essentiellement

prêter secours aux microentreprises et PME risquant de connaître des difficultés financières. L'II a été également proposé d'adopter une nouvelle loi sur la restructuration visant à garantir que les mesures nécessaires à la résolution des problèmes financiers d'une entreprise pourront être prises dans le cadre d'un plan de restructuration contraignant. Parmi les autres propositions d'amélioration du cadre d'insolvabilité figurent l'application d'un critère de viabilité renforcé avant la mise en œuvre de toute procédure de restructuration, une procédure simplifiée de règlement de la dette pour les entreprises ne nécessitant pas de mesures de restructuration supplémentaires, une réduction du nombre de tribunaux compétents afin de faciliter la résolution des affaires complexes et des normes de supervision plus strictes. Des réformes inspirées de ces recommandations amélioreraient la prévention et faciliteraient la restructuration. Reste que pour les entrepreneurs, le coût personnel d'une faillite restera sans doute élevé, comme c'est le cas dans de nombreux pays européens, mais pas au Canada ni aux États-Unis.

Graphique 1.17. Le cadre d'insolvabilité est perfectible

Scores attribués à certains aspects des régimes d'insolvabilité : plus le score est élevé, moins le système est performant



Source : OECD (2017), *Confronting the Zombies: Insolvency and Financial Reform, Corporate Restructuring and Productivity Growth*.

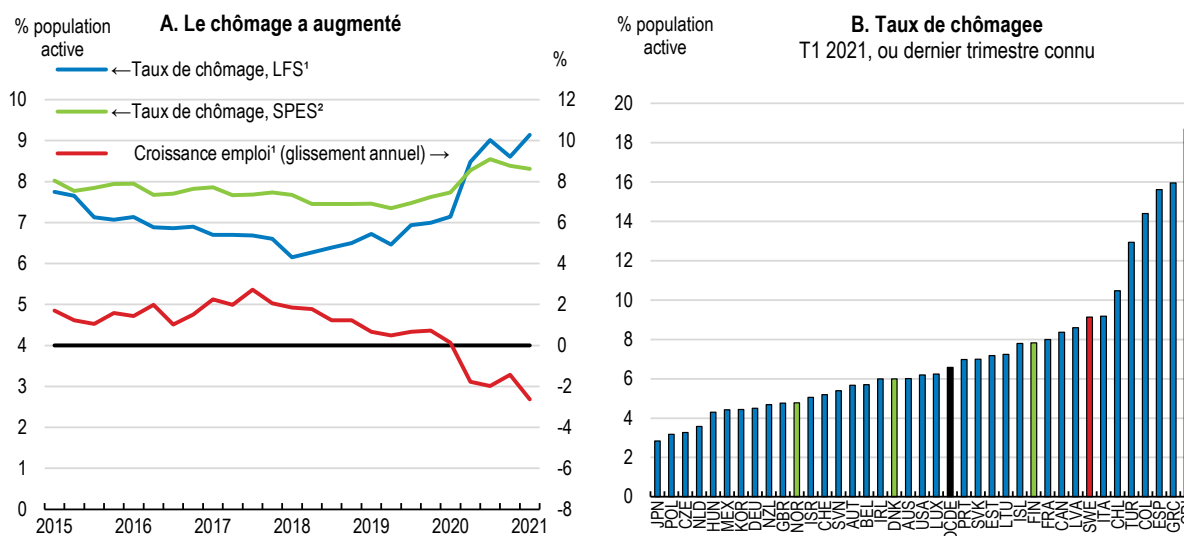
StatLink  <https://stat.link/zjsrgc>

Le chômage a commencé à augmenter avant la crise du COVID-19 (Graphique 1.18), alors que l'économie ralentissait. Le problème d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi était déjà important avant la pandémie, les pénuries de main-d'œuvre coïncidant avec un chômage élevé pour certaines catégories de travailleurs, notamment les immigrés (OECD Economic Survey of Sweden, 2019). Ce problème a été aggravé par la crise, qui réduit la demande en travailleurs peu qualifiés, souvent employés dans des professions impliquant des interactions en face à face. Pour soutenir les travailleurs peu qualifiés et nés à l'étranger, les pouvoirs publics prévoient de mettre en place deux nouveaux dispositifs en 2021, négociés avec les partenaires sociaux : le dispositif des *accords d'entrée* ciblant les immigrants et les chômeurs de longue durée, qui associe emploi subventionné et formation pour adultes ; le dispositif d'*année d'intégration* pour les demandeurs d'asile nouvellement arrivés, conjuguant programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) et cours d'apprentissage du suédois. Un programme pilote pour l'intégration sur le marché du travail des femmes nées à l'étranger donne des résultats prometteurs et devrait être étendu (Encadré 1.3). Les jeunes ont davantage souffert de la crise que les travailleurs de la première tranche d'âge, la différence entre les sexes reflétant la composition sectorielle de l'emploi. Si ce sont les jeunes hommes qui ont surtout subi le déclin de l'emploi aux deuxième et troisième

trimestres 2020, marqués par des perturbations de l'activité industrielle, les jeunes femmes restent touchées de manière disproportionnée, sans doute parce qu'elles sont surreprésentées dans les secteurs de services les plus affectés par la pandémie (Graphique 1.19).

Dans ce contexte, il est essentiel d'investir dans les compétences afin de faciliter l'intégration et les transitions sur le marché du travail. La Suède dispose d'un système d'enseignement et de formation professionnels (EFP) solide, qui permet aux étudiants d'acquérir de bonnes bases et des compétences professionnelles. Toutefois, le nombre d'inscriptions dans l'EFP de deuxième cycle est en baisse, peut-être parce que la filière professionnelle souffre de perceptions négatives et que l'on pense qu'elle n'ouvre pas suffisamment de voies d'accès à l'enseignement supérieur. La collaboration entre les écoles est limitée et l'engagement des partenaires sociaux pour mieux adapter les compétences aux besoins du marché du travail est inégal au niveau local. Les autorités publiques prévoient de renforcer les structures d'enseignement et de formation professionnels au niveau régional afin d'assurer une meilleure planification et une coopération plus étroite entre les prestataires et une meilleure adaptation aux besoins du marché du travail. Les écoles d'EFP suédoises sont petites par rapport aux normes européennes. Une consolidation dans des domaines techniques hautement spécialisés nécessitant des équipements coûteux permettrait de réaliser des économies d'échelle et de dispenser un enseignement plus adapté au marché du travail (Kuczera and Jeon, 2019). Compte tenu du besoin croissant de formation et de perfectionnement professionnel dû à l'évolution technologique, phénomène susceptible d'être accéléré par la crise du COVID-19, l'éducation des adultes devrait être développée davantage, en coopération avec les partenaires sociaux, y compris pour les personnes exerçant des formes de travail non conventionnelles (OECD Economic Survey of Sweden, 2019).

Graphique 1.18. Le chômage a fortement augmenté



Note : 1. Enquêtes sur la population active (LFS), population âgée de 15 à 74 ans. Les données LFS présentent une rupture dans les séries chronologiques du chômage et de l'emploi, résultant de l'adaptation de l'enquête suédoise au nouveau règlement-cadre de l'UE à partir de 2021.
2. Service public suédois de l'emploi, population âgée de 16 à 64 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et Service public suédois de l'emploi.

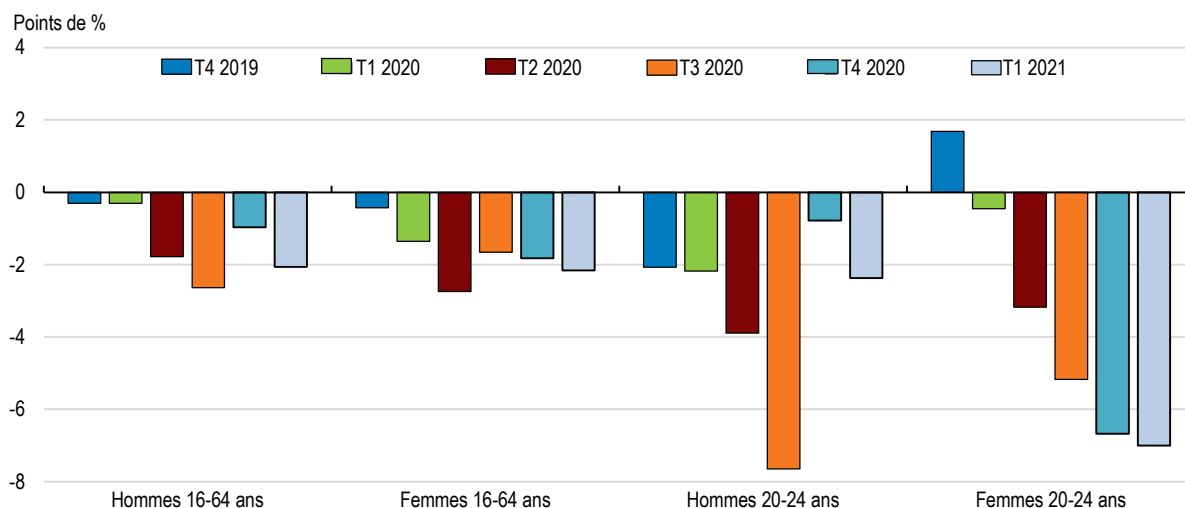
StatLink  <https://stat.link/v8ft3l>

Les inégalités régionales, bien que peu prononcées par rapport à celles observées dans la plupart des autres pays de l'OCDE, se sont creusées au cours des dernières décennies. Pour s'assurer que la reprise profite à toutes les régions et continuer à fournir des services publics équivalents sur tout le territoire

national malgré une dynamique démographique très défavorable dans certaines régions, il faudra non seulement ajuster le cadre budgétaire des administrations infranationales, mais aussi renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux et la coopération stratégique entre les organismes publics et avec d'autres parties prenantes. Par ailleurs, consolider le rôle des universités en tant que pôles de connaissances favoriserait le développement régional.

Graphique 1.19. Les jeunes femmes ont subi le plus durablement le recul de l'emploi

Variation du taux d'emploi par rapport à l'année précédente (en points de pourcentage)



Source : Statistics Sweden.

StatLink  <https://stat.link/leunah>

Encadré 1.3. Un programme pilote de recherche d'emploi pour les femmes nées à l'étranger

En 2020, le taux d'emploi des femmes âgées de 16 à 64 ans nées à l'étranger était inférieur de plus de 20 points de pourcentage à celui des femmes nées en Suède. L'un des principaux obstacles à leur insertion professionnelle est généralement l'absence de qualifications et d'expérience professionnelle documentées, ce qui rend leurs candidatures peu attrayantes aux yeux des employeurs. Pour tenter de remédier à cette situation, le service public de l'emploi a lancé en mars 2019 un programme pilote (Equal Establishment) visant à améliorer le rapprochement entre offres et demandes d'emploi pour les femmes nées à l'étranger, avec le soutien du Fonds social européen. Le programme documente les compétences informelles et les motivations des demandeurs d'emploi pour les rapprocher de la demande des employeurs.

Le projet est conduit de manière expérimentale et randomisée, afin de permettre son évaluation. Après deux ans, plus d'un tiers des 3 710 participants à l'essai occupaient un emploi, soit 10 points de pourcentage (ou 30 %) de plus que dans le groupe témoin, composé de demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'un soutien traditionnel aux demandeurs d'emploi. La nouvelle méthode de rapprochement ne génère pas de coûts plus élevés que la méthode de soutien traditionnelle. Les possibilités d'extension du programme semblent donc très prometteuses.

Source : Service public de l'emploi suédois.

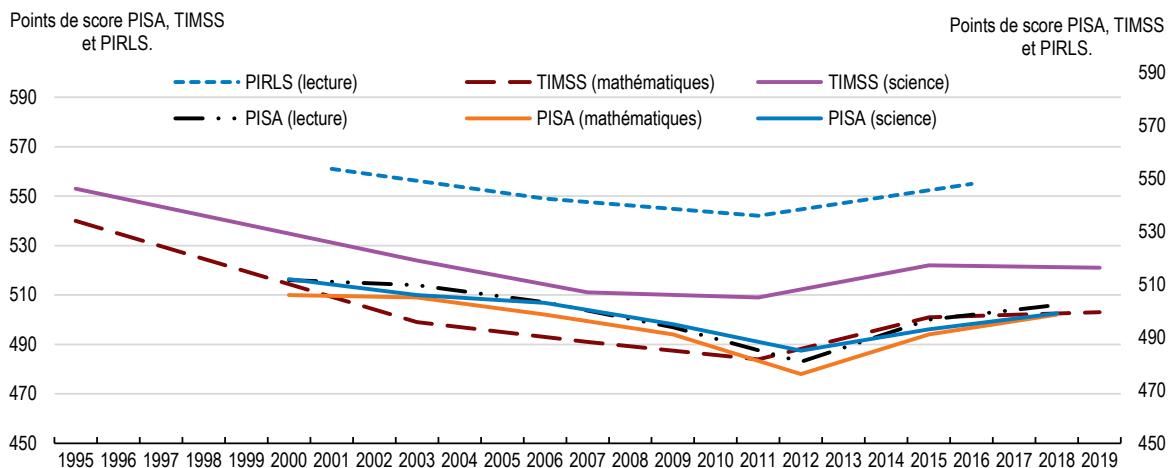
Les mesures relatives à la politique de l'éducation commencent à porter leurs fruits, mais des défis restent à relever

La tendance à la baisse des performances en matière d'éducation semble avoir été enrayée, comme l'indiquent les résultats encourageant de tests internationaux récents (Graphique 1.20). Néanmoins, les résultats du dernier Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE ne sont que légèrement supérieurs à la moyenne de l'OCDE, ce qui laisse entrevoir une marge d'amélioration supplémentaire. En outre, l'écart entre les élèves dans les domaines de la lecture et des sciences a continué à se creuser (OCDE, 2019). Les autorités publiques entreprennent de nombreuses démarches pour améliorer le système éducatif et réduire les inégalités en matière d'éducation, notamment sur la rémunération et la formation des enseignants, la sélection des écoles et les programmes scolaires (Tableau 1.6).

La pandémie a mis à mal le système éducatif, même si la fermeture des établissements scolaires a été plus limitée que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Les autorités publiques ont rapidement pris des mesures pour permettre aux établissements d'enseignement de dispenser un enseignement à distance. Néanmoins, il est possible que certains élèves, notamment ceux issus de milieux socio-économiques défavorisés ou de l'immigration, s'adaptent moins bien que d'autres à l'enseignement à distance. Il convient donc de suivre attentivement les résultats des élèves, en particulier au moyen des tests nationaux existants, et d'apporter un soutien aux moins performants, afin qu'ils puissent rattraper leur retard. Afin de répondre à l'augmentation de la demande pendant la crise et au sortir de celle-ci, les autorités publiques ont alloué des ressources importantes pour accroître le nombre de places dans la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Graphique 1.20. Les résultats scolaires ont commencé à s'améliorer

Résultats de la Suède aux enquêtes internationales sur les compétences des enfants d'âge scolaire



Note : Les points de score de PISA, TIMSS et PIRLS ne sont pas évalués selon la même échelle et ne peuvent pas être directement comparés. Source : OCDE, base de données PISA ; et [Centre d'études internationales TIMSS et PIRLS - Bases de données internationales](#).


StatLink  <https://stat.link/jjwp95>

Tableau 1.6. Recommandations antérieures concernant la politique de l'éducation et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2019
Instaurer une norme minimale non contraignante de financement des établissements, intégrée au système national de péréquation des recettes fiscales des communes, afin de mieux cibler les financements sur les groupes défavorisés, dont les immigrés.	Aucune norme minimale de financement des établissements scolaires n'a été introduite. Le système de péréquation réformé, entré en vigueur en 2020, tient mieux compte des différences socio-économiques, y compris celles liées à l'accueil des réfugiés. Les autorités publiques ont également introduit des subventions publiques pour augmenter les salaires des enseignants, visant en partie à accroître la proportion d'enseignants certifiés dans les zones défavorisées, ainsi que des subventions pour l'embauche de professeurs-adjoints.
Mettre en place une antenne régionale de la structure de gouvernance de l'État, chargée de veiller à l'amélioration systématique de la qualité de l'enseignement, en s'appuyant sur la coopération locale, la formation continue des enseignants et les inspections.	Les autorités publiques préparent un plan pour organiser la coopération locale avec l'Agence nationale pour l'éducation.
Supprimer les sources d'écart dans le système de notation aux tests nationaux pour créer une norme objective d'évaluation des résultats des établissements d'enseignement, et l'utiliser pour supprimer les différences de notation liées à une indulgence variable.	L'introduction de tests nationaux numériques dans les années à venir améliorera l'efficacité de la notation et de l'évaluation, ce qui pourrait contribuer à réduire les écarts dans la notation.
Pondérer de manière symétrique les notes hautes et basses et supprimer l'obligation de réussir dans certaines matières pour pouvoir entrer dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.	Aucune mesure n'a été prise concernant la notation. Les autorités publiques ont lancé une enquête sur les moyens de soutenir les élèves qui risquent de ne pas être admis dans un établissement d'enseignement secondaire supérieur. Les propositions ont été envoyées pour consultation et sont examinées par les autorités.
Tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement et lorsque des investissements sont réalisés dans de nouveaux établissements.	De nouveaux programmes scolaires seront introduits dans le cadre de la scolarité obligatoire et dans certains domaines de l'enseignement secondaire supérieur et de l'éducation des adultes au niveau municipal afin de faciliter l'apprentissage de tous les élèves.
Améliorer la formation des enseignants en augmentant leur nombre d'heures de cours et de pratique pédagogique, et en renforçant leurs activités de recherche.	Le nombre de places dans les programmes de formation des enseignants a augmenté. Des programmes de formation complémentaires plus courts permettent aux personnes ayant une formation ou un parcours pertinent d'obtenir plus rapidement un diplôme d'enseignement.
Améliorer la formation continue et le développement des compétences via la mise en place d'une structure de gouvernance régionale du système scolaire, un recours systématique à l'apprentissage entre pairs et une coopération suivie mutuellement bénéfique avec les universités.	Les autorités publiques prévoient de mettre en place un programme national pour le développement professionnel des enseignants afin de favoriser l'évolution de leur carrière et le travail en collaboration. Une initiative de formation continue (<i>boost for teachers</i>) permet aux enseignants de mettre à niveau leurs qualifications dans des matières spécifiques, tout en continuant à exercer. La Direction suédoise des établissements scolaires propose des outils de soutien en ligne pour les enseignants qui en ont besoin.

Les réformes structurelles pourraient stimuler la croissance à long terme

Des réformes structurelles seront nécessaires pour augmenter l'emploi et empêcher la hausse du ratio d'endettement à long terme. La protection de l'emploi en Suède est plus stricte que la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.21 ; OCDE, 2020a). Toutefois, les partenaires sociaux ont conclu un accord pour de vastes réformes du marché du travail, dont la mise en œuvre est globalement prévue pour la mi-2022, après que le gouvernement aura présenté au parlement un projet de loi à cet égard. Cet accord prévoit divers changements concernant la protection de l'emploi. L'un d'eux consiste à permettre à toutes les entreprises d'exempter trois travailleurs de la règle d'ancienneté en matière de licenciement (principe du « dernier embauché, premier licencié »), alors qu'à l'heure actuelle, seules celles qui emploient jusqu'à dix personnes sont autorisées à exempter deux salariés de cette règle, bien que des exceptions puissent être négociées entre les partenaires sociaux (Uddén Sonnegård, 2018).

L'assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi facilite l'accès par les travailleurs à des emplois plus productifs (Scarpetta, 2014). On estime qu'une réforme des règles de protection de l'emploi en Suède adoptée en 2001 et autorisant les entreprises comptant jusqu'à dix salariés à exempter deux travailleurs des règles de licenciement a permis d'augmenter la productivité du travail de 2 à 3 % (Bjuggren, 2018). La législation suédoise figure parmi les plus strictes de l'OCDE en ce qui concerne les

« motifs équitables de licenciement pour raisons personnelles » et l'« indemnisation du salarié à la suite d'un licenciement abusif ». Plus particulièrement, il est rare qu'une insuffisance professionnelle soit considérée comme un motif équitable en Suède, contrairement à deux tiers des pays de l'OCDE. L'indemnisation du salarié à la suite d'un licenciement abusif est la deuxième plus élevée des pays de l'OCDE avec le Portugal, et seulement la deuxième après l'Italie. L'accord entre les partenaires sociaux facilite le licenciement pour insuffisance professionnelle. Les employeurs ne seront plus contraints d'offrir un nouveau poste aux travailleurs dont les performances sont toujours objectivement insuffisantes après qu'une nouvelle mission leur a été proposée.

Cela dit, l'accord des partenaires sociaux offre davantage de sécurité aux travailleurs. Ainsi, il propose qu'un type précis de contrat à durée déterminée soit converti en contrat à durée indéterminée après 12 mois, au lieu de 24 actuellement. Il préconise également la mise en place d'un service de transition de base financé par les pouvoirs publics, ainsi que la création d'une nouvelle aide publique aux études visant à faciliter la reconversion professionnelle et le développement des compétences. Cette nouvelle aide s'appliquerait pour un maximum de 220 jours d'études. Pour en bénéficier, il faut notamment avoir travaillé 16 heures par semaine en moyenne pendant au moins 96 mois. En outre, le demandeur devra suivre une formation qui renforce ses perspectives d'avenir sur le marché du travail. Cette bourse est destinée à couvrir jusqu'à 80 % des pertes de salaire pendant les études. Les partenaires sociaux sont également convenu qu'une enquête publique serait menée pour étudier la possibilité de mettre en place une assurance chômage fondée sur la négociation collective. Cette assurance couvrirait les travailleurs du secteur privé, notamment ceux ayant des revenus faibles ou irréguliers, et à leur garantir au moins 80 % de leur salaire précédent.

La réduction du coin fiscal, qui est parmi les plus élevés de l'OCDE (Graphique 1.22), contribuerait à augmenter l'emploi, en particulier pour les personnes peu qualifiées. Ces dernières années, la fiscalité a progressivement évolué des impôts sur le travail vers des taxes environnementales. La poursuite de cette stratégie permettrait de réduire progressivement le coin fiscal. En outre, une augmentation des impôts périodiques sur la propriété immobilière pourrait être utile pour compenser l'allègement de la fiscalité du travail. En Suède, une déductibilité fiscale généreuse des intérêts payés sur les emprunts hypothécaires vient s'ajouter à un impôt périodique plafonné à un niveau relativement bas, de sorte que ce dernier est régressif. En ce qui concerne l'imposition des investissements en logements occupés par leur propriétaire et financés par l'emprunt, le pays se classe au troisième rang des taux marginaux effectifs les plus faibles parmi les 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, après les Pays-Bas et le Danemark (Brys et al., 2021). Les impôts fonciers périodiques sont parmi les moins préjudiciables à la croissance (Arnold et al., 2011 ; Cournède et al., 2018). L'*Étude économique de l'OCDE sur la Suède de 2019* recommandait de réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière dans le sens d'un meilleur alignement sur la valeur des biens concernés, et de supprimer progressivement la déductibilité des intérêts versés sur les emprunts hypothécaires. À long terme, ramener le coin fiscal à la moyenne de l'OCDE augmenterait le PIB par habitant d'environ 3 % (Encadré 1.4).

Afin d'éviter une augmentation de la dette publique liée au vieillissement au cours des prochaines décennies, il sera nécessaire de prolonger la durée de vie active. Les réformes mises en œuvre à partir du milieu des années 1990 assurent la viabilité financière du système public de retraite (Lundberg, 2020), qui repose essentiellement sur deux piliers : une pension de base accordée sous condition de ressources (pension garantie) et une pension liée aux revenus. La pension garantie est une prestation de retraite minimale versée aux résidents suédois âgés de 65 ans ou plus qui n'ont pas accumulé suffisamment de droits à pension liés aux revenus pour s'assurer un niveau de vie convenable. Elle peut être complétée par une allocation de logement. Les personnes âgées dont les revenus sont très faibles et qui résident depuis quelques années seulement en Suède peuvent bénéficier d'une aide à la subsistance.

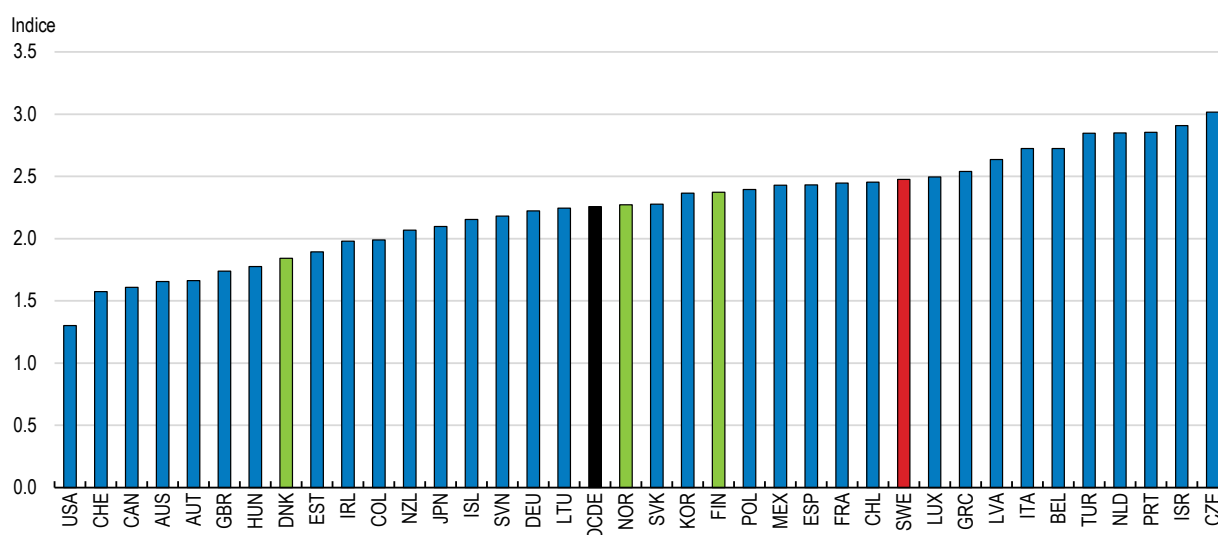
Les pensions publiques liées aux revenus sont basées sur les cotisations versées tout au long de la vie et se composent de deux types de prestation : une pension de retraite de base relevant d'un régime par répartition et une rime de retraite relevant de la capitalisation. La pension de base, prestation principale,

est un régime de retraite par répartition doté d'un mécanisme d'équilibrage. Elle est ajustée chaque année en fonction d'un indice du revenu moyen de la société. Le mécanisme d'équilibrage assure la viabilité financière du régime par une réduction de la hausse annuelle des pensions lorsque le montant des actifs tombe en deçà de la valeur des passifs, comme cela s'est produit en 2010, en 2011 et en 2014. L'âge minimum pour percevoir des pensions liées aux revenus était de 61 ans en 2019. En cas de départ en retraite au-delà de cet âge, la pension versée fait l'objet d'ajustements actuariels. Depuis 2020, les salariés ne peuvent pas être mis à la retraite forcée avant 68 ans (âge maximal auquel ils ont le droit de rester professionnellement actifs). La pension de retraite de base est complétée par une prime de retraite, qui relève d'un régime par capitalisation intégrale à cotisations définies, qui permet à l'assuré de choisir entre un large éventail de fonds d'investissement. La pension de base et la prime de retraite sont respectivement assujetties à des prélèvements de 16 % et 2.5 % sur les salaires (nets de cotisations), dans la limite d'un plafond donné. Au premier pilier s'ajoutent des régimes professionnels de retraite complémentaire, qui couvrent la grande majorité des travailleurs, sont régis par des conventions collectives et sont particulièrement importants pour les personnes à revenu élevé (Ministry of Health and Social Affairs, 2016).

Même si la structure du système de pension suédois garantit sa viabilité financière, faute d'un allongement de la durée de vie active pour compenser celui de l'espérance de vie, un tarissement des fonds de financement de la retraite et des pénuries de main-d'œuvre sont à craindre. C'est pourquoi un relèvement progressif de l'âge minimum pour bénéficier des prestations de retraite publiques est en cours. Il a été reporté à 62 ans en 2020 et passera à 63 ans dès 2023, puis à 64 ans à partir de 2026. Par ailleurs, l'âge légal maximal pour rester professionnellement actif a été repoussé de 67 à 68 ans en 2020 et passera à 69 ans en 2023. La réforme a également instauré un « âge-cible de la retraite » à 65 ans, fondé sur l'espérance de vie moyenne. L'âge minimum pour bénéficier de la pension de base sera lié à cet âge-cible à partir de 2026. Les simulations de l'OCDE suggèrent que, dans un scénario où l'âge minimum de départ à la retraite augmenterait de deux tiers de l'augmentation de l'espérance de vie, le solde budgétaire à long terme s'améliorerait à hauteur de 1.3 % du PIB, ce qui contribuerait à stabiliser la dette publique.

Graphique 1.21. La protection de l'emploi des travailleurs permanents est relativement forte

Indice de protection des travailleurs permanents contre les licenciements individuels, 2019.

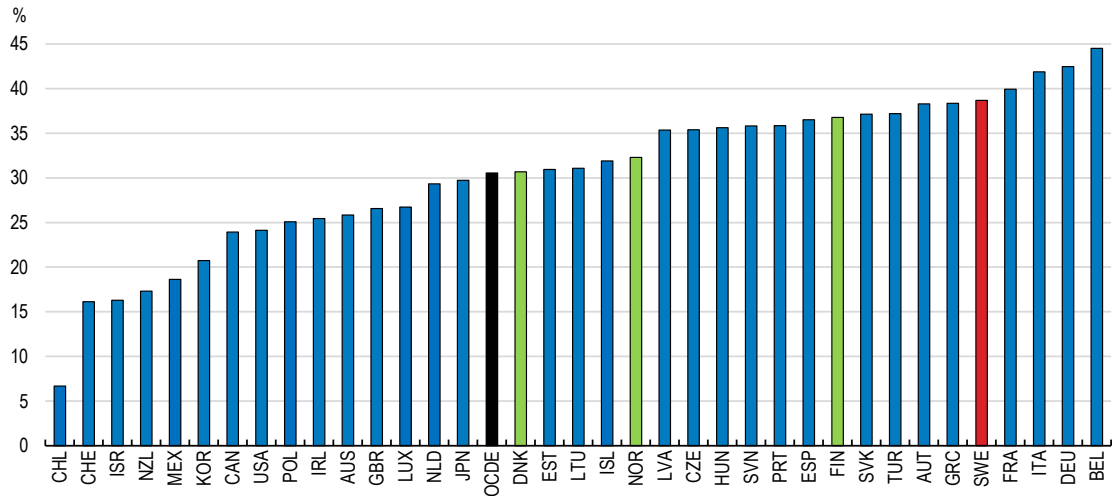


Note : L'indice va de 0 (aucune réglementation) à 6 (réglementation détaillée).

Source : OCDE, base de données sur la protection de l'emploi.

Graphique 1.22. Le coin fiscal est élevé

Coin fiscal pour un couple marié à deux revenus, l'un à 100 % du salaire moyen et l'autre à 67 %, avec deux enfants.



Source : Les impôts sur les salaires, OCDE.

StatLink  <https://stat.link/dxf3bz>

Tableau 1.7. Recommandations antérieures concernant la politique du marché du travail et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2019
Réduire l'écart de protection de l'emploi entre les contrats à durée indéterminée et les contrats à durée déterminée et accroître la flexibilité des salaires au niveau d'entrée.	Les autorités publiques prévoient d'autoriser toutes les entreprises à exempter trois employés des règles d'ordre de licenciement (système dernier-entré-premier-sorti), conformément à l'accord des partenaires sociaux, d'ici la mi-2022.
Développer l'éducation et formation des adultes, en coopération avec les partenaires sociaux, y compris pour les personnes exerçant des formes de travail non conventionnelles.	L'accord sur le marché du travail, qui doit être mis en œuvre d'ici la mi-2022, prévoit le droit pour les employés ayant travaillé pour un employeur pendant au moins huit ans de se former pendant un an et de recevoir 80 % de leur salaire.
Rationaliser en fusionnant et en harmonisant les différents régimes de subventions pour les charges salariales pour mieux cibler les travailleurs les plus vulnérables, alléger les formalités administratives correspondantes et augmenter le nombre de bénéficiaires.	La fusion et l'harmonisation de divers régimes de subventions salariales ont été mises en œuvre en 2018 sous le titre d'emploi d'insertion.
Continuer de simplifier les procédures pour aider les migrants à obtenir leurs permis de séjour et de travail.	Aucune mesure n'a été prise.

Encadré 1.4. Impact potentiel des réformes structurelles

Cet encadré résume les potentiels impacts à long terme sur le PIB par habitant de certaines réformes structurelles en cours ou recommandées (Tableau 1.8). Les impacts quantifiés sont purement indicatifs et ne tiennent pas compte des réponses comportementales aux réformes. Ils devraient également se

matérialiser progressivement sur le long terme. Les impacts sur le PIB de certaines recommandations principales ne sont pas quantifiés en raison de leur faible ampleur. L'impact potentiel des réformes des retraites et du marché du travail sur le ratio dette publique/PIB est présenté au Graphique 1.8.

Assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi

Un assouplissement de 0.1 des dispositions législatives applicables à la protection de l'emploi, qui serait largement conforme aux changements négociés par les partenaires sociaux, pourrait augmenter le PIB de plus de 2 % à long terme, principalement grâce à une productivité accrue. Les mesures associées visant à faciliter la reconversion et le perfectionnement professionnel pourraient encore accroître la productivité, bien que leur effet soit difficile à quantifier.

Réduction du coin fiscal en passant progressivement des prélèvements sur le travail aux taxes environnementales et aux impôts périodiques sur la propriété immobilière

On suppose que le coin fiscal sera progressivement ramené à la moyenne de l'OCDE d'ici à 2030. La réduction des recettes provenant des impôts sur le travail est entièrement compensée par l'augmentation des recettes issues des taxes environnementales. Néanmoins, l'impact positif sur l'emploi peut améliorer la situation budgétaire.

Relèvement de l'âge de départ à la retraite

On suppose que l'âge maximum pour avoir le droit de rester professionnellement actif et l'âge minimum pour bénéficier des prestations publiques de pension de vieillesse et de retraite de base seront relevés à hauteur des deux tiers de l'augmentation de l'espérance de vie, ce qui, selon les estimations, augmentera l'âge effectif de départ à la retraite de trois ans d'ici 2060, comme l'indiquent Guillemette et al. (2017).

Tableau 1.8. Impact estimé des principales recommandations (en %, sauf indication contraire)

Réforme / variable	Changement de l'indicateur de politique ¹	5 ans	10 années	Long terme
Assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi	-0.1			
PIB par habitant		0.4	0.9	2.3
Productivité multi-factorielle ²		0.4	0.7	1.9
Renforcement de l'intensité capitaliste ²		0.1	0.1	0.4
Taux d'emploi ²		0.0	0.0	0.1
Réduction du coin fiscal	-8.1			
PIB par habitant		1.6	1.9	3.1
Relèvement de l'âge de départ à la retraite				
PIB par habitant		1.9	3.0	3.8
Assouplissement de la régulation sur les loyers	-0.44			
Investissements dans la construction résidentielle		10.9
Parc immobilier		5.7
Rapport prix/revenu (années de revenu disponible)		-0.8

1. L'indice EPL va de 0 (aucune réglementation) à 6 (réglementation détaillée) ; l'indice de réglementation des loyers va de 0 (le moins restrictif) à 1 (le plus restrictif).

2. Contribution à la croissance du PIB par habitant.

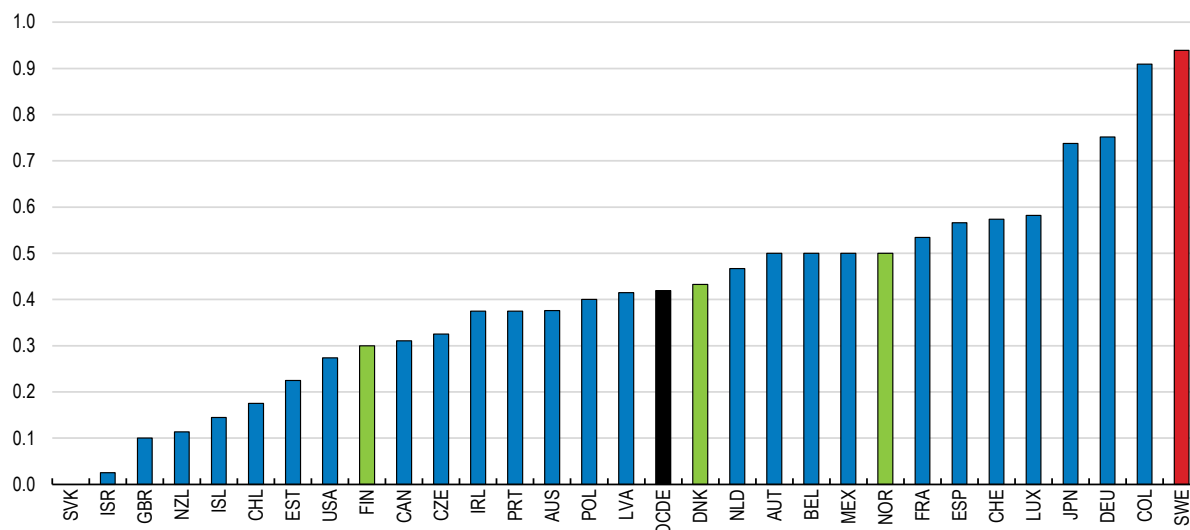
Assouplissement de la régulation sur les loyers

Les estimations supposent que la rigueur du contrôle des loyers se rapproche de celle de la Norvège, où le niveau initial du loyer peut être librement négocié (bien que la loi norvégienne sur la location stipule que le loyer ne peut être déraisonnable) et où les augmentations de loyer sont réglementées. À long terme (2050), la réforme permettrait d'augmenter le parc immobilier de près de 6 % et d'accroître l'accessibilité au logement, le rapport prix/revenu du logement étant réduit de 0.8 année de revenu disponible. Ces estimations ont été réalisées à partir d'une formule intégrant les investissements résidentiels estimés sur un panel de 27 pays de l'OCDE entre 1980 et 2017. Le modèle comprend un indicateur du contrôle des loyers, un terme d'interaction entre le contrôle des loyers et les prix réels des logements, ainsi que les coûts réels de construction, le prix réel des logements, des indicateurs de disponibilité des terrains et de restriction d'urbanisme, et les effets fixes par pays (Cournède et al., 2020). Les estimations rendent compte de l'effet moyen dans l'échantillon de pays sur la période qu'elles couvrent. La réponse de l'offre à la dérégulation des loyers peut s'écarter considérablement de la norme dans certains pays. Par exemple, bien que la dérégulation des loyers ait contribué à l'expansion du secteur locatif privé au Royaume-Uni depuis les années 1980, il n'existe aucun élément probant permettant de conclure à l'existence d'un lien avec une augmentation globale de l'offre de logements.

Les réglementations strictes en matière de loyers (Graphique 1.23) tendent à décourager la mobilité, notamment pour les ménages à faible revenu, et peuvent contribuer à la ségrégation spatiale en réduisant l'offre de logements locatifs dans certains endroits (*Étude économique de l'OCDE sur la Suède*, 2019). Elles ont entraîné de longues listes d'attente pour les logements locatifs, notamment à Stockholm, où l'accès à un appartement loué nécessite en moyenne huit à dix ans (Graphique 1.24). Cela entrave la mobilité de la main-d'œuvre et est susceptible de réduire la production et l'emploi, bien que l'ampleur de cet effet soit impossible à quantifier. Les autorités publiques prévoient de libéraliser les loyers pour les nouveaux logements, mesure qui sera plus facilement acceptée que celle s'appliquant aux logements existants. En outre, les autorités ont lancé un certain nombre d'enquêtes portant sur différents aspects de la fixation des loyers. D'après les estimations de l'OCDE, un assouplissement de la réglementation sur les loyers qui la mettrait au niveau de celle de la Norvège, où ceux sont les augmentations plutôt que les niveaux des loyers qui sont réglementés, pourrait avoir pour effet d'augmenter le parc immobilier de près de 6 % à long terme. Cela améliorerait considérablement l'accessibilité au logement au fil du temps grâce à une augmentation de l'offre qui ferait baisser les prix des logements d'un montant équivalant en moyenne à plus de neuf mois de revenu des ménages (Encadré 1.4). Cela pourrait faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, entravée par les prix élevés des logements. Une récente étude de l'OCDE estime qu'une augmentation des prix des logements de 1 % en Suède réduit la migration régionale de près de 1 % (Cavalleri et al., 2021). L'assouplissement du contrôle des loyers pourrait également faciliter l'accès à de meilleurs logements pour certains ménages à faible revenu et jeunes ménages, car le système actuel favorise les locataires occupants, indépendamment de leurs revenus.

Graphique 1.23. Le contrôle des loyers est très strict

Indice



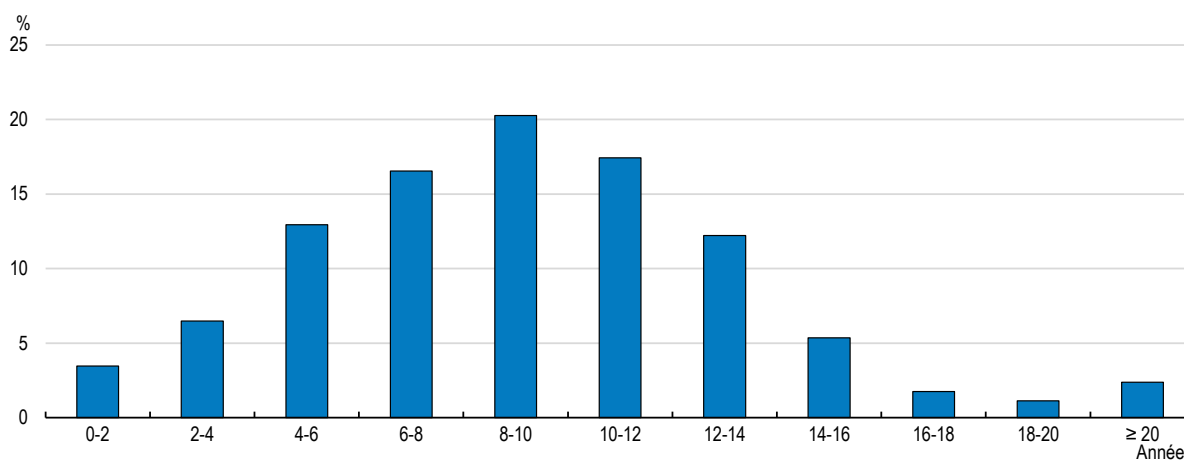
Note : Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 (contrôle le moins strict) et 1 (contrôle le plus strict).

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/mzvpjw>

Graphique 1.24. La réglementation en matière de loyers entraîne de longues files d'attente

Temps d'attente pour un appartement à Stockholm en 2020



Source : Stockholm Housing Agency.

StatLink  <https://stat.link/k3bo60>

Les inefficiences dans l'aménagement du territoire et le peu de mesures incitant les communes à encourager la construction provoquent toujours une pénurie de logements, malgré les récentes modifications apportées à la loi sur la planification et la construction. Il serait donc souhaitable de renforcer

la coopération entre l'État et les autorités locales sur les questions d'urbanisme et d'inciter davantage les communes à libérer en temps utile des zones à aménager. L'élaboration des plans d'urbanisme devrait également être simplifiée, en veillant à assurer un meilleur équilibre entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux.

Tableau 1.9. Recommandations antérieures concernant la politique du logement et mesures prises

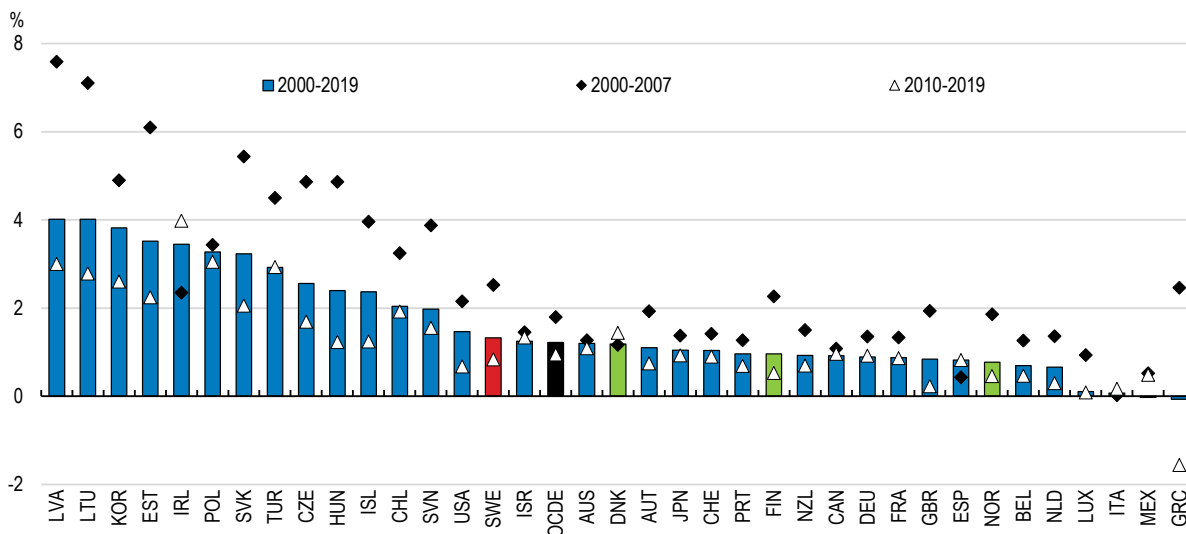
Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2019
Réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière afin que le prélèvement réalisé corresponde mieux à la valeur des biens. Supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires.	Aucune mesure n'a été prise.
Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer en temps utile les zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.	La loi sur la planification et la construction a été modifiée en 2020 pour assurer une meilleure continuité dans la planification globale et une mise en œuvre plus efficace, ainsi que pour faciliter la planification ultérieure.
Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, la mobilité et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les propriétaires contre les abus.	Aucune mesure n'a été prise. Les autorités publiques prévoient de libéraliser les loyers pour les nouveaux logements et a lancé un certain nombre d'enquêtes portant sur la fixation des loyers.

Une diffusion plus large de la transformation numérique stimulerait la productivité

La Suède est en tête des pays de l'OCDE en matière de diffusion et d'utilisation de la transformation numérique chez les particuliers et les entreprises (OCDE, 2020b). Les infrastructures et les services de télécommunications sont également bien développés. L'utilisation d'Internet est quasi généralisée, les activités en ligne sont diverses et l'écart d'âge dans l'utilisation d'Internet est l'un des plus faibles parmi les pays de l'OCDE. L'innovation est élevée, avec de nombreux brevets, des publications scientifiques de qualité et des spécialistes des TIC, ainsi qu'une forte activité R&D des entreprises (OCDE, 2018a). La Suède est également précurseur en matière de technologies de pointe comme l'Internet des objets. Ces déterminants contribuent à expliquer le niveau de productivité relativement élevé de la Suède. Cependant, à l'image d'autres pays de l'OCDE, la Suède connaît une baisse des gains de productivité (Graphique 1.25). Les entreprises peuvent dynamiser leur productivité en adoptant les technologies numériques (Gal et al., 2019). Des capacités et des incitations appropriées peuvent améliorer la diffusion des technologies numériques au sein des entreprises (Andrews et al., 2018). La transition vers le numérique peut également contribuer à accroître l'efficacité de la fourniture des services publics dans tout le pays. Pour tirer pleinement parti de ses avantages, l'État doit tenir un rôle plus important dans l'amélioration de l'infrastructure de partage des données et des informations, et apporter un soutien technique adéquat aux communes et régions qui en ont besoin (chapitre 2). La Facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne (Swedish government, 2021c) alloue des fonds pour renforcer les capacités numériques, certaines mesures étant déjà prévues au budget de 2021-23. Au total, la Suède devrait recevoir environ 34 milliards SEK (0.7 % de son PIB), sous forme de subventions uniquement, dont quelque 24 % seront affectés à la transformation numérique.

Graphique 1.25. Un ralentissement des gains de productivité

Taux de croissance annuel moyen, USD par heure, prix constants et PPA (année de base 2015)



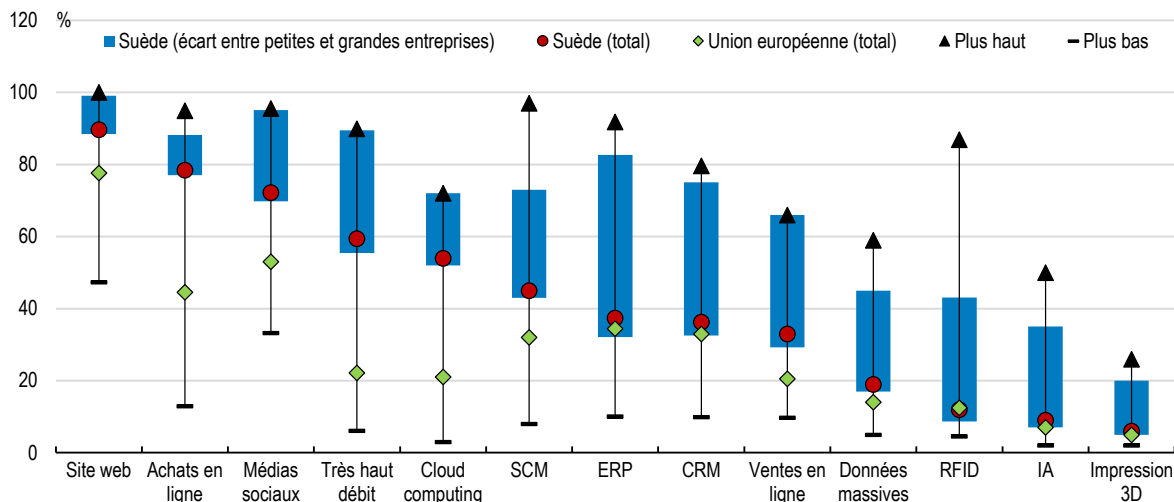
Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité.

StatLink  <https://stat.link/y0s9uh>

Les entreprises suédoises utilisent davantage les outils numériques que leurs homologues des autres pays de l'OCDE, qu'il s'agisse des outils de base comme les sites Web, les médias sociaux et le haut débit, ou d'outils évolués comme l'informatique en nuage (cloud). Cependant, il existe des écarts importants entre les grandes et les petites entreprises (Graphique 1.26). L'utilisation du haut débit est répandue dans les entreprises, mais l'utilisation du très haut débit reste surtout le privilège des grandes entreprises. Les écarts avec les PME sont particulièrement marqués pour ce qui concerne les outils de processus d'entreprise de type SCM (gestion de la chaîne d'approvisionnement), ERP (progiciels de gestion intégrés) et CRM (gestion de la relation client). Ces outils numériques contribuent à rendre plus efficaces les processus métier en interne et dans les relations avec les fournisseurs et les clients. Toutefois, de nombreuses entreprises suédoises sous-traitent des tâches TIC et utilisent le cloud pour des applications avancées telles que la gestion de la relation client (CRM), ce qui peut expliquer un plus faible recours aux outils numériques de processus métier (OCDE, 2018a). Concernant les outils avancés, comme l'analyse des données massives et l'identification par radiofréquence (RFID), ainsi que les technologies de pointe comme l'intelligence artificielle et l'impression 3D, la Suède est en retard par rapport aux pays de l'OCDE les plus performants.

Graphique 1.26. L'écart numérique entre les petites et les grandes entreprises est important

Pourcentage d'entreprises comptant dix salariés ou plus, 2020 ou dernière année disponible



Note : RFID signifie Identification par radiofréquence ; CRM signifie Gestion de la relation client ; ERP signifie Planification des ressources de l'entreprise ; SCM signifie Gestion de la chaîne d'approvisionnement ; le haut débit correspond à un réseau large bande d'une vitesse supérieure à 100 Mbits/s ; l'informatique en nuage recouvre les services informatiques dans le Cloud pour des applications avancées (applications logicielles de comptabilité, logiciels de CRM, puissance de calcul). Les données relatives à l'analyse des données massives, là l'informatique en nuage et à la SCM (gestion de la chaîne d'approvisionnement) proviennent d'Eurostat et couvrent l'année 2020 (2018 pour la Grèce et le Royaume-Uni). Les achats en ligne concernent 2017 ou 2016. La RFID concerne 2016 ou 2017. Les autres outils TIC couvrent 2018 ou 2019. Source : OCDE, base de données 'OCDE sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les entreprises ; et Eurostat, base de données sur l'utilisation des TIC dans les entreprises.

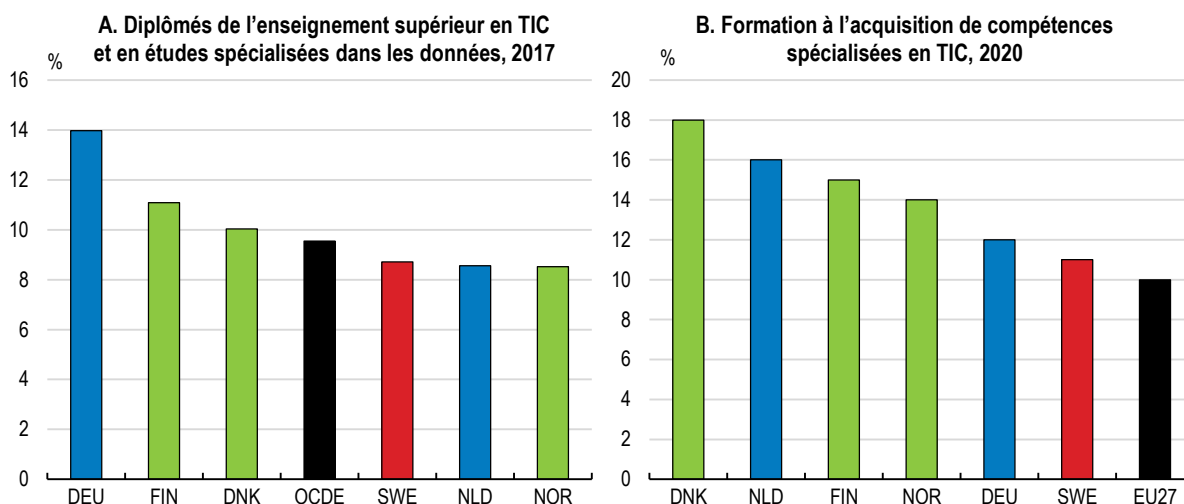
StatLink  <https://stat.link/i1zfra>

La diffusion de la transformation numérique au sein des entreprises suédoises est entravée par plusieurs obstacles. En premier lieu, en termes de capacités, il est possible d'améliorer les compétences en matière de TIC. L'innovation est de plus en plus alimentée par l'analyse des données massives et les entreprises qui emploient de nombreux spécialistes des données sont davantage susceptibles d'innover et d'enregistrer des gains de productivité plus élevés (OCDE, 2018a). Cependant, en Suède, l'offre de spécialistes des données, exprimée par la part des diplômés de l'enseignement supérieur en TIC et en analyse des données, est plutôt faible (Graphique 1.27, partie A). Cela contribue à freiner la diffusion de l'analyse des données massives et limite l'innovation numérique et axée sur les données des entreprises. De même, les entreprises n'assurent pas suffisamment la formation des spécialistes des TIC en vue d'améliorer leurs compétences (partie B). La transformation numérique continue d'évoluer rapidement ; aussi, le manque de formation non seulement entrave l'adoption d'outils numériques de nouvelle génération et la hausse de la productivité, mais peut également laisser de côté certains travailleurs vulnérables. En second lieu, les dépenses en R&D dans les industries de l'information sont relativement peu élevées. En pourcentage, l'investissement des entreprises en R&D est le quatrième plus élevé parmi les pays de l'OCDE, après Israël, la Corée et le Japon (2.4 % du PIB), mais un cinquième seulement est alloué aux industries des TIC (OCDE, 2020b). Enfin, la Suède doit améliorer la confiance du public dans la transformation numérique en renforçant la cybersécurité. Un nombre important d'entreprises suédoises signalent être victimes de violations de sécurité (OCDE, 2021). Ces incidents liés aux TIC sapent la confiance dans les outils TIC, ce qui peut freiner leur adoption. En ce qui concerne les évaluations des risques liés aux TIC, qui sont au cœur de la gestion des risques pesant sur la sécurité numérique, la proportion de grandes entreprises qui les réalisent est relativement élevée, mais comme dans d'autres pays de l'OCDE, nettement plus faible lorsqu'il s'agit des petites entreprises (OCDE, 2020b). Des

campagnes devraient être menées pour sensibiliser les petites entreprises à la nécessité de procéder périodiquement à de telles évaluations, et davantage de formations devraient être proposées pour les aider à les effectuer. En outre, il faudrait intensifier la formation des travailleurs à leurs obligations relatives à la sécurité des TIC, en particulier dans les petites entreprises.

Graphique 1.27. Les compétences en matière de TIC doivent être renforcées

Part de l'ensemble des diplômés de l'enseignement supérieur (A) et des entreprises de dix salariés ou plus (B)



Note : Les domaines d'études de la partie A comprennent les TIC, les sciences naturelles, les mathématiques et les statistiques.

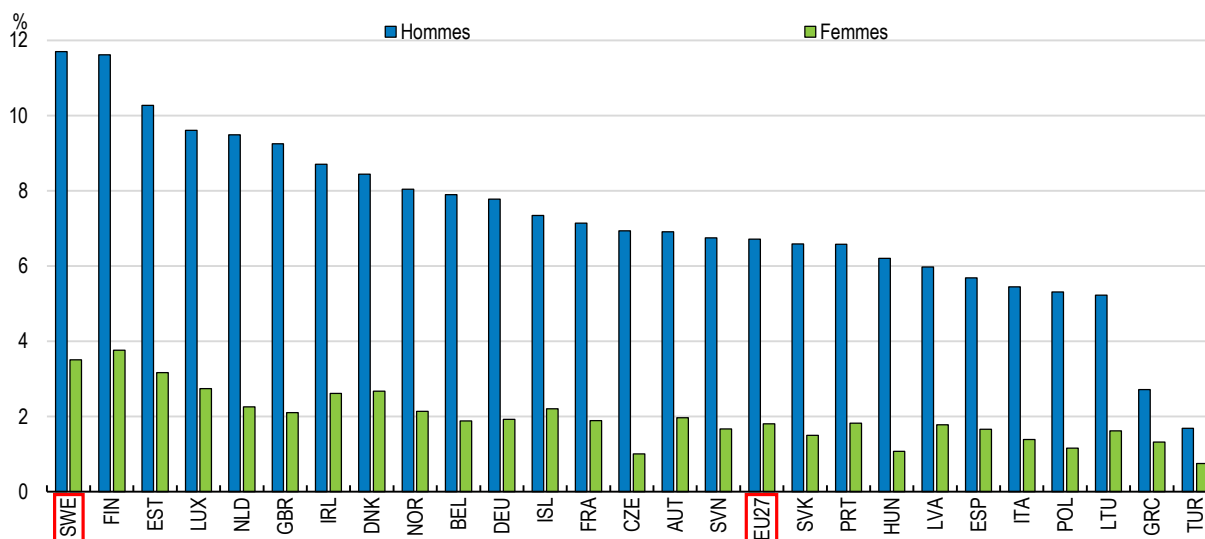
Source : OCDE, Tableau de bord de la science, de la technologie et de l'industrie ; et Eurostat, base de données sur l'utilisation des TIC dans les entreprises.

StatLink  <https://stat.link/hr8kqx>

Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, il existe en Suède une importante fracture numérique entre hommes et femmes. Le pays se classe en deuxième position en ce qui concerne la proportion de femmes spécialistes des TIC parmi les pays européens après la Finlande, mais la part de leurs homologues masculins y est plus de trois fois plus élevée (Graphique 1.28). L'écart entre les hommes et les femmes spécialistes des TIC est le plus important des pays européens (8 points de pourcentage). La sous-représentation des femmes dans les métiers des TIC reflète leurs choix en matière d'éducation. De fait, les femmes représentent 30 % des diplômés des TIC (Graphique 1.29). Si le parcours d'enseignement choisi est d'abord déterminé par les préférences personnelles, il est également influencé par les normes sociales, ce qui amène les femmes à se tourner d'elles-mêmes vers les domaines d'études qu'elles pensent être les plus susceptibles de leur offrir des chances de trouver un emploi et d'évoluer professionnellement. La Suède a déjà mis en œuvre plusieurs projets visant à lutter contre les stéréotypes sexistes dans les écoles et les établissements préscolaires (*2017 OECD Economic Survey of Sweden*). Ces projets devraient être davantage soutenus et développés, notamment en sensibilisant les enseignants aux questions de genre et en améliorant leur connaissance des études et professions liées à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM), comme le font les Pays-Bas, et en mettant en avant des modèles féminins de l'économie numérique, thème de la campagne « Lean In » de Sheryl Sandberg (OECD, 2018b).

Graphique 1.28. La Suède affiche l'écart le plus important entre hommes et femmes spécialistes des TIC

Pourcentages de travailleurs masculins et féminins, 2020



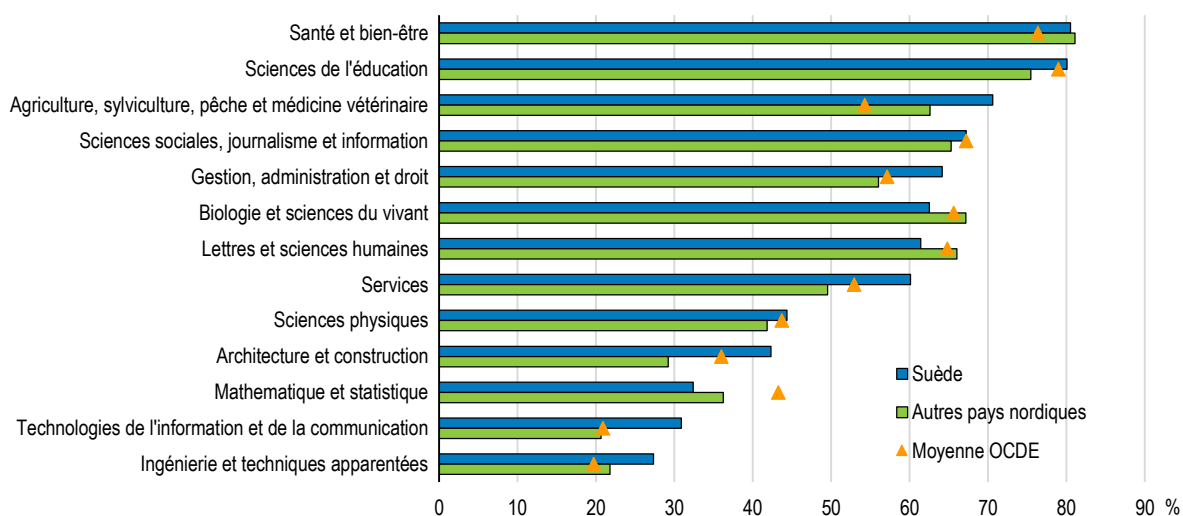
Note : Données de 2019 pour le Royaume-Uni. Les spécialistes des TIC sont définis par Eurostat comme étant les travailleurs qui sont « en mesure d'élaborer, de faire fonctionner et d'effectuer la maintenance des systèmes TIC, les TIC constituant l'essentiel de leur travail ».

Source : Eurostat, base de données sur l'économie et la société numériques ; et Enquête sur la population active.

StatLink  <https://stat.link/qv7ywe>

Graphique 1.29. La proportion de femmes poursuivant des études dans les TIC demeure faible

Part des femmes étudiantes par domaine de spécialité, 2018



Note : Niveau d'éducation : total pour l'enseignement supérieur (niveaux 5 à 8 de la CITE 2011).

Source : Rapport de l'OCDE Regards sur l'éducation.

StatLink  <https://stat.link/no8e2x>

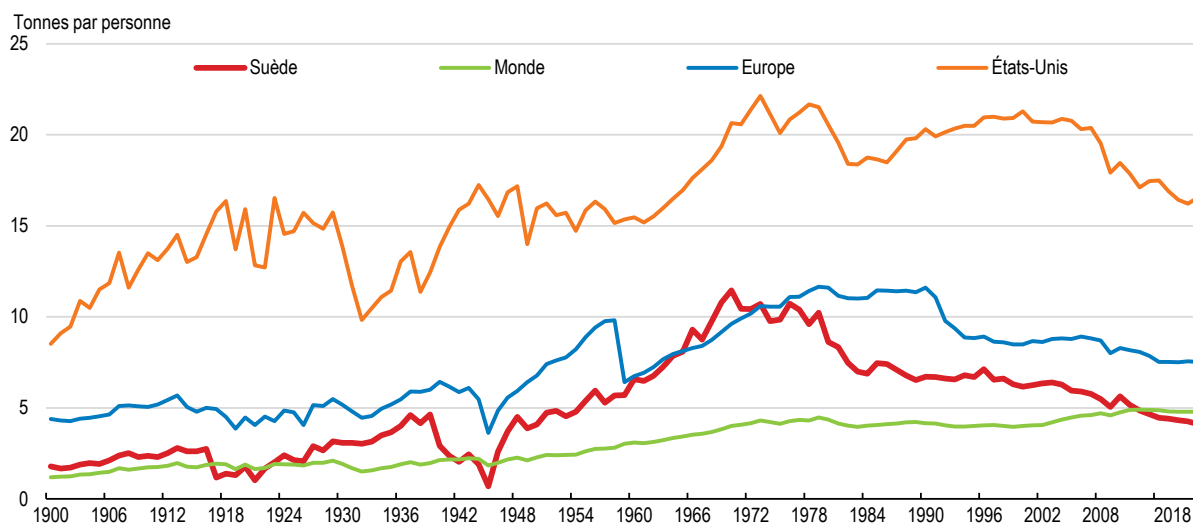
Tableau 1.10. Recommandations antérieures sur les réglementations commerciales et les politiques de concurrence

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2019
Continuer d'utiliser les outils numériques pour améliorer les prestations de services, simplifier les procédures et raccourcir les délais de délivrance des autorisations et permis.	La transformation numérique des services publics s'est poursuivie et les services en ligne se sont fortement développés pendant la pandémie.

L'économie verte est synonyme de nouvelles opportunités de croissance


La Suède est à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et fait figure d'exemple pour ses bonnes pratiques auprès des autres pays. Les émissions de CO₂ par habitant sur son territoire ont atteint un pic dès 1970 et ont diminué d'environ deux tiers depuis (Graphique 1.30). Les incitations économiques et les instruments politiques ont joué un rôle déterminant dans cette réalisation. La Suède a notamment été l'un des premiers pays au monde à instaurer une taxe sur le carbone en 1991, qui a augmenté progressivement par la suite. De nombreuses initiatives au niveau régional et municipal ont permis d'améliorer l'environnement, tout en bénéficiant aux acteurs économiques locaux. L'objectif visant à réduire les émissions de GES en dehors du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) de 40 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020 a été atteint, même si l'on fait abstraction des effets temporaires de la pandémie sur les émissions (Conseil suédois de la politique climatique, 2021). La Suède s'est fixé l'objectif ambitieux d'atteindre des émissions nettes de carbone nulles d'ici 2045, ce qui implique de réduire les émissions nationales d'au moins 85 % par rapport au niveau de 1990. L'excédent de droits d'émission généré, qui reflète la volonté des pouvoirs publics d'atteindre l'objectif climatique national pour 2020 au moyen de mesures nationales uniquement, a été retiré chaque année depuis 2014, au lieu d'être vendu à d'autres pays. Au global, les retraits de droits d'émission ont permis de réduire les émissions de GES d'environ 130 millions de tonnes d'équivalent CO₂, soit plus du double des émissions totales de la Suède en 2019. Le cadre de politique climatique de 2017 a défini les modalités de mise en œuvre de l'Accord de Paris en Suède et a donné naissance à un conseil indépendant de politique climatique en charge d'évaluer chaque année l'adéquation des politiques pour atteindre les objectifs climatiques (Ministère de l'environnement et de l'énergie, 2018). La loi suédoise sur le climat, entrée en vigueur en janvier 2018, impose aux autorités publiques de présenter un rapport annuel sur le climat dans son projet de loi de finances et un plan d'action tous les quatre ans conformément aux différents objectifs climatiques, notamment le zéro émission nette de GES d'ici 2045 annoncé dans son cadre de politique climatique de 2017 (Autorités publiques suédoises, 2020c).

Graphique 1.30. Les émissions de dioxyde de carbone par habitant sont en baisse constante



Note : Les émissions de dioxyde de carbone désignent les émissions issues de la combustion de combustibles fossiles dans l'optique de produire de l'énergie et du ciment.

Source : Sveriges Riksbank, basé sur Our World in Data (OWID).

StatLink  <https://stat.link/50zela>

Les énergies renouvelables enregistrent une croissance rapide et leur contribution à la production d'électricité s'élevait à 52 % en 2019, le nucléaire représentant 39 % et l'énergie thermique traditionnelle moins de 10 %. La Suède s'est fixé pour objectif de disposer d'une électricité exempte de combustibles fossiles d'ici 2040, au besoin en sollicitant la contribution du nucléaire. L'objectif semble réalisable, même s'il exigera des investissements de capacité pour remplacer les centrales nucléaires et les éoliennes vieillissantes après 2030. Il nécessitera également des investissements dans le réseau électrique pour permettre d'ajuster la production à la demande à tout moment (Swedish Climate Policy Council, 2020). La généralisation du chauffage urbain basé sur la biomasse contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) des bâtiments, même si le renforcement de l'efficacité énergétique via la rénovation, avec le soutien des pouvoirs publics, permettra de les réduire davantage. Après avoir largement cueilli les fruits à portée de main, la Suède doit désormais réduire les émissions de GES dans des domaines plus difficiles. Les plus gros émetteurs sont le transport routier, l'industrie, notamment la métallurgie et le ciment, et l'agriculture (Graphique 1.31).

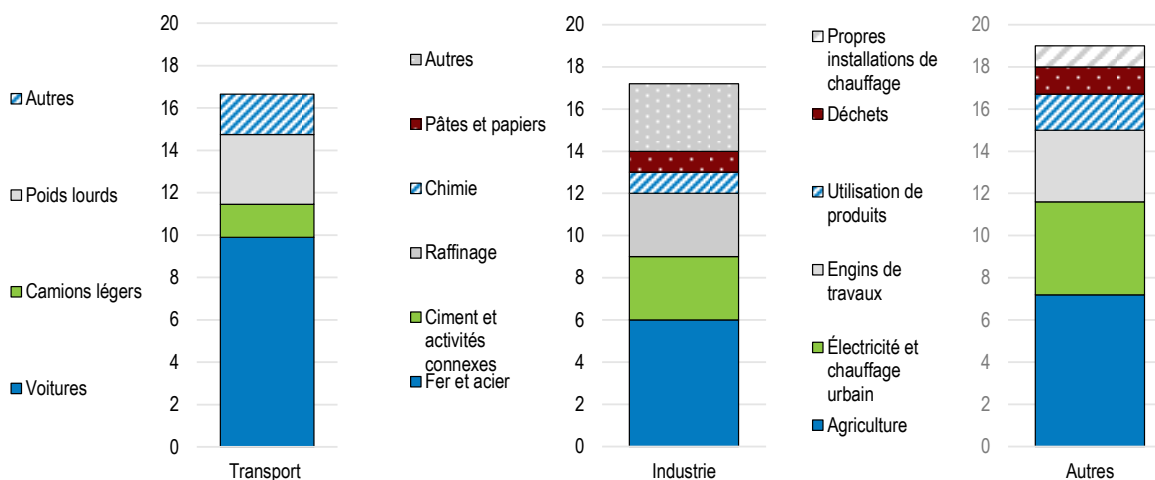
Afin de réduire les émissions liées au transport intérieur, qui représentent un tiers environ des émissions totales de la Suède, les autorités publiques ont réformé le système de bonus-malus appliqué aux véhicules, imposé davantage de carburants renouvelables via une norme sur les carburants à faible teneur en carbone (c'est-à-dire en plafonnant les émissions par unité d'énergie, en obligeant les fournisseurs à mélanger l'essence et le diesel avec des biocarburants), et renforcé les investissements consacrés au ferroviaire. Les véhicules électriques gagnent en popularité et représentaient environ un tiers des nouvelles immatriculations en 2020. Une commission de l'électrification, dirigée par le ministre des Infrastructures, a été instituée pour mettre en œuvre des mesures visant à électrifier rapidement le système de transport et à passer aux carburants renouvelables durables, ainsi qu'à accroître l'efficacité des transports. Cependant, le calendrier de l'électrification du transport routier et son articulation avec les mesures politiques restent flous (Swedish Climate Policy Council 2020). Des pays comme la Norvège et les Pays-Bas ont compté parmi les premiers à promouvoir l'électrification des transports et ont réussi à augmenter considérablement leur parc de véhicules électriques, mais au prix de coûteuses subventions. Les autorités publiques devraient donc élaborer une feuille de route plus précise pour parvenir à réduire

les émissions de CO₂ dans le transport routier de manière rentable. Cela donnerait également une visibilité sur les besoins en investissement, notamment en faveur de bornes de recharge et de la production de biocarburants. La Facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne soutient également la transition climatique, à laquelle sont liés 40 % des fonds à recevoir (Swedish government, 2021c).

Le transport maritime est un autre secteur dans lequel il faut réduire les émissions de GES. Les nouvelles avancées technologiques peuvent améliorer l'efficacité énergétique. Les carburants plus propres, notamment les biocarburants, l'électricité, l'hydrogène et l'ammoniac, représentent des solutions visant à réduire les émissions, à condition de les produire à l'aide de procédés à faible teneur en carbone, ce qui nécessite l'instauration de réglementations internationales sur les émissions liées au cycle de vie (ITF, 2020). Les signaux de prix devront également être renforcés en vue d'atteindre les objectifs d'émission (Vierth et al., 2020). Certaines mesures ont été mises en place en Suède, ainsi que dans les autres pays nordiques, notamment des redevances portuaires et de chenaux différenciées en fonction de l'environnement. Cependant, la taxe carbone suédoise ne s'applique pas à la navigation intérieure et le carburant maritime bénéficie d'exonérations fiscales, comme dans la plupart des pays de l'OCDE, avec des exceptions pour la navigation intérieure au Canada, en Colombie, en Islande et dans l'État américain de Californie (ITF, 2020). La décision du Parlement européen de septembre 2020 de soutenir l'inclusion des émissions de CO₂ du secteur maritime au sein du SEQE-UE et d'utiliser les recettes pour soutenir les investissements dans les technologies et les infrastructures maritimes vertes innovantes est bienvenue.

Graphique 1.31. Le transport routier, l'industrie et l'agriculture sont les plus gros émetteurs de GES

Millions de tonnes d'équivalent CO₂



Note : Le transport désigne le transport intérieur.

Source : Naturvårdsverket.

StatLink  <https://stat.link/5eszuc>

La tarification des émissions de l'industrie a été historiquement sous-évaluée par rapport à celle d'autres secteurs, mais le taux de la taxe sur le carbone pour les secteurs en dehors du SEQE-UE est désormais aligné sur le taux général. Les prix du SEQE ont augmenté pour dépasser 30 EUR au début de 2021, mais ce niveau correspond toujours à une estimation basse du coût actuel des émissions de GES du point de vue de la perturbation du climat (OECD, 2018c). Les autorités suédoises doivent continuer à collaborer avec la Commission européenne pour garantir que le SEQE fournisse les bons signaux de prix afin d'atteindre l'objectif souhaité en matière de réduction des émissions. La décarbonation de secteurs de l'industrie suédoise comme l'acier et le ciment représente un défi technique, comporte des risques

économiques élevés et nécessite d'énormes investissements (Bataille, 2020). L'État a lancé le programme Industrial Leap en 2018 pour soutenir le développement de technologies et de procédés visant à réduire les émissions de GES liées aux procédés de l'industrie suédoise. Les aides financières, qui sont administrées par l'Agence suédoise de l'énergie, peuvent être accordées à la recherche, aux études de faisabilité, aux projets pilotes et de démonstration, ainsi qu'aux investissements à grande échelle. Les projets liés à l'atténuation, ainsi qu'aux émissions négatives, peuvent bénéficier d'un financement. Ces aides sont destinées aux industries dont les émissions sont liées aux procédés, de même qu'aux universités et aux instituts de recherche. Le budget 2021 a également instauré des garanties de crédit vert pour les projets d'investissement industriel de grande envergure contribuant à atteindre les objectifs environnementaux et climatiques. Un consortium d'entreprises sidérurgiques et minières met au point une technologie permettant de produire de l'acier sans combustible fossile à l'horizon 2035, avec le soutien de l'Agence suédoise de l'énergie. Ce projet pourrait réduire les émissions de CO₂ de la Suède de 10 %. Si l'acier sans combustible fossile est 20 à 30 % plus cher que l'acier traditionnel aux prix actuels de l'électricité, du charbon et du carbone, il devrait devenir compétitif à l'avenir avec l'augmentation des prix du carbone.

Le secteur agricole représente environ 15 % des émissions totales de GES, dont environ 2 % sont liés aux combustibles fossiles utilisés dans les machines. Les combustibles utilisés pour les machines du secteur primaire bénéficient de réductions des taxes sur le carbone et les énergies, qui devraient être progressivement supprimées. Les aides des pouvoirs publics doivent être accordées si nécessaire en cohérence avec la réduction des émissions de GES. Les autorités suédoises ont commandé une enquête sur les mesures et les instruments pour une agriculture sans énergie fossile. La réduction des émissions de combustibles non fossiles (comme le méthane) liées à l'agriculture est d'autant plus délicate qu'elles résultent de processus biologiques dans l'élevage des animaux et l'utilisation des terres agricoles. Les connaissances sur les moyens de s'attaquer à ces problèmes sont limitées et, compte tenu des conditions actuelles et des politiques annoncées, le secteur agricole générerait environ deux tiers des émissions actuelles de GES à l'horizon 2045 (Swedish Climate Policy Council, 2020). Les pouvoirs publics ont pris des mesures pour réduire les fuites de méthane provenant de la gestion du fumier, mais pour réduire davantage les émissions de GES de l'agriculture, il faudra développer des modèles agricoles plus durables. Une meilleure connexion de la recherche avec les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, des efforts supplémentaires pour offrir des conseils ciblés et sur mesure aux agriculteurs sur les technologies et pratiques durables, et une application plus systématique du principe du pollueur-payeur y contribueraient (OECD, 2018d). Enfin, la Suède devrait veiller à affirmer une forte ambition en faveur du climat dans son plan stratégique relevant de la politique agricole commune européenne.

Tableau 1.11. Recommandations antérieures concernant la politique environnementale et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2019
Augmenter les taxes sur la consommation industrielle d'énergie.	Le taux de la taxe sur le carbone pour les secteurs en dehors du SEQE-UE a été aligné sur le taux général.
Renforcer et harmoniser davantage les obligations de communication d'informations relatives au climat, en particulier pour les intermédiaires financiers, à l'inclusion des banques.	La FSA a encouragé activement les sociétés financières et non financières suédoises à adopter les recommandations du groupe de travail sur la transparence financière liée aux risques climat (TCFD, Task Force on Climate-related Financial Disclosures) et à communiquer les risques liés à l'environnement conformément à ces recommandations. La FSA dirige le groupe de travail de l'OICV sur la finance durable, qui est pleinement impliqué dans les travaux actuellement menés pour parvenir à une norme mondiale unifiée et comparable pour la divulgation des informations en matière de développement durable.

Principales recommandations concernant les éclairages sur l'action publique

Principales recommandations en gras

PRINCIPALES CONCLUSIONS	RECOMMANDATIONS
Renforcer les moyens de subsistance et la demande.	
De nombreux secteurs économiques, notamment ceux contraints par des mesures de distanciation physique, et leurs salariés pâtissent encore de la crise du COVID-19.	Reconduire les mesures de soutien, telles que le renforcement du dispositif de chômage partiel et l'indemnisation des pertes de chiffre d'affaires, jusqu'à ce que la pandémie de COVID-19 soit enrayée.
La politique budgétaire soutient l'économie. Comme la reprise sera progressive et qu'elle nécessitera une réaffectation des ressources, il sera indispensable de poursuivre l'aide budgétaire pour une reprise durable.	Continuer d'apporter un solide appui en matière de politique budgétaire jusqu'à ce que la reprise soit bien établie et revenir ensuite progressivement vers l'objectif d'excédent budgétaire à moyen terme.
Le taux directeur à zéro et les mesures visant à améliorer les liquidités et à faciliter l'octroi des prêts ont stabilisé le système financier et étayé la reprise.	Maintenir une politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que l'inflation se rapproche durablement de l'objectif, avec l'activité qui devrait accélérer à un rythme solide.
Les prix des logements et la dette des ménages augmentent rapidement. L'obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires a été levée au début de la pandémie, mais sera remise en place à compter de septembre 2021.	Si la dette des ménages continue d'augmenter rapidement, durcir la politique macroprudentielle.
Lutte contre le blanchiment de capitaux	
La gouvernance de la lutte contre le blanchiment de capitaux est insuffisante dans plusieurs grandes banques suédoises. Les autorités ont imposé des amendes et pris des mesures pour renforcer la surveillance, notamment par le biais de la coopération internationale.	Renforcer davantage la surveillance et la coopération internationale pour lutter contre le blanchiment de capitaux.
Mettre en œuvre des réformes pour favoriser la croissance et l'emploi.	
Les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur de vastes réformes du marché du travail, qui doivent être mises en œuvre d'ici la mi-2022 et qui prévoient d'augmenter la flexibilité et la sécurité du travail.	Mettre en œuvre les réformes du marché du travail approuvées par les partenaires sociaux.
Le coin fiscal reste élevé malgré une certaine évolution vers une fiscalité environnementale. Les actuelles dispositions concernant la fiscalité immobilière sont régressives et ont pour effet de faire monter les prix des logements.	Continuer de déplacer le poids de la charge fiscale du travail vers la fiscalité environnementale et des impôts permanents sur l'immobilier, y compris en supprimant progressivement la déductibilité des intérêts des prêts hypothécaires.
En l'absence de réformes, le vieillissement de la population fera augmenter la dette publique au fil du temps.	Mettre en œuvre la réforme des retraites qui prévoit un relèvement de l'âge maximal auquel on peut continuer d'occuper un emploi et de l'âge minimum pour bénéficier des prestations de retraite publiques et de la retraite de base, en fonction de l'évolution de l'espérance de vie.
La réglementation stricte des loyers tend à faire obstacle à la mobilité de la population, notamment pour les ménages modestes, et pourrait être un facteur de ségrégation spatiale.	Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, tout en continuant de protéger les propriétaires contre les abus.
L'inefficacité du système d'urbanisme et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager la construction contribuent aux pénuries de logements, ce qui réduit l'accessibilité financière de l'immobilier d'habitation et la mobilité de la main-d'œuvre, malgré les récentes mesures bienvenues destinées à accroître l'offre de terrains constructibles et à accélérer les procédures d'urbanisme.	Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer en temps utile des zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.
L'inadéquation des compétences génère du chômage, en particulier pour les personnes peu qualifiées et nées à l'étranger, dont la situation est encore affaiblie par la crise du COVID-19.	Améliorer l'adaptation de l'enseignement et de la formation professionnels aux besoins du marché du travail en renforçant les structures de coordination régionales.
Les inscriptions dans l'enseignement et la formation professionnels ont diminué, ce qui peut être lié à la perception selon laquelle les voies d'accès à l'enseignement supérieur sont faibles.	Améliorer l'accès aux programmes qui créent des passerelles entre l'enseignement professionnel du second cycle et l'enseignement supérieur.
Les établissements d'enseignement et de formation professionnels sont petits par rapport aux normes européennes, ce qui empêche la réalisation d'économies d'échelle.	Concentrer les programmes d'enseignement professionnel dans des domaines techniques très spécialisés nécessitant des équipements coûteux dans un nombre réduit d'établissements.
Prise en charge de la transformation numérique	
La diffusion de la transformation numérique dans les entreprises est entravée par le manque de compétences en matière de TIC.	Inciter les étudiants à obtenir un diplôme dans le domaine des TIC et renforcer l'éducation des adultes dans ce domaine.

La proportion d'entreprises faisant état de violations de la sécurité est élevée.	Encourager les entreprises à réaliser périodiquement des évaluations des risques liés aux TIC et former leur personnel aux obligations relatives à la sécurité des TIC, en particulier dans les petites entreprises.
Promouvoir l'égalité hommes-femmes	
Le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger est très inférieur à celui des femmes nées en Suède.	Faire bénéficier systématiquement les femmes nées à l'étranger du programme-pilote pour l'égalité d'établissement.
La fracture numérique entre hommes et femmes est très marquée, tant en termes de professions que d'éducation.	Poursuivre les campagnes de lutte contre les stéréotypes sexistes dans les écoles et les établissements préscolaires et soutenir d'autres projets, tels que ceux visant à sensibiliser les enseignants aux questions de genre et à développer leur connaissance des études et professions liées aux STIM, et mettre en avant des modèles féminins dans l'économie numérique.
Croissance verte	
Le transport routier est responsable d'environ un tiers des émissions totales de gaz à effet de serre. Les autorités publiques ont pris plusieurs mesures pour réduire les émissions dans ce secteur, mais une stratégie globale claire fait toujours défaut.	Élaborer une feuille de route pour une décarbonation économiquement rationnelle et technologiquement neutre du transport routier.
Les carburants utilisés par les machines agricoles, forestières et de pêche génèrent d'importantes émissions de CO ₂ et bénéficient de taux réduits de taxe sur le carbone et les énergies.	Éliminer progressivement les réductions des taxes sur le carbone et les énergies concernant les carburants utilisés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Références

- Adalet McGowan, M., D. Andrews and V. Millot (2017), "[Insolvency regimes, technology diffusion and productivity growth: evidence from firms in OECD countries](#)", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1425, OECD Publishing, Paris.
- Andrews, D., G. Nicoletti and C. Timiliotis (2018), "[Digital technology diffusion: a matter of capabilities, incentives or both?](#)", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1476, OECD Publishing, Paris.
- Andrews, D. and F. Cingano (2014), "[Public policy and resource allocation: evidence from firms in OECD countries](#)", *Economic Policy*, Vol. 29.
- Arnold, J., B. Brys, C. Heady, Å. Johansson, C. Schwellnus and L. Vartia (2011), "[Tax policy for economic recovery and growth](#)", *The Economic Journal*, 121: F59-F80.
- Bataille, C. (2020), "[Low and zero emissions in the steel and cement industries: barriers, technologies and policies](#)", *OECD Green Growth Papers*, No. 2020/02, OECD Publishing, Paris.
- Bisciari, P. (2019), "[A survey of the long-term impact of Brexit on the UK and the EU27 economies](#)", *National Bank of Belgium Working Paper*, No. 366, Brussels.
- Bjuggren, C.M. (2018), "[Employment protection and labor productivity](#)", *Journal of Public Economics*, 157, 138-157.
- Bricongne, J.-C., A. Turrini and P. Pontuch (2019), "[Assessing house prices: Insights from "Houselev", a dataset of price level estimates](#)", *European Economy - Discussion Papers* 101, Directorate General Economic and Financial Affairs, European Commission.
- Brys, B. et al. (2021), *Effective Taxation of Residential Property*, OECD Publishing, Paris, forthcoming.
- Cavalleri, M.C., N. Luu and O. Causa (2021), "Migration, housing and regional disparities: a gravity model of cross-regional migration with an application to selected OECD countries", *OECD Economics department working papers*, OECD Publishing, Paris, forthcoming.
- Cournède, B., V. Ziemann and F. De Pace (2020), "[The future of housing: policy scenarios](#)", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1624, OECD Publishing, Paris.
- Cournède, B., J.-M. Fournier and P. Hoeller (2018), "[Public finance structure and inclusive growth](#)", *OECD Economic Policy Paper*, No. 25, OECD Publishing, Paris.
- Eurostat (2021), "[Excess mortality – statistics](#)", accessed on 18 May 2021.
- Flodén, M. (2014), "[Should we be concerned by high household debt?](#)", Sveriges Riksbank, Stockholm.
- Forsman, M. (2020), "[30 years of combating money laundering in Sweden and internationally - does the system function as intended?](#)", *Sveriges Riksbank Economic Review*, 2020:1, Stockholm.
- FSA (2021), [The Swedish Mortgage Market](#), Finansinspektionen, Stockholm.
- FSA (2019), "[Finansinspektionen's work with anti-money laundering supervision](#)", Memorandum, 6 March, Finansinspektionen, Stockholm.
- Gal, P. et al. (2019), "[Digitalisation and productivity: In search of the holy grail – Firm-level empirical evidence from EU countries](#)", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1533, OECD Publishing, Paris.
- Guillemette, Y. et al. (2017), "[A revised approach to productivity convergence in long-term scenarios](#)", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1385, OECD Publishing, Paris.
- IMF (2021), [Sweden Country Report](#), No. 21/62, International Monetary Fund, Washington, DC.
- ITF (2020), "[Navigating towards cleaner maritime shipping: lessons from the Nordic region](#)", *International Transport Forum Policy Papers*, No. 80, OECD Publishing, Paris.
- Kuczera, M. and S. Jeon (2019), [Vocational Education and Training in Sweden, OECD Reviews of Vocational Education and Training](#), OECD Publishing, Paris.

- Lundberg, K. (2020), "[Retirement: Lessons from the Swedish reforms](#)", Fondation pour l'innovation politique, Paris.
- Ministry of the Environment and Energy (2018), [The Swedish climate policy framework](#), Stockholm.
- Ministry of Health and Social Affairs (2016), [The Swedish Old-Age Pension System](#), Stockholm.
- OECD (2021), [OECD ICT Access and Usage by Businesses Database](#), accessed on 9 April.
- OECD (2020a), "[Recent trends in employment protection legislation](#)", in *OECD Employment Outlook 2020: Worker Security and the COVID-19 Crisis*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2020b), [OECD Digital Economy Outlook 2020](#), OECD Publishing, Paris.
- OECD (2019), "[Sweden - Country Note - PISA 2018 Results](#)", OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018a), [OECD Reviews of Digital Transformation: Going Digital in Sweden](#), OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018b), [Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate](#), OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018c), [Effective Carbon Rates](#), OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018d), [Innovation, Agricultural Productivity and Sustainability in Sweden](#), OECD Food and Agricultural Reviews, OECD Publishing, Paris.
- OECD/The World Bank/UN Environment (2018), [Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure](#), OECD Publishing, Paris.
- Public Health Agency of Sweden (2020a), "[Prognos för covid-19 vaccinel leveranser till Sverige, januari–juni 2021](#)" (Forecast for Covid-19 vaccine deliveries to Sweden, January to June 2021), Solna-Östersund.
- Public Health Agency of Sweden (2020b), "[Nationell plan för vaccination mot covid-19](#)" (National Plan for vaccination against Covid-19), Solna-Östersund.
- Rambaree, K. and N. Nässén (2020), "[The Swedish strategy' to Covid-19 pandemic: impact on vulnerable and marginalised communities](#)", *The International Journal of Community and Social Development*, 2(2), 234-250.
- Scarpetta, S. (2014), "[Employment Protection](#)", *IZA World of Labor*, 2014:12.
- Sveriges Riksbank (2021a), [Monetary Policy Report](#), February, Stockholm.
- Sveriges Riksbank (2021b), "[E-krona pilot Phase 1](#)", Stockholm.
- Sveriges Riksbank (2020), [Monetary Policy Report](#), November, Stockholm.
- Sveriges Riksbank (2019), [Financial Stability Report](#), 2019:2, Stockholm.
- Swedish Climate Policy Council (2021), [2021 Report of the Swedish Climate Policy Council](#), Stockholm.
- Swedish Climate Policy Council (2020), [2020 Report of the Swedish Climate Policy Council](#), Stockholm.
- Swedish Government (2021a), "[Combating money laundering and terrorist financing](#)", Stockholm.
- Swedish Government (2021b), "[Andra chans för krisande företag – En ny lag om företagsrekonstruktion](#)" (Second chance for companies in crisis - A new law on corporate reorganisation), Report of the Reorganisation Inquiry, SOU 2021:12, Stockholm.
- Swedish Government (2021c), "[Sveriges återhämtningsplan](#)" (Sweden's recovery plan), Stockholm.
- Swedish Government (2020a), [The Swedish Government's strategy in response to Covid-19](#), Stockholm.
- Swedish Government (2020b), "[Aldreomsorgen under pandemin](#)" (Elderly care during the pandemic), Interim report from the Corona commission, SOU 2020:80, Stockholm.
- Swedish Government (2020c), "[The Swedish Climate Act](#)", Stockholm.
- Thedéen, E. (2019), "[Climate and sustainability in focus at FI](#)", Speech at Finansdagen meeting, 10 September.

Uddén Sonnegård, E. (2018), "[Hur flexibelt är anställningsskyddet i kollektivavtalen?](#)" (How flexible is employment protection in collective agreements?), Rapport No. 6. Ratio, Stockholm.

Vierth, I., L. Trosvik, L. and K. Holmgren (2020), "[Sammanfattning av projektet "Morötter och piskor inom sjöfarten för att uppnå miljökvalitetsmål"](#)" (Summary of the project "Carrots and whips in shipping to achieve environmental quality objectives"), Swedish National Road and Transport Research Institute, Linköping.

Études économiques de l'OCDE

SUÈDE 2021 (VERSION ABRÉGÉE)

L'action déterminée des pouvoirs publics pour protéger les ménages et les entreprises a permis d'alléger le tribut que la pandémie a prélevé sur l'économie suédoise, qui s'est néanmoins fortement contractée en 2020. La croissance est repartie à la hausse, à la faveur d'une activité manufacturière solide et des exportations, tandis que la campagne vaccinale laisse espérer un retour progressif à la normale dans les secteurs d'activité nécessitant une présence physique. Quoi qu'il en soit, un soutien budgétaire et une politique monétaire accommodante resteront nécessaires jusqu'à ce que la reprise soit fermement engagée. Les mesures prises par les autorités pour développer l'éducation et la formation et améliorer la concordance entre offres et demandes d'emploi, parallèlement au déploiement de réformes du marché du travail approuvées par les partenaires sociaux, aideront au redressement de l'emploi, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables, durement frappés par la pandémie. Promouvoir la croissance inclusive sur tout le territoire suédois nécessitera de revoir le cadre budgétaire des administrations infranationales, d'améliorer l'efficacité des services publics, en particulier *via* leur conversion au numérique, et de promouvoir encore la convergence entre les régions, notamment en renforçant le rôle des universités dans les réseaux régionaux de la connaissance et de l'innovation.

CHAPITRE SPÉCIAL : LES INÉGALITÉS RÉGIONALES

Volume 2021/8
Juillet 2021



PDF ISBN 978-92-64-91327-1

ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2021
(18 NUMÉROS)



9 789264 913271